

Public Disclosure Authorized

# RAPPORT SUR LA SITUATION ÉCONOMIQUE EN MAURITANIE

Public Disclosure Authorized

**Renforcer l'éducation pour favoriser  
la cohésion sociale et soutenir  
le développement économique**

Public Disclosure Authorized

Public Disclosure Authorized



Jun 2020 - Troisième Edition



GRUPE DE LA BANQUE MONDIALE



# RAPPORT SUR LA SITUATION ÉCONOMIQUE EN MAURITANIE

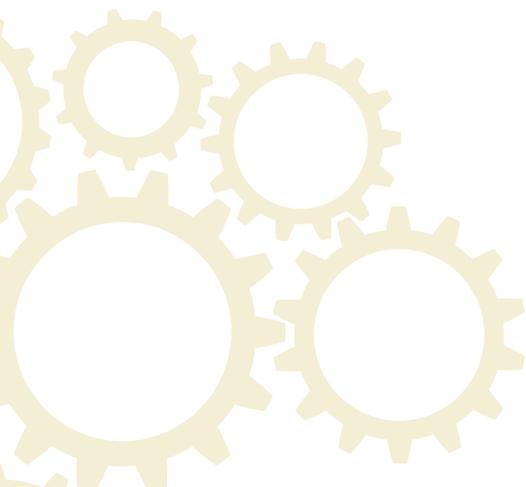
**Renforcer l'éducation pour favoriser  
la cohésion sociale et soutenir  
le développement économique**



# TABLE DES MATIÈRES

<b>Table des matières</b>	<b>ii</b>
Avant-Propos	iv
Liste des Figures	v
Liste des Tableaux	vi
Liste des Encadrés	vi
Liste des Abréviations	viii
Résumé Exécutif	x
ملخص تنفيذي	xvi
<b>Partie 1 - L'Etat de l'Economie</b>	<b>1</b>
<b>1.1. Développements économiques récents</b>	<b>2</b>
1.1.1. En 2019, le boom du secteur minier a permis à la Mauritanie de réaliser le taux de croissance le plus élevé depuis 2006	2
1.1.2. Les pressions externes ont diminué en 2019 grâce à des termes de l'échange favorables et au boom minier	6
1.1.3. Le secteur bancaire reste vulnérable malgré les réformes de la BCM	7
1.1.4. La poursuite d'une politique budgétaire prudente a permis de dégager un excédent budgétaire pour la deuxième année consécutive et a contribué à réduire la dette publique	8
1.1.5. Le marché du travail ne fonctionne pas bien, ce qui entrave la croissance économique	11
<b>1.2. Perspectives 2020-2022: L'économie mauritanienne sera largement affectée par l'épidémie de COVID-19</b>	<b>13</b>
1.2.1. Scénario de base	16
1.2.2. Scénario baissier	16
1.2.3. Politiques visant à atténuer l'impact économique du COVID-19	18
<b>Partie 2 – Le Secteur de l'Éducation Comme Moteur de Croissance Économique</b>	<b>21</b>
<b>2.1 Aperçu du secteur de l'éducation en Mauritanie</b>	<b>25</b>
2.1.1. Structure organisationnelle	25
2.1.2. Financement de l'éducation	26
2.1.3. Les progrès accomplis dans le domaine de l'éducation au cours des dernières décennies	28
<b>2.2. Des lacunes importantes subsistent dans le système éducatif</b>	<b>29</b>
2.2.1. Faibles taux de scolarisation et de rétention des étudiants	29
2.2.2. Qualité de l'éducation	31
<b>2.3. Causes sous-jacentes des lacunes du système éducatif</b>	<b>33</b>
2.3.1. Pénurie d'enseignants compétents	33
2.3.2. Faible gouvernance des écoles et absentéisme élevé des enseignants	35
2.3.3. Conditions d'enseignement inadéquates: matériels scolaires et infrastructures	36
2.3.4. Discontinuité éducative : incomplétude des écoles et allocation des enseignants	36
<b>2.4. Réformes institutionnelles récentes</b>	<b>38</b>
<b>2.5. Pistes de réflexion pour accélérer les réformes et remettre le secteur de l'éducation sur la bonne voie</b>	<b>39</b>

Références	42
Annexes	43
Annexe I : Tableaux statistiques	44
Annexe II: Note sur la Méthodologie et les Indicateurs SDI	45
Annexe III: Définitions des indicateurs de performance du secteur de l'éducation	46



## AVANT-PROPOS

Le Rapport sur la Situation Économique en Mauritanie (RSEM) est une publication périodique de la Banque mondiale (BM) qui souligne les tendances économiques récentes et discute de questions de développement pertinentes pour le pays. Le RSEM se fonde sur des rapports analytiques existants de la BM pour présenter des problèmes économiques et sociaux actuels. Le RSEM est destiné au grand public et sert de véhicule pour lancer un débat factuel sur les choix économiques parmi les principaux acteurs nationaux, notamment entre les décideurs politiques et les citoyens.

Cette troisième édition du RSEM est composée de deux parties. La première partie présente un compte rendu de la situation économique en 2019. Les perspectives économiques pour 2020-2022 sont incluses, avec une évaluation des risques et des défis. La deuxième partie aborde le sujet de l'éducation en Mauritanie et présente une revue de la situation et des performances de ce secteur et les principales réformes à mener à l'avenir.

Ce document a été préparé par une équipe multisectorielle de la Banque mondiale dirigée par Samer Matta (Économiste). Le chapitre 1 a été rédigé par Samer Matta et Maria Elkhdari (Analyste économique). Le chapitre 2 a été rédigé par Waly Wane (Économiste principal) et Bernard Gauthier (Consultant et Professeur à HEC Montréal). Moritz Meyer (Économiste) a contribué à ce rapport. L'équipe remercie Johan Mistiaen (Chef de programme), Sophie Naudeau (Chef de programme), Nathalie Picarelli (Économiste), Rick Emery Tsouck Ibounde (Économiste principale), et Noah Yarrow (Spécialiste principal d'éducation) pour leurs commentaires. L'équipe aimerait aussi exprimer ses remerciements aux autorités mauritaniennes pour leur soutien, particulièrement le Ministère de l'économie et de l'industrie, le Ministère des finances, le Ministère de l'enseignement Fondamental et de la Réforme du Secteur de l'Education Nationale et la Banque Centrale de la Mauritanie.

Le rapport a été préparé sous la direction générale de Nathan Belete (Directeur des opérations au Sénégal, en Mauritanie, Gambie, Guinée Bissau et à Cabo Verde), Laurent Msellati (Responsable des opérations en Mauritanie), Lars Christian Moller (Directeur de pratique macroéconomique), et Meskerem Mulatu (Directrice de pratique éducation). Nous tenons à remercier Micky Ananth, Theresa Bampoe et Maimouna Touré pour leur soutien administratif.

Les projections macroéconomiques datent du 8 mai 2020. Les données historiques sont celles disponibles au 27 mars 2020.

Les informations sur la Banque mondiale, ses activités en Mauritanie, et les copies électroniques de la présente publication sont disponibles à travers ce lien : [www.worldbank.org/en/country/mauritania](http://www.worldbank.org/en/country/mauritania).



## LISTE DES FIGURES

<b>Figure 1:</b> La croissance mondiale s'est ralentie et a atteint son plus bas taux depuis 2010	2
<b>Figure 2:</b> Le rebasage des comptes nationaux a augmenté le PIB nominal d'environ 22,7% en 2014, mais la dynamique de la croissance n'a pas beaucoup changé	3
<b>Figure 3:</b> En 2019, la croissance de la Mauritanie s'est accélérée et a dépassé celle de tous les pays pairs	3
<b>Figure 4:</b> Cependant, l'écart en termes du PIB par habitant reste important	3
<b>Figure 5:</b> La croissance économique a été boostée par le boom du secteur extractif	4
<b>Figure 6:</b> Du côté de la demande, les exportations ont stimulé l'activité économique	4
<b>Figure 7:</b> La Mauritanie est en retard par rapport à ses pairs en matière de développement	5
<b>Figure 8:</b> De même, et malgré les efforts récents, le climat des affaires reste défavorable	5
<b>Figure 9:</b> L'inflation a diminué en 2019 grâce à la baisse des prix des produits alimentaires	5
<b>Figure 10:</b> La macrostabilité reste solide en Mauritanie par rapport à ses pairs	5
<b>Figure 11:</b> Les exportations ont augmenté en 2019 grâce à la hausse des exportations d'or et de fer...	6
<b>Figure 12:</b> ... tandis que les importations ont diminué en raison de la baisse des prix du pétrole et du blé	6
<b>Figure 13:</b> La croissance du crédit reste supérieure à celle des pays pairs	7
<b>Figure 14:</b> Les prêts non productifs sont deux fois plus élevés en Mauritanie que dans les pays pairs	7
<b>Figure 15:</b> La Mauritanie a le 3ème meilleur solde budgétaire en ASS en 2018-2019	8
<b>Figure 16:</b> En 2019, la forte baisse des dépenses, due à la diminution des dépenses courantes ...	9
<b>Figure 17:</b> ... a été partiellement compensée par une réduction des recettes extractives	9
<b>Figure 18:</b> La dette publique a diminué en 2019, mais reste élevée	11
<b>Figure 19:</b> la capacité de la Mauritanie à rembourser sa dette demeure gérable et supérieure aux pays pairs	11
<b>Figure 20:</b> Le secteur des services représente près de la moitié des travailleurs employés	12
<b>Figure 21:</b> Entre 2012 et 2017, la main-d'œuvre est passée de l'agriculture à des secteurs moins productifs	12
<b>Figure 22:</b> La plupart des travailleurs vivent à Nouakchott	13
<b>Figure 23:</b> L'écart des salaires reflète les frictions sur le marché du travail	13
<b>Figure 24:</b> Le nombre de cas COVID-19 a été limité en Mauritanie...	14
<b>Figure 25:</b> ...contrairement à certains pays voisins	14
<b>Figure 26:</b> La Mauritanie avait l'un des ratios les plus bas de médecins pour 1 000 habitants en 2016	14
<b>Figure 27:</b> COVID19 perturbe l'activité économique par divers mécanismes	15
<b>Figure 28:</b> Le score en éducation est le principal frein de l'indice du capital humain	23
<b>Figure 29:</b> Le renforcement du secteur de l'éducation est une priorité du SCAPP	23
<b>Figure 30:</b> Les dépenses d'éducation ont augmenté en Mauritanie, mais restent faibles comparé aux pays pairs	26
<b>Figure 31:</b> Le budget de l'éducation en Mauritanie est absorbé par les salaires aux dépens intrants essentiels	26
<b>Figure 32:</b> Les dépenses d'éducation ont augmenté en Mauritanie, mais restent faibles comparé aux pays pairs	27
<b>Figure 33:</b> Le budget de l'éducation en Mauritanie est absorbé par les salaires aux dépens intrants essentiels	27
<b>Figure 34:</b> Les Taux Brut de Scolarisations ont augmenté au cours des dernières années	28
<b>Figure 35:</b> La Mauritanie a atteint l'équité d'éducation selon le genre au niveau primaire et...	28
<b>Figure 36:</b> ... secondaire dépassant la plupart des pays pairs et la moyenne en ASS	28
<b>Figure 37:</b> Le Taux Net de Scolarisation (TNS) en Mauritanie reste bas en comparaison aux pays pairs	29

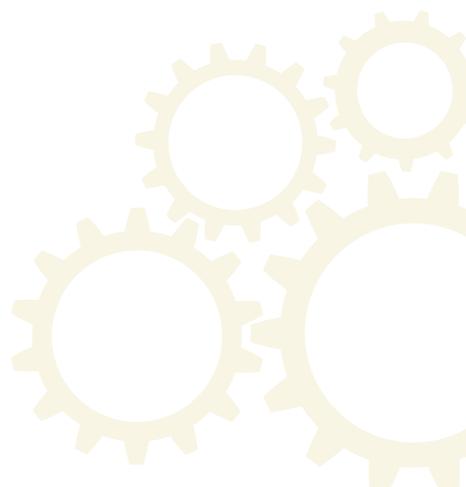
<b>Figure 38:</b> Les wilayas les plus pauvres ont un TNS très bas	29
<b>Figure 39:</b> Les Taux de Rétention et...	30
<b>Figure 40:</b> ... les Taux d'achèvement au primaire ont augmenté au cours des dernières années	30
<b>Figure 41:</b> Néanmoins, l'achèvement du cycle primaire est marqué par d'importantes disparités selon les groupes socio-économiques et les régions	30
<b>Figure 42:</b> En résultat, une grande proportion d'enfants ne sont pas scolarisés	31
<b>Figure 43:</b> Les élèves mauritaniens ont obtenu les plus faibles résultats parmi l'ensemble des pays en ASS ayant participé à l'évaluation du PASEC	32
<b>Figure 44:</b> Les faibles niveaux de compétence des élèves mauritaniens sont également observés 15 ans plus tard dans le SDI 2018	32
<b>Figure 45:</b> Les différences entre les écoles privées et publiques dans les résultats d'apprentissage sont importantes	33
<b>Figure 46:</b> La majorité des enseignants en Mauritanie n'ont pas les compétences requises au niveau international pour enseigner	34
<b>Figure 47:</b> Les ENIs n'embauchent pas des enseignants capables d'enseigner et n'améliorent pas de manière significative le niveau de compétence des futurs enseignants	34
<b>Figure 48:</b> L'absence des enseignants à l'école est fortement associée à l'absence du directeur à l'école	35
<b>Figure 49:</b> Le taux d'incomplétude des écoles primaires est particulièrement élevé dans les Wilayas rurales qui se caractérisent par une faible densité de population	37

## LISTE DES TABLEAUX

<b>Table 1:</b> Recommandations pour améliorer la qualité du système éducatif	xv
<b>Table 2:</b> Les autorités ont mis en œuvre plusieurs réformes économiques en 2019	10
<b>Table 3:</b> Recommandations proposées	19
<b>Table 4:</b> La Mauritanie est la dernière par rapport à ses pairs en ce qui concerne les composantes éducation de l'ICH	22
<b>Table 5:</b> Pourcentage de filles qui sont mariées ou ont eu un enfant avant 18 ans, 2015 MICS	24
<b>Table 6:</b> Les enquêtes nationales révèlent un très faible niveau d'apprentissage au niveau primaire en mathématiques et en langues, particulièrement en français	31
<b>Table A.1:</b> Indicateurs macroéconomiques clés	45
<b>Table A.2:</b> Définitions des indicateurs mesurant la performance du secteur de l'éducation	46

## LISTE DES ENCADRÉS

<b>Encadré 1:</b> Rebasage du PIB	3
-----------------------------------	---



## LISTE DES ABRÉVIATIONS

<b>ASS</b>	Afrique Sub-Saharienne
<b>BCEAO</b>	Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
<b>BCM</b>	Banque Centrale de Mauritanie
<b>BM</b>	Banque Mondiale
<b>BTP</b>	Bâtiment et Travaux Publics
<b>CDR</b>	Code des Droits Réels
<b>CEDEAO</b>	Communauté Economique des États de l'Afrique de l'Ouest
<b>CGI</b>	Code Général des Impôts
<b>CNE</b>	Cellule Nationale de l'Évaluation
<b>COGES</b>	Comité de Gestion des Écoles
<b>DB</b>	Doing Business
<b>DPEF</b>	Direction des Projets Éducation et Formation
<b>DREN</b>	Directions Régionales de l'Éducation Nationale
<b>DTF</b>	Direction de la Tutelle Financière
<b>ENESI</b>	Enquête Nationale sur l'Emploi et le Secteur Informel en Mauritanie
<b>ENI</b>	Écoles Normales des Instituteurs
<b>EPCV</b>	Enquête Permanente sur les Conditions de Vie des ménages
<b>FADES</b>	Fonds Arabe de Développement Economique et Social
<b>FMI</b>	Fond Monétaire International
<b>GCI</b>	Global Competitiveness Index
<b>GTA</b>	Grande-Tortue/Ahmeyim
<b>ICH</b>	Indice du Capital Humain
<b>IDE</b>	Investissements Directs Etrangers
<b>IDEN</b>	Inspections Départementale de l'Éducation Nationale
<b>IDH</b>	Indice de Développement Humain
<b>IFC</b>	Société Financière Internationale
<b>LMD</b>	Licence-Maitrise-Doctorat
<b>MAED</b>	Ministère des Affaires Economiques et du Développement
<b>MARL</b>	Modes Alternatifs de Règlement des Litiges
<b>MARL</b>	Modes Alternatifs de Règlement des Litiges
<b>MAS</b>	Ministère des Affaires Sociales
<b>MEF</b>	Ministère de l'Économie des Finances
<b>MEFRSEN</b>	Ministère de l'Éducation Nationale et de Réforme du Système d'Education Nationale
<b>MEN</b>	Ministère de l'Éducation Nationale
<b>MFPTEMA</b>	Ministère de la Fonction Publique, du Travail, l'Emploi et la Modernisation de l'Administration
<b>NPL</b>	Prêts Non Performants
<b>ODM</b>	Objectifs de Développement du Millénaire
<b>OHADA</b>	Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires
<b>ONG</b>	Organisation Non Gouvernementale
<b>ONS</b>	Office National de la Statistique
<b>PASEB</b>	Projet d'Appui au Secteur de l'Education de Base
<b>PASEC</b>	Programme d'Analyse des Systèmes Educatifs de la CONFEMEN
<b>PGSP</b>	Projet de Gouvernance du Secteur Public
<b>PIB</b>	Produit Intérieur Brut
<b>PME</b>	Petites et Moyennes Entreprises
<b>RSEM</b>	Rapport sur la Situation Économique en Mauritanie
<b>SCAPP</b>	Stratégie de Croissance Accélérée et de Prospérité Partagée
<b>SDI</b>	Service Delivery Indicators, Indicateurs de prestation des services
<b>SNDE</b>	Société Nationale D'Eau
<b>SNIM</b>	Société Nationale Industrielle et Minière de Mauritanie
<b>SOMELEC</b>	Société Mauritanienne d'Electricité
<b>TAP</b>	Taux d'Achèvement du Primaire
<b>TBS</b>	Taux Brut de Scolarisation
<b>TEC</b>	Tarifs Extérieurs Commun
<b>TNS</b>	Taux Net de Scolarisation
<b>TRP</b>	Taux de Rétention au Primaire
<b>TVA</b>	Taxe sur la Valeur Ajoutée
<b>WDI</b>	World Development Indicators
<b>WEO</b>	World Economic Outlook

## RÉSUMÉ EXÉCUTIF

1) **Au-delà de l'impact négatif à court terme de la pandémie de COVID-19, une des questions fondamentales pour la Mauritanie est de déterminer comment diversifier et développer son économie d'une manière durable et plus inclusive.** S'il existe de nombreuses conditions nécessaires pour diversifier l'économie mauritanienne (World Bank, 2020c), tout effort doit être accompagné d'un bon système éducatif. Malgré les efforts ces dernières années pour accroître l'accès à l'éducation, la qualité de l'éducation en Mauritanie reste faible. Ainsi, la Mauritanie ne se trouve qu'au 150ème rang sur 157 pays dans le classement de la Banque mondiale sur l'Indice du Capital Humain (ICH).

2) **Ainsi, ce troisième rapport sur la situation économique en Mauritanie se focalise sur le renforcement du système éducatif mauritanien.** Après avoir analysé les récents développements économiques en 2019 et les perspectives du pays pour 2020-2022 dans la première partie (en tenant compte de l'impact du COVID-19), la seconde partie de ce rapport se concentre sur le secteur éducatif. Cette seconde partie présente un aperçu de l'éducation en Mauritanie, examine les récents développements et les principaux défis auxquels le système éducatif est confronté, et propose des réformes pour relever ces défis.

## PARTIE 1 - L'ÉTAT DE L'ÉCONOMIE

3) **En 2019, la croissance économique a augmenté, atteignant son plus haut niveau au cours des dix dernières années, et l'inflation a baissé.** La croissance du Produit Intérieur Brut (PIB) est passée de 2,1% en 2018 à 5,9% en 2019. Cette croissance a été portée par un rebond du secteur extractif dû à la hausse de la production minière, notamment de l'or et du fer. Parallèlement, la croissance non extractive est restée robuste (à 5% en 2019) grâce à une forte croissance des secteurs de l'énergie et des télécommunications qui a compensé la décélération du secteur agricole et de la pêche. L'inflation est passée de 3% en 2018 à 2,3% en 2019. Cette baisse est due à une décélération de la croissance des prix internationaux du blé, qui s'est traduite par une décélération des prix du pain et des céréales. En outre, la dépréciation de l'euro a contribué à maintenir l'inflation importée à un niveau bas.

4) **L'amélioration de la balance commerciale a atténué les pressions externes.** Le déficit du compte courant s'est rétréci, passant de 13,8% du PIB en 2018 à 10,5% en 2019, en raison de l'augmentation de la production minière et de l'amélioration des termes de l'échange. Ce déficit a été financé principalement par des emprunts publics extérieurs et des Investissements Directs Etrangers (IDEs), notamment ceux relatifs au développement de la phase 1 du projet Grande-Tortue/Ahmeyim (GTA). Les réserves internationales sont passées de 3,6 mois d'importations en 2018 à 3,8 en 2019.



**5) Le secteur bancaire reste vulnérable à une liquidité limitée, malgré les nouveaux instruments introduits par la BCM.** La réduction du taux directeur en 2018 n'a pas réussi à stimuler la liquidité des banques qui n'ont pas pu utiliser les instruments de refinancement à cause du manque de garanties appropriées. En 2019, la croissance de la masse monétaire a augmenté de 11,7%. Cette évolution est due à la hausse de liquidité en circulation résultant de l'achat d'or artisanal par la BCM et des retraits de dépôts auprès de deux petites banques. Ces contraintes de liquidité ont ralenti la croissance des crédits au secteur privé de 17,3% en 2018 à 12,9% en 2019. Les prêts non performants (NPL) sont restés élevés à 21,7% du total des prêts en 2019.

**6) Les réformes budgétaires entamées en 2016 se sont poursuivies et ont conduit à une amélioration de la situation budgétaire en 2019.** Le gouvernement est parvenu à maintenir un excédent budgétaire (hors dons) pour une deuxième année consécutive, atteignant 0,4% du PIB en 2019. Cette position budgétaire solide a été maintenue grâce à une consolidation des dépenses, en particulier une réduction des dépenses courantes qui a compensé la diminution des revenus résultant de la baisse des redevances d'exploration gazière en 2018. La position budgétaire solide et la croissance accélérée ont réduit le ratio de la dette (hors Koweït) sur PIB de 61,3% en 2018 à 57,9% en 2019, cependant le risque de surendettement reste élevé.

**7) En 2020, l'économie mauritanienne sera sévèrement touchée par la pandémie de COVID-19.** L'épidémie affectera principalement l'économie à cause du ralentissement économique en Europe et en Chine (principaux partenaires commerciaux de la Mauritanie) ce qui entraînera une baisse de la demande pour les exportations mauritaniennes. De plus, les IDEs seront impactées négativement par la pandémie. Sur le plan intérieur, les mesures de distanciation sociale, la fermeture des frontières, des restaurants et des marchés, et l'incertitude croissante entraîneront un fort ralentissement de la consommation domestique. En conséquence la croissance du PIB devrait diminuer fortement, passant de 5,9 % en 2019 à entre -2 et -6,8 % en 2020. Cette contraction créera un déficit de financement et augmentera la pression sur la dette.

**8) Pour faire face à cette crise et atténuer son impact socio-économique, le gouvernement est encouragé à élaborer une stratégie axée sur deux fronts : sauver les vies et protéger les moyens de subsistance.** Étant donné qu'il s'agit essentiellement d'une crise sanitaire, les autorités devraient se concentrer dans un premier temps sur le renforcement des capacités en matière de soins de santé afin de fournir les services de santé nécessaires aux personnes touchées par le COVID-19. Cette stratégie de prévention et de contrôle sanitaire doit être accompagnée de mesures destinées à empêcher une augmentation de l'extrême pauvreté et de l'insécurité alimentaire. Une telle stratégie multisectorielle devra tenir compte du contexte socio-économique qui prévaut en Mauritanie et notamment : (i) du risque d'insécurité alimentaire qui est significatif, (ii) du pourcentage de la population travaillant dans le secteur informel qui est élevé (56% en 2017), (iii) de la proportion de la population urbaine vivant dans de quartiers pauvres qui est très grande (80% en 2014), et (iv) des ressources disponibles pour compenser le coût socio-économique qui restent limitées.

**9) Les perspectives économiques dépendront principalement de l'impact et de la durée de la pandémie et des politiques gouvernementales visant à atténuer la crise.** Selon un scénario de base (voir détails ci-dessous), la croissance du PIB rebondirait à 4,2% en 2021 grâce à une reprise attendue dans le reste du monde et à la maîtrise du COVID-19 domestiquement. En revanche, dans un scénario baissier, la reprise serait plus lente (avec une croissance de 2,7% en 2021), car le secteur des industries extractives serait largement touché. En outre, les pertes d'emplois et les fermetures d'entreprises résultant de ce scénario signifieraient que la reprise de l'activité économique, notamment dans le secteur des services, serait plus lente.

**10) Ces perspectives pourraient être affectées par plusieurs risques. Le plus grand risque est une pandémie prolongée de COVID-19 avec des effets négatifs supplémentaires sur l'économie.** La faiblesse persistante des prix du pétrole et les problèmes techniques constituent des risques importants qui pourraient affecter le projet gazier de GTA. Compte tenu de l'ampleur des besoins de financement, une diminution des IDEs constitue un autre risque qui pourrait éroder les réserves. L'insécurité régionale dans le Sahel est une autre source de risque. La Mauritanie est également exposée à

des cycles récurrents de sécheresse qui ont un impact sur la production agricole et les revenus des ménages. Sur le plan intérieur, l'échec de la mise en œuvre des réformes structurelles compromettrait les perspectives de croissance.

## PARTIE 2 - LE SECTEUR DE L'ÉDUCATION COMME MOTEUR DE CROISSANCE ÉCONOMIQUE

**11) Un bon système éducatif est une condition nécessaire pour la diversification et une croissance inclusive.** Ce chantier représente une priorité pour le gouvernement mauritanien : il fait partie du second levier de la Stratégie de Croissance Accélérée et de Prospérité Partagée (SCAPP), qui vise à promouvoir une croissance forte, durable et inclusive. De même, le programme du nouveau gouvernement qui a pris ses fonctions en août 2019 a montré une orientation claire pour augmenter l'accès et améliorer la qualité de l'éducation dans le but d'améliorer le niveau de vie de la population, d'accroître la cohésion sociale et d'assurer une croissance durable et inclusive.

**12) La Mauritanie a réalisé des progrès en termes d'accès à l'éducation et d'équité scolaire selon le genre.** Ces progrès se sont matérialisés par l'amélioration du taux brut de scolarisation pour tous les niveaux d'enseignement (préscolaire, primaire et secondaire), et particulièrement au niveau secondaire où il a plus que doublé entre 2000 et 2018. Ce taux reste cependant en dessous de la moyenne des pays d'Afrique Sub-Saharienne. La Mauritanie est l'un des rares pays de l'ASS qui a atteint l'Objectif de Développement du Millénaire (ODM) d'égalité des genres à l'école primaire et secondaire. Les ratios du taux de scolarisation des filles relativement aux garçons en primaire et secondaire ont augmenté entre 1990 et 2018, dépassants ainsi la moyenne en Afrique Sub-Saharienne.

**13) Malgré ces réalisations récentes, d'importantes lacunes subsistent dans le système éducatif, qui est également affecté par la crise du COVID-19.** Malgré une progression de 6,9 points de pourcentage au cours de la dernière décennie, le Taux Net de Scolarisation (TNS) dans les écoles primaires reste de 79,6 % en 2018, loin derrière l'objectif du millénaire d'accès de tous à l'éducation primaire. En plus du faible TNS, la déperdition scolaire est élevée car une grande proportion d'enfants mauritaniens ne poursuit pas ses études jusqu'à la fin des cycles. En particulier, plus du tiers des élèves quittent l'école avant la fin du cycle primaire en Mauritanie. La crise de la COVID-19 affaiblira encore le secteur de l'éducation comme elle a déjà forcé près d'un million d'élèves à quitter les salles de classe en raison de la fermeture des établissements d'enseignement publics et privés. La pandémie est susceptible d'avoir un impact disproportionné sur les populations vulnérables qui ont moins d'accès aux moyens de communication.

**14) La mauvaise qualité d'apprentissage est de loin le défi le plus important auquel le secteur de l'éducation mauritanien est confronté.** Les enquêtes locales et internationales révèlent un faible niveau d'apprentissage reflétant une stagnation en termes de qualité de l'éducation qui n'est généralement pas observée dans d'autres pays. Par exemple, l'enquête de la Cellule Nationale de l'Évaluation (CNE) de 2014 a révélé qu'en moyenne, un élève de 3<sup>ème</sup> année ne maîtrise que 23% du curriculum d'arabe et seulement 13% du curriculum de français. Alors que les scores en arabe étaient plus élevés pour les élèves de 5<sup>ème</sup> année (40%), il est inquiétant que les scores en mathématiques et en français étaient encore très faibles (9% et 16%) et ne se sont pas améliorés par rapport à 2003. Ces faibles niveaux sont aussi observés dans l'enquête SDI (Service Delivery Indicator ou, en français, Indicateurs de prestation des services, IPS) de 2018. Ces lacunes sont exacerbées par les disparités entre la qualité de l'enseignement dispensé dans les écoles publiques et les écoles privées, les élèves mauritaniens fréquentant les écoles publiques ayant des résultats nettement plus faibles dans toutes les matières que les élèves du secteur privé.

**15) Plusieurs facteurs sont à l'origine de ces lacunes.** Parmi ces facteurs on note des conditions d'enseignement inadéquates, une pénurie d'enseignants compétents, et une faible gouvernance du secteur que ce soit pour l'allocation des enseignants ou la gestion au niveau opérationnel de l'école qui se traduit par une faible efficacité dans l'utilisation des ressources. Ces déficiences conduisent à un manque de compétences des jeunes et à une faible pertinence de l'éducation et de la formation sur le marché du travail. Ces lacunes sont des obstacles à la croissance et à la création d'emplois. Par exemple, on estime qu'il y a près

de 350 000 jeunes déscolarisés en Mauritanie (âgés de 15 à 25 ans) sans compétences employables.

**16) Le gouvernement mauritanien a récemment mis en œuvre certaines réformes institutionnelles visant à améliorer la gouvernance du système éducatif.** En particulier, trois décrets importants ont été mis en œuvre en 2019 avec le soutien de la Banque mondiale. Le premier décret (n° 2019-039) crée dans les écoles publiques un Comité de Gestion des Écoles (COGES) qui a pour objectif d'assurer une gestion scolaire basée sur une approche participative. Le second décret (n° 2019-038) régleme l'absentéisme des enseignants des écoles publiques primaires et secondaires. Le troisième décret (n° 2019-040) institue une revue stratégique des compétences des enseignants du primaire afin d'assurer un niveau de compétence minimal des enseignants du fondamental. Ce décret exige que tous les enseignants satisfassent aux normes minimales de compétence pour continuer à enseigner.

**17) Afin de relever les défis importants mentionnés ci-dessus et d'améliorer le système éducatif mauritanien, plusieurs réformes pourraient être envisagées par les autorités (Table 1).** Notamment, à court terme, le gouvernement devrait se concentrer sur l'amélioration (i) de la qualité des enseignants sortants de l'ENI et du stock des enseignants, (ii) de la gestion des écoles, et (iii) de la carte scolaire. En outre, il serait important de réduire l'absence des enseignants, d'améliorer les conditions d'apprentissage et d'accroître l'autonomie financière des écoles. A moyen terme, il serait important de renforcer la redevabilité des acteurs de l'éducation et d'améliorer les performances et le système de développement professionnel des enseignants. Enfin, à plus long terme, il est nécessaire d'assurer la résilience du système face aux crises et d'améliorer la gestion des ressources humaines.

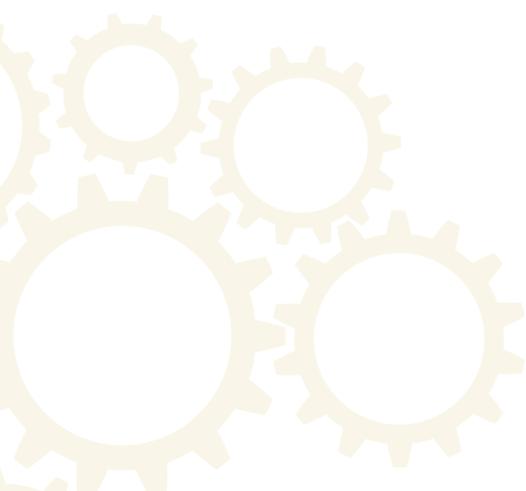


Table 1: Recommandations pour améliorer la qualité du système éducatif

Objectifs	Actions à mettre en œuvre	Horizon
Améliorer la qualité des enseignants sortants de l'ENI	Réformer les critères pour le concours d'entrée à l'ENI et mettre des standards minimums de qualité pour l'acquisition du diplôme	Court terme
Améliorer la qualité du stock des enseignants existants	Régulièrement évaluer les enseignants pour identifier leurs faiblesses et offrir des cours	Court terme
Améliorer la gestion des écoles	Former les directeurs d'école en gestion et leadership	Court terme
Améliorer les apprentissages	Introduire les leçons scriptées	Court terme
Améliorer la carte scolaire	Décentraliser le processus de la carte scolaire en donnant plus de responsabilités aux IDEN et DREN	Court terme
Réduire l'absentéisme des enseignants	Mettre en place un système de sanctions pour les absences et le faire appliquer	Court terme
Améliorer l'autonomie financière des écoles	Mettre en place un mécanisme de financement direct des écoles	Court terme
Renforcer la redevabilité des acteurs de l'éducation	Créer et former les COGES	Moyen terme
Compléter toutes les écoles	Mettre en place un programme de construction de salles de classe basé sur la carte scolaire	Moyen terme
Renforcer les performances des enseignants	Mettre en place un système d'incitation à la performance des enseignants basé sur une évaluation objective et rigoureuse	Moyen terme
Renforcer le système de développement professionnel des enseignants	Créer une direction de la formation	Moyen terme
Améliorer la représentation des femmes parmi les directeurs d'écoles	Créer un système de quota pour les femmes dans les nouvelles positions de directeur d'école	Moyen terme
Assurer la résilience du système face aux crises	Développer l'apprentissage à distance	Long terme
Assurer une qualité minimale dans le secteur privé	Réguler le secteur privé de l'éducation	Long terme
Améliorer la gestion des ressources humaines	Dématérialiser les affectations des enseignants dans les écoles en lieu et place d'affectations dans les Wilayas	Long terme

## ملخص تنفيذي

إن أحد الأسئلة الأساسية لموريتانيا هو تحديد كيفية تنويع اقتصادها وتنميتها بطريقة مستدامة. في حين أن هناك العديد من العناصر الأساسية لتنويع الاقتصاد الموريتاني، فإن أي جهد يجب أن يكون مصحوبًا بنظام تعليمي جيد لأنه يتطلب مهارات لإنتاج المزيد من المنتجات وبجودة أفضل. على الرغم من الجهود المبذولة في السنوات الأخيرة لزيادة الوصول إلى التعليم، لا تزال جودة التعليم في موريتانيا منخفضة. وبالتالي، فإن موريتانيا تحتل المرتبة ١٥٠ فقط من أصل ١٥٧ دولة في ترتيب مؤشر البنك الدولي لرأس المال البشري.

لذلك، يركز هذا التقرير الثالث حول الوضع الاقتصادي في موريتانيا على كيفية تمكين موريتانيا لنظامها التعليمي. بعد تحليل التطورات الاقتصادية الأخيرة في عام 2018 وأفاق البلاد للفترة 2020-2022 في الجزء الأول، يركز الجزء الثاني من هذا التقرير على قطاع التعليم. على وجه الخصوص، يقدم هذا القسم لمحة عامة عن التعليم في موريتانيا، ويدرس التطورات الأخيرة والتحديات الرئيسية التي تواجه نظام التعليم، ويقترح إصلاحات لمواجهة هذه التحديات.

## الجزء الأول - حالة الاقتصاد

في عام 2019، ارتفع النمو الاقتصادي في موريتانيا، ليصل إلى أعلى مستوى له في السنوات العشر الماضية كما انخفض التضخم. ارتفع معدل نمو الناتج المحلي الإجمالي من 2,1٪ في 2018 إلى 5,9٪ في 2019. ويعزى هذا النمو إلى تحسن في القطاع المعدني، لا سيما الذهب والحديد. وفي الوقت نفسه، ظل النمو في القطاع غير المعدني قوياً (5٪ في 2019) بفضل نمو جيد في قطاعات الطاقة والاتصالات مما عوض تباطؤ قطاع الزراعة وصيد الأسماك. انخفض التضخم من 3٪ في 2018 إلى 2,3٪ في 2019. ويعزى هذا الانخفاض إلى تباطؤ نمو أسعار القمح العالمية، مما أدى إلى تباطؤ أسعار الخبز والحبوب. بالإضافة إلى ذلك، ساعد انخفاض اليورو على إبقاء التضخم المستورد منخفضاً.

تحسن الميزان التجاري خفف من الضغوط الخارجية. تقلص العجز في الحساب الجاري الخارجي من 13,8٪ من الناتج المحلي في 2018 إلى 10,5٪ في 2019، وذلك بسبب زيادة إنتاج الحديد والذهب بالإضافة إلى ارتفاع أسعار الحديد في العالم. تم تمويل عجز الحساب الجاري بشكل رئيسي من خلال القروض العامة الخارجية والاستثمارات الأجنبية المباشرة، ولا سيما تلك المتعلقة بتطوير المرحلة الأولى من مشروع الغاز. زادت الاحتياطات الدولية في البنك المركزي من 3,6 شهر من الواردات في 2018 إلى 3,8 في 2019.

يظل القطاع المصرفي عرضة لسيولة محدودة، على الرغم من الأدوات الجديدة التي أدخلها البنك المركزي. لم ينجح التخفيض في سعر الفائدة الرئيسي في نهاية عام 2018 في تحفيز سيولة البنوك، التي لم تستطع استخدام أدوات إعادة التمويل بسبب عدم وجود ضمانات مناسبة. زاد نمو الكتلة النقدية بنسبة 11,7٪. ويرجع هذا التطور إلى زيادة النقد المتداول الناتج عن شراء البنك المركزي للذهب الحرفي وسحب الودائع من بنكين صغيرين كانا يواجهان صعوبات خلال الصيف. أدت قيود السيولة هذه إلى تباطؤ نمو الائتمان للقطاع الخاص من 17,3٪ في 2018 إلى 12,9٪ في 2019. وعلى الرغم من انخفاض القروض المتعثرة، مقارنة بمستواها في 2018، إلا أنها ظلت مرتفعة عند 21,7٪ من إجمالي القروض في نهاية عام 2019.

استمرت الإصلاحات المالية التي بدأت في عام 2016 وأدت إلى تحسن في وضع الميزانية وخفض الدين العام في عام 2019. تمكنت الحكومة من الحفاظ على فائض الميزانية (من دون المنح) للعام الثاني على التوالي، حيث بلغت 0,4٪ من الناتج المحلي في عام 2019. تم الحفاظ على فائض في ميزانية الدولة بفضل ترشيق النفقات، لا سيما انخفاض النفقات الجارية التي عوضت انخفاض الإيرادات الناتج عن تقلص عائدات التنقيب عن الغاز في عام 2018. الفائض في الميزانية والنمو خفضوا نسبة الدين إلى الناتج المحلي الإجمالي في عام 2019. بالرغم من ذلك، لا يزال خطر المديونية المفرطة مرتفعاً.

في عام 2020، سيتأثر الاقتصاد الموريتاني بشدة من وباء كورونا. سيؤثر الوباء بشكل رئيسي على الاقتصاد بسبب التباطؤ الاقتصادي في أوروبا والصين (الشركاء التجاريين الرئيسيين لموريتانيا) مما قد يؤدي إلى انخفاض الطلب على الصادرات. كما ستتخفص الاستثمارات الخارجية. على الصعيد المحلي، ستؤدي تدابير التباعد الاجتماعي، وإغلاق المطاعم والأسواق إلى تباطؤ حاد في الاستهلاك المحلي. ونتيجة لذلك، من المتوقع أن ينخفض نمو الناتج المحلي الإجمالي بشكل حاد، من 5,9٪ في عام 2019 إلى ما بين 2- و -6,8٪ في عام 2020. وسيؤدي هذا الانكماش إلى خلق فجوة تمويلية كبيرة، وزيادة ضغط الديون.

للتعامل مع هذه الأزمة وتخفيف تأثيرها الاجتماعي والاقتصادي، يجب على الحكومة وضع استراتيجية ذات ركيزتين: إنقاذ الأرواح وحماية الاقتصاد. نظراً لأن هذه أزمة صحية في المقام الأول، يجب على السلطات التركيز أولاً على بناء

قدرات الرعاية الصحية لتوفير الخدمات الصحية اللازمة للأشخاص المتضررين من الوباء. يجب أن تتكامل استراتيجية الوقاية والرقابة الصحية مع تدابير تهدف إلى منع زيادة الفقر المدقع تزايد انعدام الأمن الغذائي. يجب أن تأخذ هذه الاستراتيجية المتعددة في الاعتبار السياق الاجتماعي والاقتصادي في موريتانيا وعلى وجه الخصوص: (١) خطر الأمن الغذائي، (٢) النسبة المرتفعة من السكان العاملين في القطاع غير الرسمي (٥٦٪ في عام ٢٠١٧)، (٣) النسبة الكبيرة من سكان المدن الذين يعيشون في أحياء فقيرة (٨٠٪ في عام ٢٠١٤)، و (٤) الموارد المتاحة لتعويض التكلفة الاجتماعية والاقتصادية العالية التي لا تزال محدودة.

**تعتمد الآفاق الاقتصادية بشكل رئيسي على تأثير الوباء ومدته وعلى السياسات الحكومية الهادفة إلى التخفيف من حدة الأزمة واحتوائها.** وفقاً لسيناريو الأساس، قد ينمو الاقتصاد بما يقارب ٤,٢٪ في عام ٢٠٢١ بفضل الانتعاش المتوقع في بقية العالم والسيطرة محلياً. من ناحية أخرى، في السيناريو الهبوطي، سيكون الانتعاش أبطأ (مع نمو بنسبة ٢,٧٪ في عام ٢٠٢١)، حيث سيتأثر قطاع التعدين والبناء إلى حد كبير. بالإضافة إلى ذلك، فإن فقدان الوظائف وإغلاق المؤسسات الناتجة عن هذا السيناريو يعني أن الانتعاش الاقتصادي، لا سيما في قطاع الخدمات، سيكون أبطأ.

**قد تتأثر هذه التوقعات بالعديد من المخاطر.** الخطر الأكبر هو وباء طويل الأمد مع آثار سلبية إضافية على القطاعات الاقتصادية والمالية العامة. استمرار انخفاض أسعار النفط والمشاكل الفنية هي مخاطر كبيرة يمكن أن تؤثر على مشروع الغاز. وبالنظر إلى حجم احتياجات التمويل، فإن الاستثمار الأجنبي المباشر الأقل من المتوقع يشكل مخاطر سلبية أخرى يمكن أن تؤدي إلى تآكل الاحتياطات الأجنبية. مصدر آخر للمخاطر هو انعدام الأمن الإقليمي في منطقة الساحل. كما أن موريتانيا معرضة لدورات الجفاف المتكررة التي تؤثر على الإنتاج الزراعي.

## الجزء التعليم كمحرك للنمو الاقتصادي

**نظام تعليم جيد هو شرط ضروري لنمو مستدام وهو أولوية للحكومة الموريتانية.** هذا المشروع هو جزء من الرافعة. الثانية ل خطة الحكومة (لاستراتيجية النمو المتسارع والازدهار المشترك)، والتي تهدف إلى تعزيز النمو المستدام والشامل. كما أظهر برنامج الحكومة الجديدة التي تولت السلطة في أغسطس ٢٠١٩ اتجاهاً واضحاً لزيادة الوصول وتحسين جودة التعليم بهدف تحسين مستوى معيشة السكان. وذلك يساعد على تحسين التماسك الاجتماعي وضمان النمو المستدام والشامل

**أحرزت موريتانيا تقدماً فيما يتعلق بالحصول على التعليم والمساواة بين الجنسين في المدارس.** وقد تحقق هذا التقدم من خلال التحسن في معدل الالتحاق الإجمالي لجميع مستويات التعليم (ما قبل المدرسة والتعليم الابتدائي والثانوي)، ولا سيما في المستوى الثانوي حيث هذا المعدل أكثر من الضعف بين عامي ٢٠٠٠ و ٢٠١٨. ومع ذلك، لا يزال هذا المعدل أقل من المتوسط لبلدان أفريقيا. موريتانيا هي واحدة من البلدان القليلة في أفريقيا التي حققت الأهداف الإنمائية للألفية للمساواة بين الجنسين في المدارس الابتدائية والثانوية. زادت نسب التحاق الفتيات بالنسبة للأولاد في المرحلتين الابتدائية والثانوية بين عامي ١٩٩٠ و ٢٠١٨، متجاوزة بذلك المتوسط في أفريقيا.

**على الرغم من هذه التحسنات في السنوات الأخيرة، لا تزال هناك فجوات كبيرة في نظام التعليم في موريتانيا التي تأثرت أيضاً بآزمة فيروس كورونا.** على الرغم من زيادة ٦,٩ نقطة مئوية على مدى العقد الماضي، لا يزال معدل الالتحاق الصافي في المدارس الابتدائية ٧٩,٦٪ فقط في ٢٠١٨، بعيداً عن هدف الألفية المتمثل في حصول الجميع على التعليم الابتدائي. بالإضافة إلى ذلك، فإن التسرب من المدارس مرتفع لأن نسبة كبيرة من الأطفال الموريتانيين لا يواصلون دراستهم حتى نهاية الدورات. وعلى وجه الخصوص، يترك أكثر من ثلث أطفال المدارس الابتدائية المدرسة قبل نهاية المرحلة الابتدائية. ستزيد أزمة كورونا من إضعاف قطاع التعليم حيث أجبرت ما يقرب من مليون طالب على الخروج من الفصول الدراسية بسبب إغلاق المؤسسات التعليمية العامة والخاصة. من المرجح أن يكون للوباء تأثير غير متناسب على السكان الفقراء الذين لديهم وصول أقل إلى وسائل الاتصالات.

**ضعف جودة التعلم هو أهم تحد يواجه قطاع التعليم الموريتاني.** تكشف الدراسات الاستقصائية المحلية والدولية عن مستوى منخفض للغاية من التعلم يعكس الركود من حيث جودة التعليم. على سبيل المثال، وجد استطلاع خلية التقييم الوطني لعام ٢٠١٤ أن طالب الصف الثالث، في المتوسط، يتقن فقط ٢٣٪ من منهج اللغة العربية و ١٣٪ فقط من المنهج الفرنسي. في حين كانت درجات اللغة العربية أعلى بالنسبة لطلاب الصف الخامس (٤٠٪)، إلا أنه من المقلق للغاية أن درجات الرياضيات والفرنسية كانت لا تزال منخفضة جداً (٩٪ و ١٦٪) ولم تتحسن بنسبة مقارنة بعام ٢٠٠٣. وقد لوحظت هذه المستويات المنخفضة أيضاً في استطلاع مؤشر تقديم الخدمات لعام ٢٠١٨. وتتفاقم أوجه القصور هذه بسبب التفاوت بين جودة التعليم المقدم في المدارس الحكومية والخاصة: يسجل الطلاب في المدارس الحكومية، في المتوسط، على درجات أقل بكثير في جميع المواد من الطلاب في المدارس الخاصة.

هناك عدة عوامل وراء ضعف نظام التعليم في موريتانيا. تشمل العوامل الرئيسية ظروف التدريس غير الملائمة، نقص المعلمين المؤهلين، ضعف حوكمة القطاع مما يؤدي إلى كفاءة منخفضة في استخدام الموارد. تؤدي هذه المشاكل إلى نقص المهارات بين الشباب وتدني أهمية التعليم والتدريب في سوق العمل. هذه الفجوات هي عقبات أمام النمو الاقتصادي، وتخلق مشاكل بطالة. تشير التقديرات إلى وجود ما يقرب من ٣٥٠,٠٠٠ شاب خارج المدرسة في موريتانيا (تتراوح أعمارهم بين 15 و25 سنة) بدون مهارات قابلة للتوظيف.

نفذت الحكومة الموريتانية مؤخراً بعض الإصلاحات التي تهدف إلى تحسين إدارة نظام التعليم. من بين هذه الإصلاحات، تم تنفيذ 3 مراسيم في عام ٢٠١٩ بدعم من البنك الدولي. ينشئ المرسوم الأول (رقم 039-2019) في المدارس الحكومية لجنة إدارة المدرسة التي تهدف إلى إنشاء إدارة مدرسية على أساس نهج تشاركي. ينظم المرسوم الثاني (رقم 03/03/2019) تغيب المعلمين في المدارس الابتدائية والثانوية العامة. المرسوم الثالث (عدد 2019-040)، يضع مراجعة استراتيجية لمهارات معلمي المدارس الابتدائية من أجل ضمان الحد الأدنى من المهارات لمعلمي التعليم الأساسي. يتطلب هذا المرسوم أن يستوفي جميع المعلمين الحد الأدنى من معايير الكفاءة لمواصلة التدريس.

من أجل مواجهة التحديات الهامة المذكورة أعلاه وتحسين نظام التعليم الموريتاني، يمكن للسلطات أن تقوم بالعديد من الإصلاحات. على وجه الخصوص، على المدى القصير، يجب أن تركز الحكومة على تحسين جودة المعلمين الذين يغادرون مدرسة المعلمين العادية ومخزون المعلمين، والإدارة على مستوى المدرسة، الخريطة المدرسية. بالإضافة إلى ذلك، سيكون من المهم الحد من غياب المعلمين، وتحسين ظروف التعلم والاستقلال المالي للمدارس. في المدى المتوسط، سيكون من المهم تعزيز مساءلة أصحاب المصلحة في التعليم، وأداء المعلمين، ونظام التطوير المهني للمعلمين. وأخيراً، على المدى الطويل، من الضروري ضمان مرونة النظام في مواجهة الأزمات وتحسين إدارة الموارد البشرية.

# PARTIE 1

## L'ETAT DE L'ECONOMIE

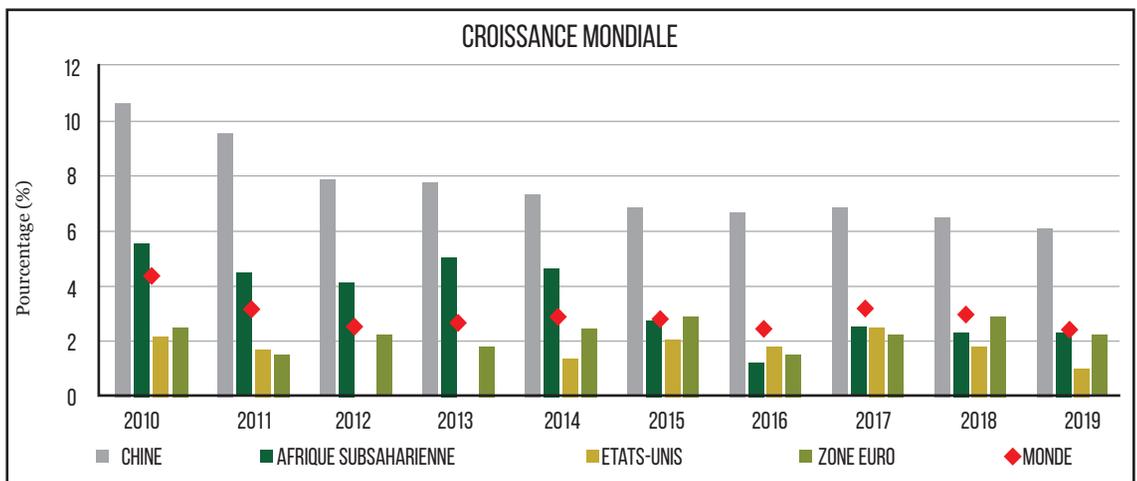


## 1.1. Développements économiques récents

### 1.1.1. En 2019, le boom du secteur minier a permis à la Mauritanie de réaliser le taux de croissance le plus élevé depuis 2006

1. **La croissance mondiale s'est ralentie de 3% en 2018 à 2.4% en 2019, représentant le taux de croissance le plus faible depuis 2010.** Cette décélération est due à l'augmentation des tensions commerciales et géopolitiques qui ont accru l'incertitude et ont eu un effet négatif sur le commerce et les investissements mondiaux. Un virage notable à l'échelle mondiale vers des politiques monétaires plus souples et la baisse des prix du pétrole ont amorti l'impact de ces tensions. Le ralentissement de la croissance mondiale pourrait affecter l'économie mauritanienne, surtout que cette décélération est en partie due à un ralentissement de la croissance parmi les principaux partenaires commerciaux de la Mauritanie, notamment l'Europe et la Chine (Figure 1).

Figure 1: La croissance mondiale s'est ralentie et a atteint son plus bas taux depuis 2010



Source: WDI et banque mondiale (2020a)

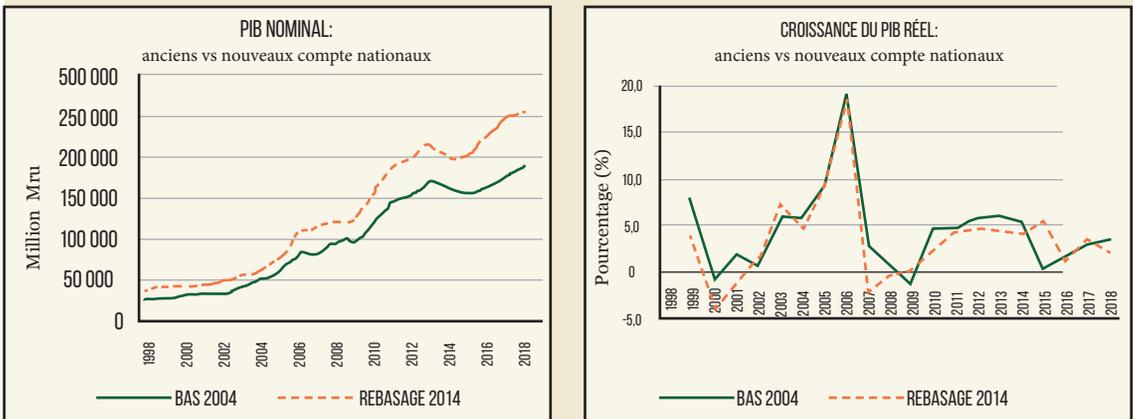
2. **Malgré le ralentissement de la croissance mondiale, l'activité économique en Mauritanie s'est accélérée en 2019, atteignant son plus haut niveau de croissance depuis 2006.** La croissance du Produit Intérieur Brut (PIB) basée sur les nouveaux comptes nationaux (Encadré 1) est passée de 2,1% en 2018 à 5,9% en 2019. Cette accélération, a été la sixième la plus rapide en Afrique sub-saharienne (ASS) et a permis à la Mauritanie de surpasser la croissance moyenne des pays du Maghreb Arabe, des pairs structurels, et des pairs aspirationnels (Figure 3).<sup>1</sup> Cependant, en termes de PIB par habitant, l'écart reste important du fait de la forte croissance démographique dans le pays (Figure 4).

<sup>1</sup> Les pairs structurels de la Mauritanie sont le Bénin, le Nicaragua, et le Sénégal, tandis que les pairs aspirationnels sont le Laos et la Moldavie. Pour la méthodologie de détermination des pays pairs, veuillez vous référer au rapport de la banque mondiale (World Bank, 2019b).

Encadré 1: Rebasage du PIB

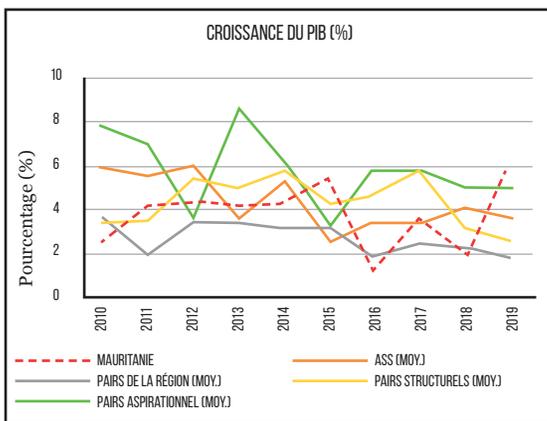
La Mauritanie a révisé ses données sur le PIB nominal et a mis à jour ces comptes nationaux en 2020. Cet exercice a permis (i) de mettre en application le nouveau référentiel en matière de comptes nationaux - le SCN 2008, (ii) de réviser l'année de référence du PIB nominal qui est passée de 2004 à 2014, (iii) d'élargir la couverture des activités informelles et (iv) de prendre en considération de nouvelles sources de données ainsi que des données de meilleures qualités. Pour cet exercice de rebasage la Mauritanie a bénéficié de l'assistance technique de la Banque Mondiale et le Fond Monétaire International. Les résultats préliminaires indiquent que le PIB nominal de 2014 après rebasage est 22,7% plus élevé que le PIB nominal de 2014 avant rebasage (Figure 2). Ainsi, ce rapport utilise ces nouvelles données du PIB.

Figure 2: Le rebasage des comptes nationaux a augmenté le PIB nominal d'environ 22,7% en 2014, mais la dynamique de la croissance n'a pas beaucoup changé



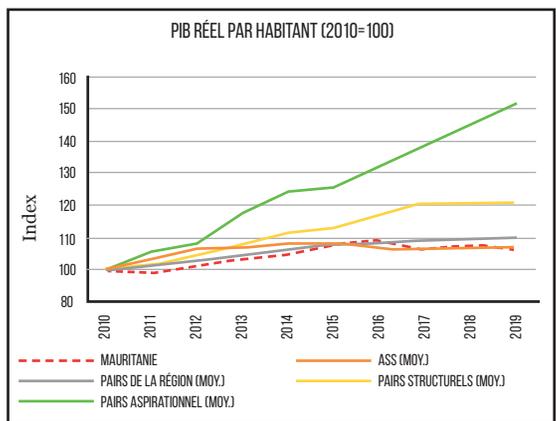
Source: ONS

Figure 3: En 2019, la croissance de la Mauritanie s'est accélérée et a dépassé celle de tous les pays pairs



Source: ONS, MFMod, et calculs des auteurs. Note : "moy." représente la moyenne pour chaque groupe. Pairs de la région (Algérie, Maroc, Tunisie) ; Pairs aspirational (Laos et Moldavie) ; Pairs structurel (Benin, Nicaragua, Sénégal)

Figure 4: Cependant, l'écart en termes du PIB par habitant reste important



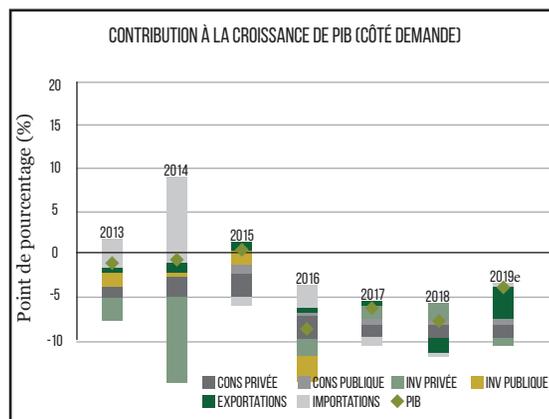
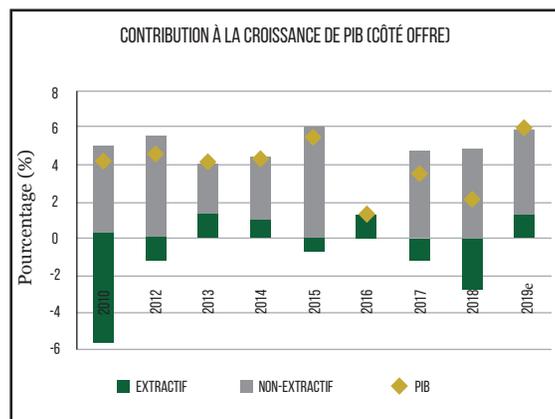
Source: ONS, MFMod, et calculs des auteurs. Note : "moy." représente la moyenne pour chaque groupe. Pairs de la région (Algérie, Maroc, Tunisie) ; Pairs aspirational (Laos et Moldavie) ; Pairs structurel (Benin, Nicaragua, Sénégal)

**3. L'accélération de la croissance en 2019 a été portée par un rebond du secteur extractif (Figure 5).** Après un ralentissement significatif de la production minière en 2017 et 2018, la production de fer et de cuivre a repris en 2019. La réussite de l'expansion de la première phase de la mine d'or Tasiast en mi-2018 a boosté la production d'or qui a augmenté de plus de 50% en 2019 comparé à 2018. Ce boom de la production a été soutenu par une augmentation de 34,5% et 9,7% des prix mondiaux du fer et de l'or. Du côté du secteur non extractif, la croissance a décéléré mais reste robuste (Table A.1 dans l'Annexe I). Les secteurs primaires traditionnels de l'agriculture et de la pêche ont cru plus lentement en 2019 due à une décélération de la production de poisson et du riz irrigué. Le secteur manufacturier a également enregistré une baisse due au repli des activités de transformation et de conservation de poisson qui a été entraîné par une baisse des prix du poisson mauritanien en raison de mauvaises négociations sur les marchés internationaux (Figure 7). Cependant cette baisse a été compensée par (i) un rebond du secteur de l'énergie grâce à la hausse de la production et la distribution d'électricité et d'eau dans le pays et (ii) la forte expansion du secteur des télécommunications.

**4. Du côté de la demande, la croissance a été tirée par une hausse des exportations liées à l'industrie extractive.** En 2019, le secteur externe a fortement contribué à la croissance du PIB, la contribution des exportations au PIB ayant augmenté environ de 3,7 points de pourcentage entre 2018 et 2019 grâce au boom minier (Figure 6). Le boom des exportations s'est accompagné d'une diminution des importations, reflétant une baisse de la consommation de tabac et du fer à béton qui ont été partiellement remplacés par une production nationale. En revanche, la contribution de l'investissement privé a diminué en raison de la baisse des investissements liés à l'or après une forte performance en 2018.

Figure 5: La croissance économique a été boostée par le boom du secteur extractif

Figure 6: Du côté de la demande, les exportations ont stimulé l'activité économique



Source: ONS et calculs des auteurs

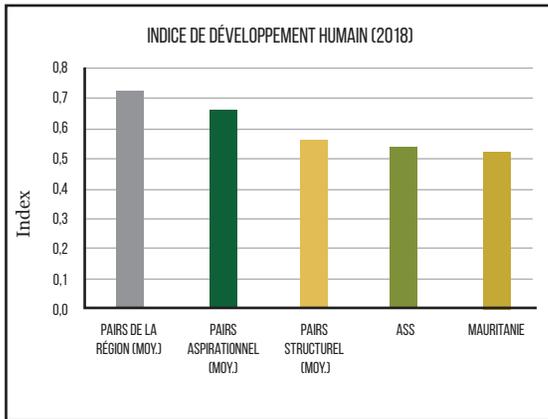
Source: ONS et calculs des auteurs

**5. Malgré la hausse de la croissance, le développement économique en Mauritanie ne s'est pas amélioré.** Historiquement, la Mauritanie n'a pas tiré profit de son capital naturel pour investir dans son capital humain et le développement social (World Bank, 2020c). Par conséquent, la Mauritanie se classe au 161e rang sur 189 pays au niveau de l'Indice de Développement Humain (IDH) 2018, en baisse par rapport à la 159e place en 2017. Avec un score de 0,53, la Mauritanie est classée dans la catégorie des pays à faible développement humain et est en dessous de ses pairs et de la moyenne de 0,54 dans l'ASS (Figure 7). En ajustant pour les inégalités, l'IDH 2018 tombe à 0,35, reflétant une forte inégalité dans la répartition du développement humain dans le pays.

**6. De même, et malgré les efforts récents, le climat des affaires peut être nettement amélioré.** La Mauritanie a perdu quatre places dans le classement général du Doing Business (DB) en 2020 (passant de la 148ème à 152ème place), malgré une augmentation de son score de 1,7% par rapport à l'année précédente. Cela s'explique par un ralentissement du rythme des réformes comparé à d'autres pays. Par conséquent, la Mauritanie performe moins bien que ses pairs (Figure 8). Il reste plusieurs défis structurels à relever pour que le climat des affaires soit réellement favorable au développement du secteur privé en

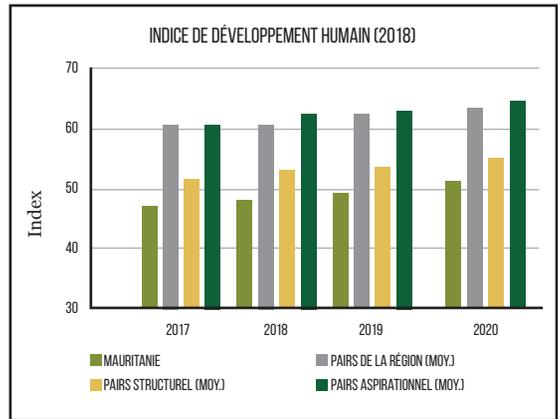
Mauritanie. En particulier, les réformes devraient viser à réformer la politique de concurrence, améliorer l'accès au financement, accroître les efforts de lutte contre la corruption, promouvoir l'égalité juridique entre les genres, améliorer la politique foncière (World Bank, 2019b).

Figure 7: La Mauritanie est en retard par rapport à ses pairs en matière de développement



Source: Nations Unies et calculs des auteurs. Note: Moyenne pour chaque groupe. Pairs de la région (Algérie, Maroc, Tunisie); Pairs aspirationnel (Laos, Moldavie et Zambie); Pairs structurel (Benin, Nicaragua, Sénégal)

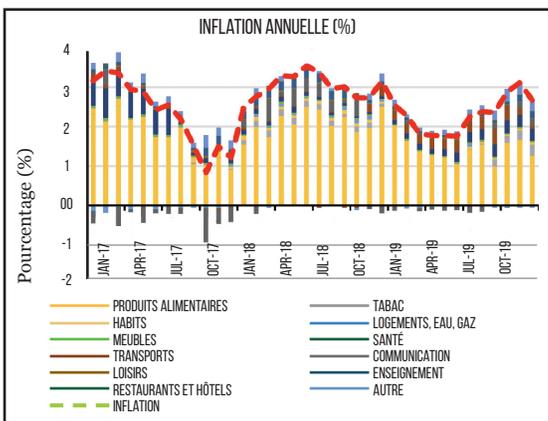
Figure 8: De même, et malgré les efforts récents, le climat des affaires reste défavorable



Source: Banque mondiale et calculs des auteurs. Notew: "moy." représente la moyenne pour chaque groupe. Pairs de la région (Algérie, Maroc, Tunisie); Pairs aspirationnel (Laos, Moldavie et Zambie); Pairs structurel (Benin, Nicaragua, Sénégal)

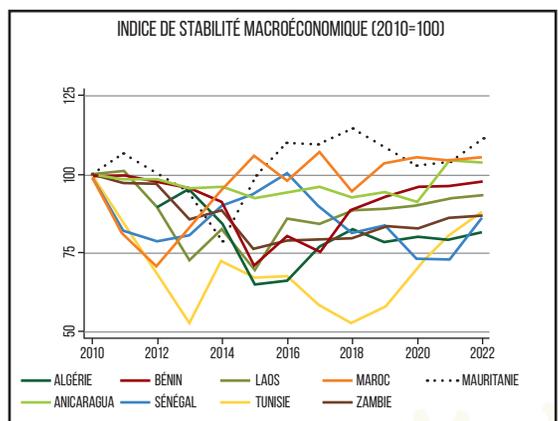
**7. L'inflation a diminué en 2019, en raison d'une diminution de l'inflation importée.** L'inflation est passée de 3% en 2018 à 2,3% en 2019 (Figure 9). Cette baisse est due à une décélération de la croissance des prix internationaux du blé, qui s'est traduite par une de décélération des prix du pain et des céréales. En outre, la dépréciation de l'euro a contribué à maintenir l'inflation importée à un niveau bas. En même temps, l'inflation de base a légèrement augmenté, passant de 2,2 % en 2018 à 2,4 % en 2019, reflétant un rétrécissement progressif de l'écart de production négatif.

Figure 9: L'inflation a diminué en 2019 grâce à la baisse des prix des produits alimentaires



Source: ONS et calculs des auteurs

Figure 10: La macrostabilité reste solide en Mauritanie par rapport à ses pairs



Source: MFMod, et calculs des auteurs

**8. La stabilité macroéconomique reste solide.** La remontée des prix internationaux des produits miniers, la baisse des prix des produits alimentaires et du pétrole combinés aux efforts du gouvernement maintenir une trajectoire budgétaire viable ont permis à la Mauritanie de dépasser les niveaux de stabilité macroéconomique de ses pairs régionaux, structurels, et potentiels (Figure 10). L'amélioration des termes de l'échange a atténué les pressions externes et a permis à la BCM de répondre aux besoins de financement extérieur.

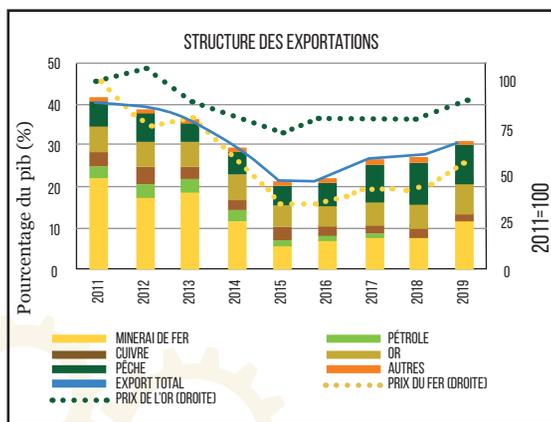
### 1.1.2. Les pressions externes ont diminué en 2019 grâce à des termes de l'échange favorables et au boom minier

**9. Les exportations ont augmenté en 2019 grâce des termes de l'échange favorables et une hausse de la production d'or et de fer.** Les exportations ont progressé de 26,9% du PIB en 2018 à 30,7% en 2019, tirées par une hausse des exportations de fer et de l'or (Figure 11). Deux facteurs ont contribué à cette hausse : (i) l'augmentation des cours du minerai de fer et de l'or sur les marchés internationaux, en hausse en moyenne de 34.5% et 9.7% en 2019 ; et (ii) une hausse des exportations en volume du fer et d'or de 27.4% et 33.3%, respectivement.<sup>2</sup> L'augmentation des exportations minières a compensé la baisse de 6% des exportations de poisson qui ont souffert d'une baisse de production et une chute des prix. Il faut noter que les exportations Mauritanienues restent toujours peu diversifiées comme plus de 90% des exportations sont composées seulement de fer (35%), produits de la pêche (32%) et l'or (23%). Ces exportations sont orientées majoritairement vers l'Europe (47,2%), l'Asie (42,7%) et l'ASS (9,6%).

**10. L'augmentation des exportations a été accompagnée par une légère augmentation des importations en raison de la hausse des importations de capitaux liés à l'industrie extractive.** Les importations sont passés de 36,9% du PIB en 2018 à 38,7% en 2019 (Figure 12). Cette augmentation est due à une hausse de 3 points de pourcentage (pp) importations de capitaux liés à l'industrie extractive avec le début du développement de la phase 1 du projet GTA. Cette augmentation a été partiellement compensée par un déclin des importations de produits pétroliers et alimentaires, à cause de la baisse de 10.2% des cours mondiaux du pétrole et une décélération de la croissance du prix du blé. Finalement, les importations de services ont également diminué de 0.6 pp du PIB.

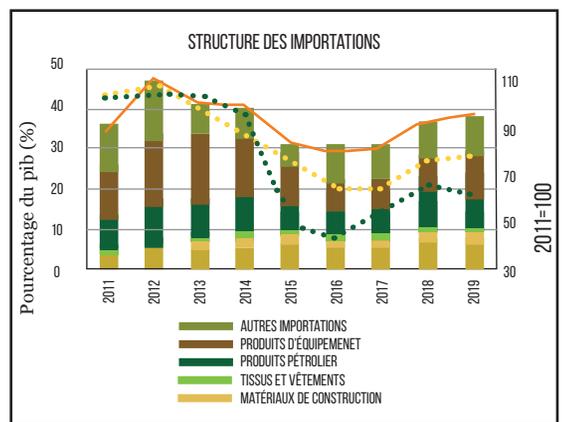
**11. L'amélioration de la balance commerciale a atténué les pressions extérieures.** Le déficit du compte courant s'est rétréci, passant de 13,8 % du PIB en 2018 à 10,6 % du PIB en 2019. Le déficit a été financé pas des emprunts publics extérieurs et par des IDEs, notamment ceux relatifs au développement de la phase 1 du projet GTA. La concentration continue des IDEs dans le secteur des industries extractives reflète la faible capacité de la Mauritanie à diversifier son économie et à attirer des investissements étrangers dans les secteurs non-extractifs qui ne représentaient que 16% des IDEs en 2019. Le taux de couverture des réserves en devise à la banque centrale est passée de 3,6 en 2018 à 3,8 mois d'importations en 2019, au-dessus du niveau adéquat de 3,6 (FMI, 2019).

Figure 11: Les exportations ont augmenté en 2019 grâce à la hausse des exportations d'or et de fer...



Source: BCM et calculs des auteurs

Figure 12: ... tandis que les importations ont diminué en raison de la baisse des prix du pétrole et du blé



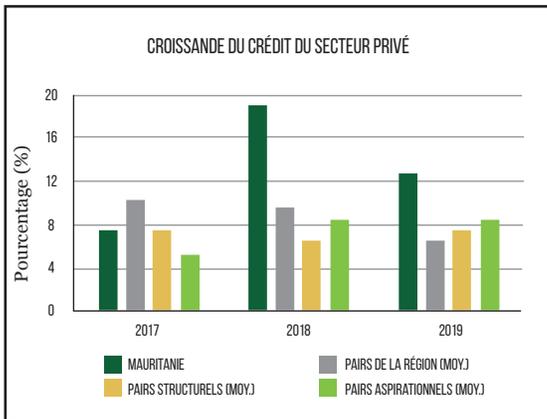
Source: BCM et calculs des auteurs

<sup>2</sup> En 2019, la production d'or a significativement augmenté (66% entre 2018 et 2019) suite à l'achèvement de l'expansion de la première phase de la mine d'or Tasiast en 2018.

### 1.1.3. Le secteur bancaire reste vulnérable malgré les réformes de la BCM

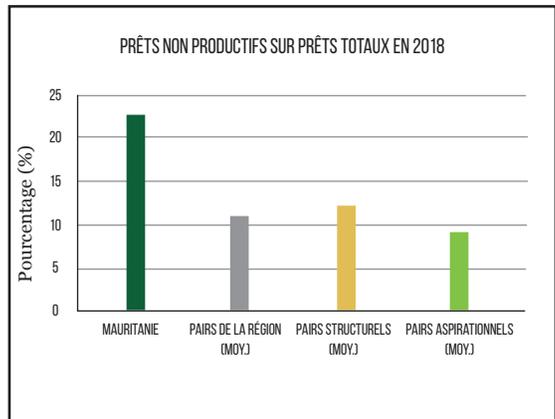
**12. Le secteur bancaire continue de souffrir de faiblesses structurelles et de fortes contraintes de liquidité, malgré l'augmentation de la masse monétaire.** La masse monétaire a augmenté de 11,8% entre 2018 et 2019. Cette évolution est due à la hausse de liquidité en circulation résultant d'achat d'or artisanal par la BCM et des retraits de dépôts auprès de deux petites banques qui étaient en difficulté pendant l'été. Ces contraintes de liquidité, exacerbées par l'effet de dissipation de la ligne de crédit du Fonds Arabe de Développement Economique et Social (FADES) aux Petites et Moyennes Entreprises (PME), ont ralenti la croissance des crédits au secteur privé de 17,3% en 2018 à 12,9% en 2019. Cette croissance reste cependant supérieure à celle des pays pairs en 2019 (Figure 13). Les prêts à la consommation sont les plus courants et représentent 32% du crédit total du secteur privé, tandis que la part des crédits aux secteurs du commerce, des services et de la construction constitue respectivement 15%, 16% et 11%. Cependant, les crédits alloués au secteur agricole restent minimes (3% du total), car les personnes travaillant dans ce secteur ont généralement un accès très limité aux services financiers en raison de l'absence d'institutions financières dans les zones rurales et un manque de garanties. Finalement, le pourcentage des prêts non productifs (NPL) reste très élevé par rapport aux autres pairs (Figure 14).

Figure 13: La croissance du crédit reste supérieure à celle des pays pairs



Source: Article IV, FMI. Note : "moy." représente la moyenne pour chaque groupe.

Figure 14: Les prêts non productifs sont deux fois plus élevés en Mauritanie que dans les pays pairs



Source: Article IV, FMI. Note : "moy." représente la moyenne pour chaque groupe.

**13. Les nouveaux instruments introduits à la fin de 2018 par la BCM n'ont pas réussi à stimuler la liquidité comme prévu.** Pour la première fois depuis 2009, la BCM a réduit le taux directeur de 9% à 6,5% fin 2018 pour l'aligner plus étroitement avec les taux du marché de trésor et le rendre plus opérationnel. Elle a également établi un corridor de taux d'intérêt pour les nouvelles facilités de dépôt et de refinancement BCM et lancé des opérations de gestion de la liquidité notamment en émettant des bons BCM d'une durée d'une semaine. Cependant, l'orientation de la politique monétaire reste serrée (le taux directeur est supérieur au taux moyen des bons du Trésor d'environ 5%) et la baisse du taux directeur n'a pas réussi à encourager les banques à recourir aux instruments de refinancement. Cela est dû au fait que les banques ne détiennent que peu de garanties appropriées (bons du trésor de l'État) et aux retards dans l'élargissement et la définition des garanties admissibles pour chaque banque.

**14. En 2019, la politique monétaire s'est concentrée sur la stabilité des taux de change et la BCM travaille au développement du marché des changes.** Le taux de change a fluctué dans une bande étroite et s'est apprécié de 2,3% par rapport à l'Euro en 2019. L'évaluation du secteur externe du FMI a estimé que la position extérieure était plus faible que ne le justifient les fondamentaux à moyen terme et les politiques souhaitables, avec une surévaluation du taux de change réel estimée à environ 4-14% en 2018. Avec le soutien du FMI, la BCM prévoit de réformer le marché des changes et de développer un marché interbancaire afin d'établir un système d'enchères compétitives et à prix multiples qui limiterait les interventions de la BCM sur le marché des changes.

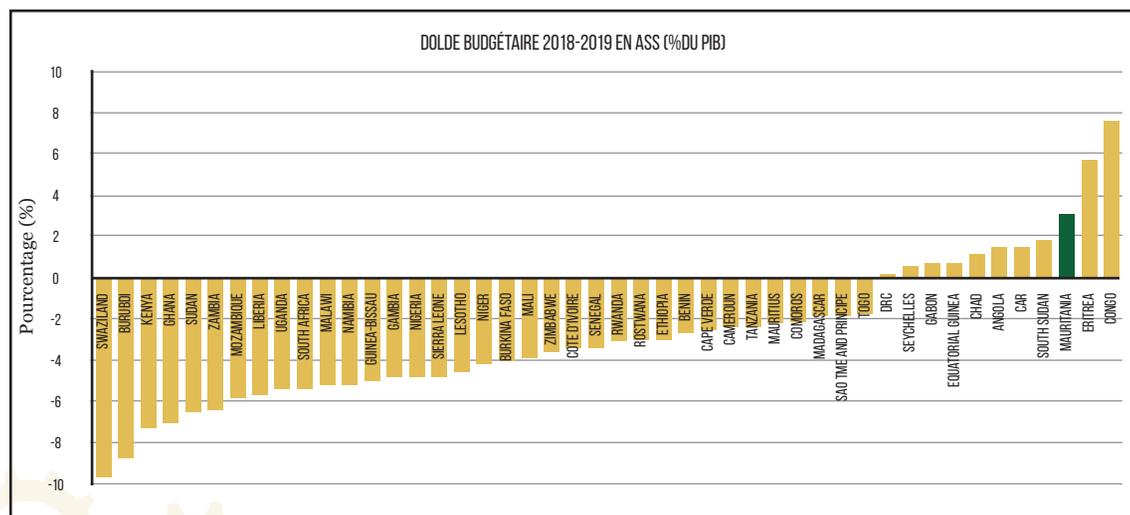
**15. La réglementation bancaire a été consolidée en 2019 pour améliorer la stabilité et la résistance des banques aux chocs.** Afin de renforcer la supervision bancaire et s'aligner aux standards internationaux, de nouveaux ratios d'adéquation des fonds propres et de liquidité conformes aux normes Bâle III ont été introduits en 2019. La BCM s'efforce d'opérationnaliser et de faire respecter ces nouvelles exigences de capital minimum, de solvabilité et de liquidité. Dans une autre série de réformes visant à favoriser l'intermédiation financière, les autorités ont créé un bureau de crédit en Février 2019. Ce dernier a pour objectif de protéger les institutions financières contre le risque de prendre des décisions sur la base d'informations inexactes fournies par les demandeurs de crédit et contribue à la lutte contre le surendettement.

**16. Malgré les efforts récents, la surveillance bancaire doit encore être renforcée en termes de pratiques et de capacités.** Le BCM a renforcé les contrôles de surveillance sur place, y compris en examinant la classification des prêts non-productifs, et a recruté de nouveaux auditeurs. Cependant, la nouvelle loi bancaire sur la création de comités de risques et d'audit dans chaque banque n'a pas été mise en œuvre et les comités de sélection des membres du conseil d'administration pour atténuer les conflits d'intérêts dans les banques n'ont pas été renforcés. La mise en œuvre du nouveau cadre de politique monétaire pour assouplir les conditions de liquidité a été entravée par les contraintes de capacité.

#### 1.1.4. La poursuite d'une politique budgétaire prudente a permis de dégager un excédent budgétaire pour la deuxième année consécutive et a contribué à réduire la dette publique.

**17. La dynamique des réformes engagées en 2016 s'est poursuivie en 2018-2019, conduisant à une amélioration de la situation budgétaire.** Grâce à la poursuite d'une politique budgétaire prudente, le gouvernement a réalisé un excédent budgétaire primaire (hors dons) pour une deuxième année consécutive, atteignant 1,4% du PIB en 2019. Cet excédent a permis à la Mauritanie de surclasser tous ses comparateurs et se positionner comme le pays ayant le 3ème meilleur solde budgétaire en ASS en 2018-2019 (Figure 15). L'espace budgétaire créé sera utilisé dans la loi de finances 2020 pour augmenter et donner la priorité aux dépenses sociales, en particulier dans l'éducation et la protection sociale.

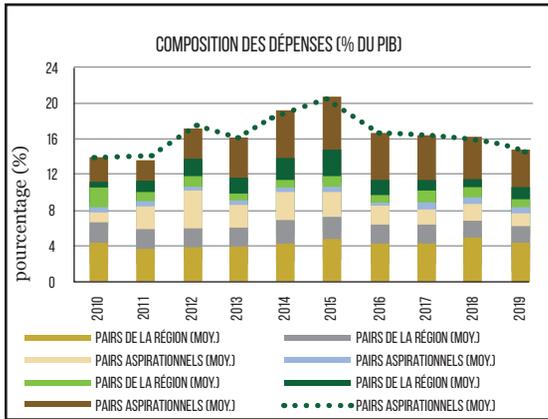
Figure 15 : La mauritanie a le 3ème meilleur solde budgétaire en ASS en 2018-2019



Source: Trésor, MFMod et calculs des auteurs

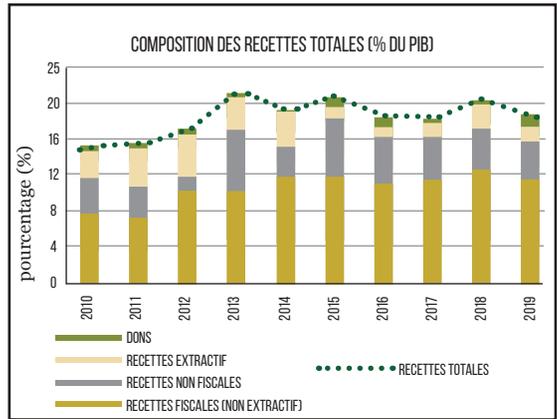
**18. La position budgétaire solide a été maintenue grâce à une consolidation des dépenses, en particulier une réduction des dépenses courantes.** Les dépenses totales sont passées de 20,1% du PIB en 2018 à 18,6% du PIB en 2019 en raison d'une baisse des dépenses courantes de 1.2 pp du PIB (Figure 16). Cela est dû à (i) la rationalisation de la masse salariale, (ii) la réduction des paiements d'intérêts la dette publique, et (iii) à la diminution des transferts. La baisse des transferts reflète la décision d'interdire les dépenses extrabudgétaires des Entreprises Publiques à Caractère Administratif (EPA) après les avoir intégrées dans le système électronique de gestion des dépenses (RACHAD). En parallèle, les dépenses d'investissement financées au niveau national ont diminué d'1 pp du PIB en raison de la sous-exécution des projets publics.

Figure 16: En 2019, la forte baisse des dépenses, due à la diminution des dépenses courantes ...



Source: MF et calculs des auteurs.

Figure 17: ... a été partiellement compensée par une réduction des recettes extractives



Source: MEF, MFMod, et calculs des auteurs. Note : moy. représente la moyenne pour chaque groupe.

**19. La baisse des dépenses a compensé la baisse des revenus résultant de la baisse des redevances d'exploration gazière en 2018.** Les revenus (hors dons) sont passés de 22,1% du PIB en 2018 à 19,1% en 2019, en raison de la dissipation des revenus uniques d'exploration pétrolière et gazière en 2018 (Figure 17). Cela s'est accompagné d'une baisse de 0,9 pp du PIB sur les taxes à l'importation (TVA sur les importations et taxes sur la consommation) en raison d'une réduction de la consommation de tabac importé et de la réduction des importations de fer à béton qui ont été partiellement remplacées par la production locale. Ces baisses ont été en partie compensées par des augmentations dans la collecte des arriérés de droits de douane et des dons.

**20. Les autorités ont accéléré la dynamique des réformes en 2019 pour simplifier et moderniser davantage le système fiscal.** Les réformes visant à élargir l'assiette fiscale et à augmenter durablement les recettes fiscales ont été poursuivies en 2019. Un nouveau code général des impôts (CGI) a été introduit en Avril 2019 pour élargir l'assiette fiscale, améliorer l'équité fiscale et réduire l'informalité et l'évasion fiscale (Table 2). Dans ce nouveau code, le CGI intègre un nouveau système d'import unifié sur les sociétés qui différencie les entreprises en fonction de leur largeur pour moderniser et simplifier la structure fiscale. De plus, afin de renforcer la conformité fiscale, les autorités ont introduit un nouveau code de procédures fiscales, qui consolide et clarifie toutes les procédures fiscales tant pour les contribuables que pour l'administration fiscale. Les autorités ont également lancé un système de déclaration en ligne pour faciliter le dépôt et le paiement des impôts, en particulier pour les grandes et moyennes entreprises soumises à la TVA et à l'impôt sur les bénéfices. Finalement, La Mauritanie a signé un accord d'association avec la Communauté Economique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), et appliquera son tarif extérieur commun à partir de Janvier 2020. La mise en œuvre du tarif extérieur commun de la CEDEAO devrait simplifier le commerce.

Table 2: Les autorités ont mis en œuvre plusieurs réformes économiques en 2019

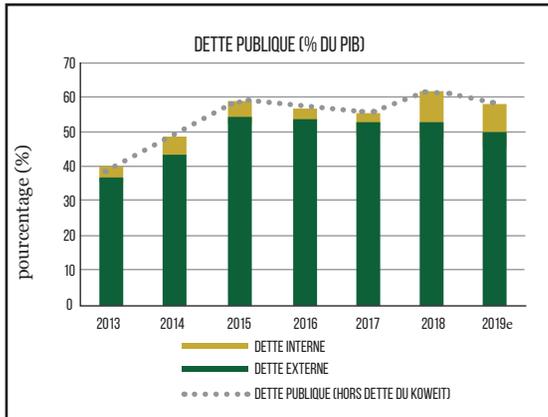
Domaine	Date	Réforme
Politiques fiscales	Mars 2019	Mise en place d'un système de paiement des impôts en ligne
	Avril 2019	Modernisation du code général des impôts
	Avril 2019	Publication de la doctrine administrative fiscal
	Décembre 2019	Application du tarif extérieur commun de la BCEAO
	2019	Audit et mise à jour du registre des contribuables
Transparence budgétaire	Octobre 2019	Publication de l'étude sur le statut des entreprises publiques
	2018 et 2019	Publication d'un rapport sur les dépenses fiscales en annexe de la loi de finance
	Décembre 2019	Publication des rapports d'audit par la cour de comptes
	Janvier 2020	Publication du projet de loi de finance 2020 et de la loi de finance 2020 dans un format accessible
Politiques monétaire et bancaire	Décembre 2018	Diminution du taux directeur de 9% à 6,5%
	Décembre 2018	Etablissement d'un corridor de taux d'intérêt pour les nouvelles facilités de dépôt et de refinancement à la BCM
	Février 2019	Emission des bons BCM d'une durée d'une semaine
	Février 2019	Création d'un bureau de crédit
	Avril 2019	Introduction de nouveaux ratios d'adéquation des fonds propres et de liquidité conformes aux normes Bâle III

**21. Également, les autorités ont fait des efforts importants pour renforcer la transparence budgétaire.** La Direction de la Tutelle Financière (DTF) a finalisé l'étude sur le statut des entreprises publiques pour 2017 et a publié les états financiers des plus grandes entreprises publiques. De même, la Cour des Comptes a publié en décembre 2019, pour la première fois dans l'histoire, tous les rapports d'audit annuels de 2007 à 2018. Ces rapports évaluent l'exécution du budget et fournissent des informations sur la manière dont les fonds publics ont été collectés et dépensés. Ils sont essentiels pour inciter la transparence et peuvent être extrêmement utiles au parlement, à la société civile et au grand public pour surveiller et évaluer les politiques gouvernementales. Finalement le ministère des finances a publié les dépenses fiscales annuelles de 2016 à 2018 en annexe des projets de loi de finances de 2018 et 2019. En outre, le rapport de 2018 montre que les exonérations fiscales ont diminué de 6,4% du PIB en 2017 à 5,9% en 2018.

**22. La position budgétaire solide et la croissance accélérée ont réduit le ratio de la dette sur PIB en 2019, mais le risque surendettement reste élevé.** Après avoir atteint 61,3% du PIB en 2018 en raison d'arriérés envers la BC), la dette publique (hors dette du Koweït)<sup>3</sup> a décliné à 59,4% du PIB en 2019 (Figure 18). Cette baisse est due à l'excédent budgétaire, à une reprise de la croissance, et à une amélioration des termes de l'échange. Toutefois, comme 89% de la dette publique est en devises étrangères, la vulnérabilité de la dette publique aux risques de change reste très élevée. En plus, le dernier rapport conjoint BM-FMI sur la soutenabilité de la dette en novembre 2019 a révélé que le risque de surendettement de la Mauritanie reste élevé, néanmoins soutenable à long-terme.

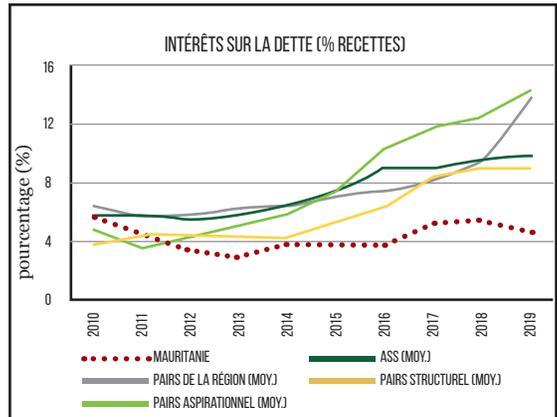
<sup>3</sup> La dette du Koweït, d'un montant d'1 milliard USD, fait partie d'un emprunt contracté dans les années 70 auprès de la Kuwait Investment Authority et n'a pas été annulée dans le cadre de l'initiative PPTE. Le prêt est en sommeil, aucun intérêt ni principal n'ayant été payé. Les autorités mauritaniennes sont en pourparlers avec le Koweït en vue de l'annulation de cette dette, mais aucun accord n'a encore été trouvé.

Figure 18: La dette publique a diminué en 2019, mais reste élevée



Source: MF et calculs des auteurs.

Figure 19: la capacité de la Mauritanie à rembourser sa dette demeure gérable et supérieure aux pays pairs



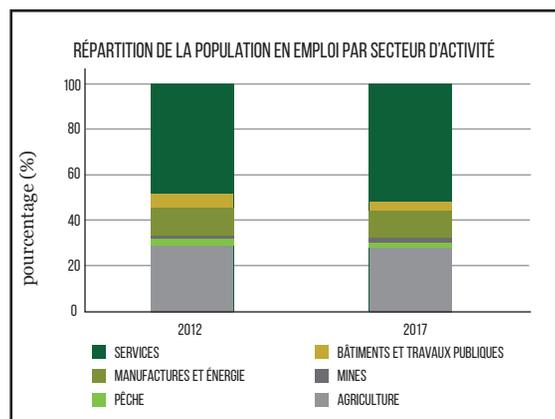
Source: MEF, MFMod, et calculs des auteurs. Note : moy. représente la moyenne pour chaque groupe.

23. **Plusieurs facteurs atténuent le risque de surendettement.** Premièrement, un faible ratio des paiements d'intérêts sur la dette en pourcentage des recettes totales en 2019 (4,6%) compte tenu de la nature concessionnelle de la dette (Figure 19). Deuxièmement, le pays n'a pas accès aux marchés financiers, qui réduit son exposition aux taux d'intérêt élevés. Troisièmement, les prêts concessionnels ont généralement des échéances plus longues, ce qui minimise les risques de refinancement.

#### 1.1.5. Le marché du travail ne fonctionne pas bien, ce qui entrave la croissance économique

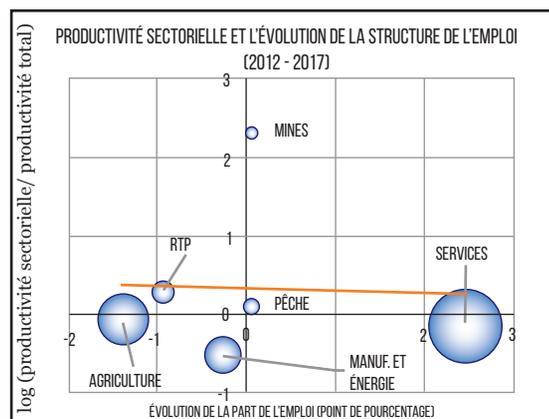
24. **Le marché du travail en Mauritanie souffre d'une transformation structurelle inversée où la main-d'œuvre s'est réorientée vers des secteurs peu productifs.** La composition sectorielle de l'emploi est restée relativement inchangée au cours des dernières années. Selon les données de l'Enquête Nationale sur l'Emploi et le Secteur Informel en Mauritanie (ENESI) de 2012 et 2017, la population active totale était d'environ 735 000 personnes pour les deux années (Figure 20). En 2017, 30,4% de la population active travaillait dans le secteur primaire, 18,1% dans le secteur manufacturier, y compris les industries extractives et le BTP, et 51,4% dans les services. Contrairement à ce que l'on observe habituellement dans la plupart des pays du monde, la Mauritanie a souffert d'une transformation structurelle inversée, ce qui signifie que la main-d'œuvre s'est déplacée vers des secteurs moins productifs. En particulier, les travailleurs sont passés de l'agriculture à des secteurs non-exportables - tels que la construction, le commerce de détail et les services publics - où la productivité a baissé au fil du temps (Figure 21). Ces résultats indiquent des frictions qui entravent le flux de travail des secteurs moins productifs vers les secteurs plus productifs.



Figure 20: Le secteur des services représente près de la moitié des travailleurs employés<sup>4</sup>


Source: ENESI (2012, 2017) et calculs des auteurs

Figure 21: Entre 2012 et 2017, la main-d'œuvre est passée de l'agriculture à des secteurs moins productifs



Source: ENESI (2012, 2017) et calculs des auteurs

**25. L'absence de transformation structurelle est également liée aux contraintes de réallocation des travailleurs entre les régions et entre les zones urbaines et rurales.** En 2017, plus d'un tiers des travailleurs vivaient à Nouakchott (Figure 22), ce qui reflète une concentration de la population dans la capitale. Si le nombre total de salariés n'a pas beaucoup changé entre 2012 et 2017, la part des travailleurs à Nouakchott a augmenté, contrairement à la baisse observée dans les autres régions.<sup>5</sup> Malgré le flux important de travailleurs et la migration interne vers Nouakchott, l'expansion non-planifiée, les déficiences en matière de connectivité, la faible gouvernance et les contraintes de financement sont autant de facteurs qui ont entravé les économies d'agglomération et la création d'emplois, et a rendu coûteux le fait de connecter les travailleurs et les entreprises à Nouakchott (World Bank, 2020c).

**26. Les écarts de salaire entre les secteurs suggèrent que les frictions empêchent le mouvement des travailleurs entre les secteurs.** Figure 23 montre le salaire médian des travailleurs par secteur en 2017.<sup>6</sup> Les différences de salaires peuvent être associées aux caractéristiques des travailleurs et des entreprises, notamment le niveau d'éducation, l'âge, le sexe, la taille de l'entreprise, la localisation, mais elles reflètent également la productivité du secteur.<sup>7</sup> La théorie économique prévoit que les grandes différences de salaires entre les secteurs - mais aussi au sein des secteurs- diminueraient avec le temps, à mesure que les travailleurs et les capitaux passent des secteurs moins productifs à des secteurs plus productifs, ce qui augmente la productivité et permet d'obtenir des salaires plus élevés. Tout au long de ce processus de «transformation structurelle», les écarts de salaires incitent les travailleurs à investir dans l'éducation ou la formation et à se diriger vers des secteurs où les salaires sont plus élevés (Herrendorf, et al., 2014). Dans le cas de la Mauritanie, la coexistence de bas salaires dans le secteur agricole et de la forte proportion de travailleurs dans ce secteur suggère qu'il existe des frictions. Cela empêche le mouvement des ressources, avec des conséquences négatives pour la croissance économique et la création d'emplois.

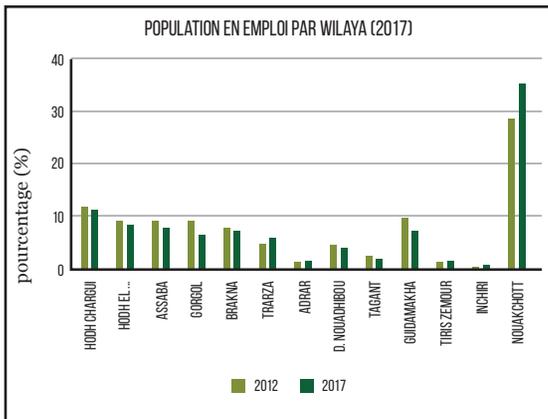
4 Le secteur des services comprend: le Commerce; Transport et stockage; Hébergement et services de restauration; Information et communication; Activités financières et d'assurance; Activités immobilières; Activités professionnelles, scientifiques et techniques; Activités de services administratifs et de soutien; Administration publique et défense; Éducation; Activités de santé et de travail social; Arts, divertissement et loisirs; Autres activités de service; Activités des ménages en tant qu'employeurs; Activités des organisations extraterritoriales. Pour 2012, seuls les secteurs agrégés sont disponibles.

5 Des résultats similaires basés sur le recensement de la population de 2013 (voir : Mémoire économique sur le pays) confirment que la dynamique de la population en Mauritanie est largement due à la migration vers la capitale, Nouakchott.

6 L'écart salarial est susceptible d'être biaisé à la hausse, car l'enquête sur la population active ne fait état que des salaires des travailleurs salariés.

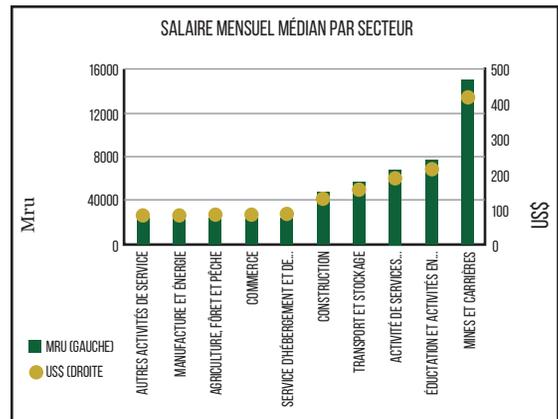
7 Les résultats d'une régression de Mincer qui contrôle les caractéristiques observables confirment la différence de salaire entre les secteurs.

Figure 22: La plupart des travailleurs vivent à Nouakchott



Source: ENESI (2012, 2017) et calculs des auteurs

Figure 23: L'écart des salaires reflète les frictions sur le marché du travail



Source: ENESI (2012, 2017) et calculs des auteurs

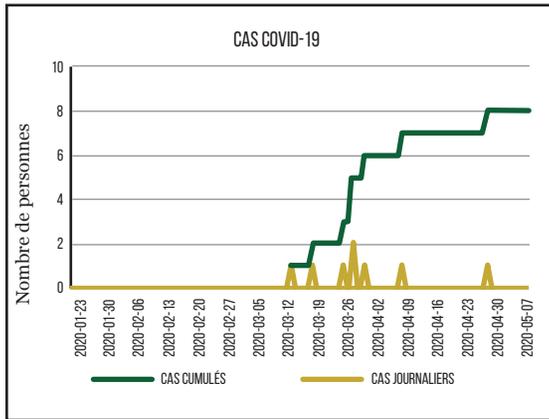
**27. L'absence de transformation structurelle est liée à des déficits de compétences, ce qui réduit le potentiel de croissance économique et de création d'emplois.** Comme le souligne le chapitre 2 sur l'éducation ci-dessous, les faibles résultats de la Mauritanie en matière d'éducation constituent un obstacle majeur au développement des compétences nécessaires à la diversification économique et à une croissance durable. Selon l'enquête des entreprises menée par la Banque mondiale en 2014, « le manque de main-d'œuvre qualifiée » a été cité par la plupart des companies comme l'un de leurs trois principaux obstacles pour leurs activités commerciales (World Bank, 2014). Inversement, les rendements élevés de l'éducation indiquent une pénurie de travailleurs ayant les compétences appropriées. Si la migration interne vers les zones urbaines facilite la transformation spatiale, comme décrit ci-dessus, les niveaux d'éducation plus faibles des migrants nuisent à l'inclusion productive des migrants (World Bank, 2020c).

**1.2. Perspectives 2020-2022: L'économie mauritanienne sera largement affectée par l'épidémie de COVID-19**

**28. Le monde est confronté à une crise sanitaire sans précédent avec le développement du COVID-19 qui devrait provoquer une récession mondiale, affectant ainsi l'économie mauritanienne.** Étant donné l'incertitude qui entoure cette pandémie, il est difficile à ce stade de quantifier l'impact économique mondial et l'ampleur des chocs tant au niveau de l'offre que de la demande. Les quarantaines, la perturbation des chaînes de valeurs, les restrictions de voyage et l'effondrement des prix du pétrole ont provoqué un quasi-arrêt de l'activité économique. La Banque mondiale prévoit une baisse significative de la croissance mondiale en 2020, car le COVID-19 continue de se propager et la croissance en Afrique devrait tomber entre -2,1 et -5,1% (World Bank, 2020a). Au 8 mai, le monde a enregistré environ 3 850 000 cas confirmés de Covid-19 et 270 000 décès. En Mauritanie, 8 cas de COVID-19 ont été enregistrés, 6 ont été guéris et 1 est décédé (Figure 24). En termes de nombre de cas par habitant, la Mauritanie est moins touchée que la plupart de ses pairs (Figure 25). Plus de 1 200 personnes ayant eu des contacts avec les cas confirmés ou provenant de pays à transmission locale ont été mises en quarantaine dans 11 hôtels. Cependant, étant donné les capacités limitées de la santé publique, il est très probable que le virus se soit répandu plus largement que ce qui est actuellement signalé, surtout que seulement 1903 tests ont été effectués jusqu'au 7 mai 2020 (Ministère de la santé).<sup>8</sup>

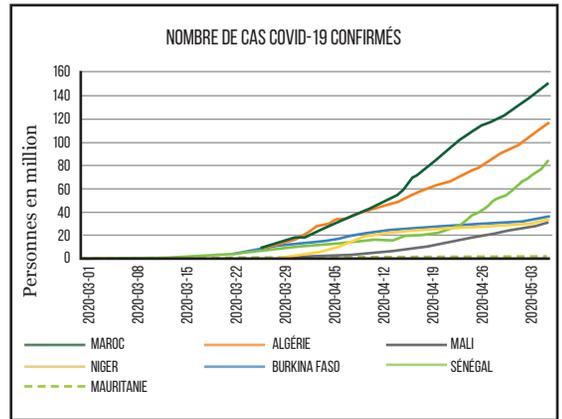
8 <http://www.sante.gov.mr/?lang=fr>

Figure 24: Le nombre de cas COVID-19 a été limité en Mauritanie...



Source: Banque mondiale et Johns Hopkins University Center for Systems Science and Engineering

Figure 25: ...contrairement à certains pays voisins

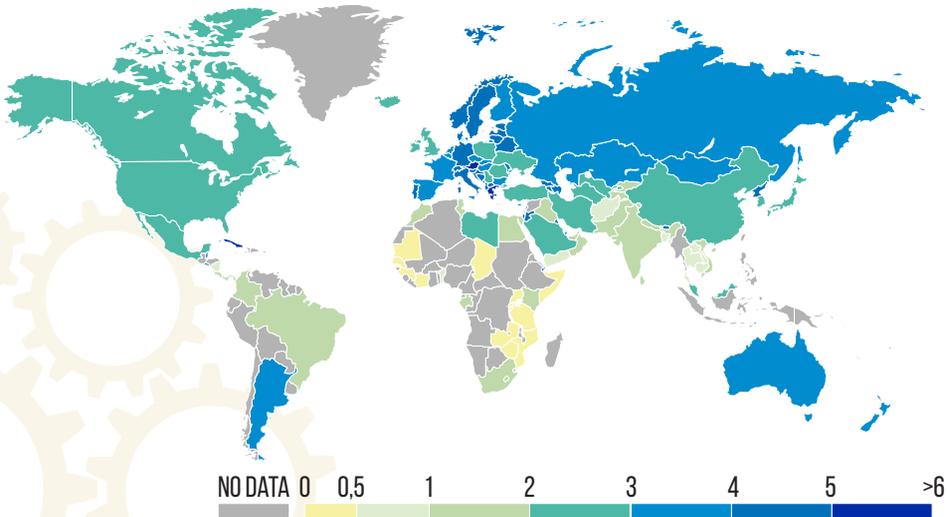


Source: Banque mondiale et Johns Hopkins University Center for Systems Science and Engineering

**29. Les capacités sanitaires de la Mauritanie sont limitées pour répondre de manière adéquate à une épidémie domestique de COVID-19.** Médicalement, la Mauritanie est à la traîne au niveau mondial en termes de nombre de médecins par habitant (Figure 26). En ce qui concerne le COVID-19, l'identification des cas et le contrôle de l'épidémie pourraient être difficiles car un seul laboratoire a la capacité de tester le COVID-19 à Nouakchott. La Mauritanie a également de très grandes lacunes en ce qui concerne le traitement des personnes infectées par le COVID-19. Dans les hôpitaux publics, il n'y a que 62 lits de soins intensifs, 32 ventilateurs en circuit ouvert, 90 pneumologues et anesthésistes, un échographe mobile au chevet du patient.

**30. Les autorités sanitaires en Mauritanie ont coordonné avec la communauté internationale pour répondre rapidement à l'épidémie.** Le ministère de la santé, avec le soutien de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), de la Banque mondiale et d'autres partenaires internationaux, a élaboré et met en œuvre le plan national de préparation et d'intervention COVID-19 afin de limiter à moins de 10% la charge de morbidité et de mortalité liée au virus. Le coût de ce plan est estimé à US\$ 38,5 millions en 2020-2021. Il vise à prévenir, détecter et répondre à la COVID-19 en Mauritanie par des stratégies conçues pour (i) réduire la transmission du virus, (ii) fournir un traitement adéquat pour les cas de COVID-19, et (iii) permettre au système de santé de devenir plus résilient à l'avenir. Dans le cadre de la facilité accélérée COVID-19, la Banque mondiale a accordé US\$ 5,2 millions pour soutenir la mise en œuvre du plan de santé (World Bank, 2020b).

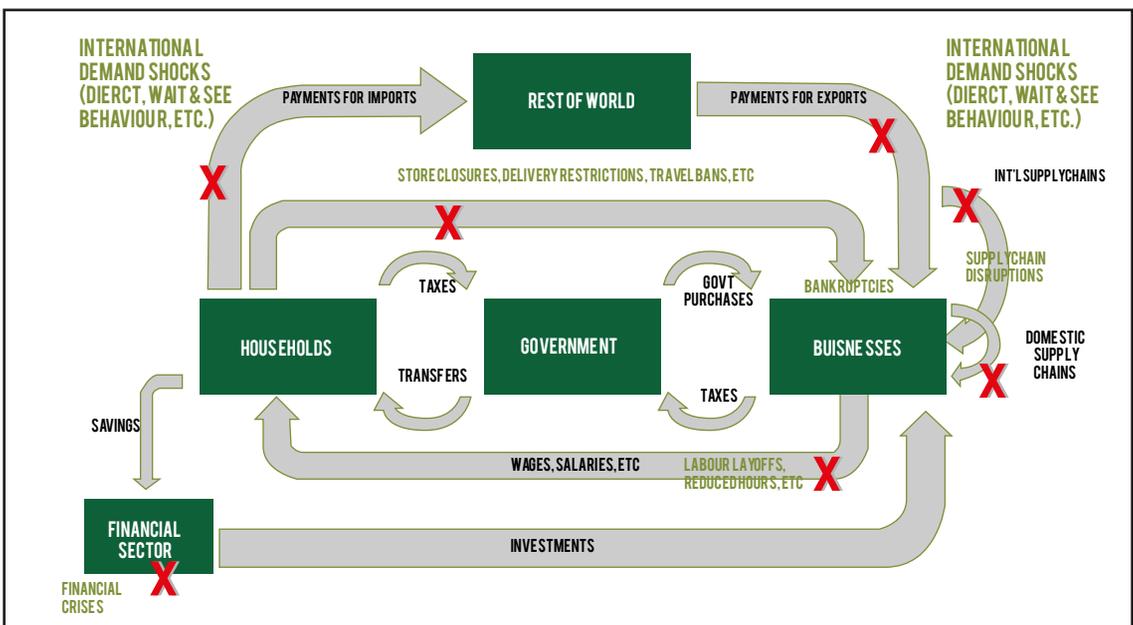
Figure 26: La Mauritanie avait l'un des ratios les plus bas de médecins pour 1 000 habitants en 2016



Source: ourworldindata.org

31. **En plus des problèmes de santé, la Mauritanie est exposée aux effets économiques négatifs de la pandémie COVID-19 par des voies externes et internes.** Le coronavirus est à l'origine de chocs de l'offre et de la demande mondiale et affecte les économies par différents mécanismes (Figure 27). Dans le cas de la Mauritanie, le ralentissement économique en Europe et en Chine (principaux partenaires commerciaux du pays) devrait entraîner une baisse de la demande pour les exportations mauritaniennes. La hausse des prix de l'or et la forte baisse des prix du pétrole atténueront partiellement cet effet négatif. Sur le plan intérieur, les quarantaines, les couvre-feux, l'interdiction des déplacements inter-régions, les fermetures des frontières, des hôtels, des restaurants et des magasins de détail provoqueront un fort ralentissement de l'activité économique dans certains secteurs. Ces effets seront particulièrement marqués dans le secteur des services, qui représente près de la moitié du Produit intérieur brut (PIB) et des travailleurs employés dans le pays. En outre, l'incertitude accrue entourant la pandémie pourrait inciter les ménages à réduire leur consommation car ils se sentent moins en sécurité financièrement. Les entreprises pourraient également réduire ou retarder leurs investissements, ce qui pourrait entraîner des fermetures d'entreprises et des pertes d'emplois. Le ralentissement de la demande locale qui en résulterait réduirait aussi les recettes fiscales. La crise du COVID-19 pourrait avoir un impact négatif considérable sur plusieurs Objectifs du Développement Durables (ODD).

Figure 27: COVID19 perturbe l'activité économique par divers mécanismes



Source: Baldwin and Weder di Mauro (2020)

32. **Pour atténuer les effets économiques du ralentissement de la demande extérieure et des mesures sanitaires adoptées au niveau local, le gouvernement a assoupli sa politique budgétaire.** Le 25 mars, le président Ghazouani a annoncé la création d'un fonds d'urgence avec une contribution initiale de 2,5 milliards MRU (environ 67 millions de dollars US) ouvert aux contributions privées pour (i) acquérir des médicaments et des équipements médicaux ; (ii) soutenir 30 000 familles pauvres pendant trois mois (0,5 milliard MRU ou environ 14 millions de dollars US) ; et (iii) soutenir les consommateurs et les entreprises. L'aide comprend la suppression des droits de douane et des taxes sur les importations essentielles (blé, huile, lait en poudre, légumes et fruits), le paiement des factures de services publics pour les familles pauvres et celles qui vivent dans des régions éloignées, les taxes municipales pour les petites entreprises opérant dans le secteur informel, et les taxes et redevances pour les travailleurs du secteur de la pêche artisanale pour le reste de l'année.

33. **La banque centrale a également pris des mesures pour augmenter les liquidités des banques et faciliter l'accès au crédit.** Le 24 mars, la BCM a décidé d'apporter son soutien à la politique monétaire. En particulier, elle a réduit le taux directeur de 6,5 à 5 %, abaissé le taux de prêt marginal de 9 à 6,5% et diminué

le taux de réserves obligatoires de 7 à 5%.

**34. Malgré ces mesures d'atténuation, l'impact économique de cette crise en Mauritanie sera considérable.** Tout en notant qu'il est difficile de quantifier l'impact économique et l'ampleur de cette pandémie à ce stade étant donné la grande incertitude, on propose deux scénarios pour examiner les effets macroéconomiques possibles de COVID-19 sur la Mauritanie :

- **Un scénario de base**, dans lequel le prix du pétrole chute à 35 \$/b en 2020 et la croissance en Chine et dans la zone euro tombe à -3,6 et -5 % respectivement. Sur le plan intérieur, ce scénario suppose que la consommation privée chutera de 35% au cours de chaque mois de blocage, qui serait levé fin-juin 2020.

- **Un scénario à la baisse**, dans lequel le prix du pétrole chute à 25 \$/b en 2020 et la croissance en Chine et dans la zone euro tombe à -5,8 et -6,7% respectivement. Sur le plan intérieur, ce scénario suppose que la consommation privée chutera de 35% au cours de chaque mois de blocage, qui serait fin-août 2020.

### 1.2.1. Scénario de base

**35. Les mesures de confinement pour lutter contre le COVID-19 et la réduction de la demande d'exportation affecteront largement l'économie mauritanienne.** La croissance du PIB pourrait baisser considérablement, passant de 5,9% en 2019 à -2% en 2020 (Table A.1 dans l'Annexe I). Cette récession, pour la première fois depuis 2008, sera due à une forte baisse de la consommation privée, car les mesures de distanciation sociale (social distancing) affecteront les secteurs de construction et des services. En particulier, les restaurants seront fermés, le secteur des transports sera entravé par une mobilité réduite, et le secteur de la vente au détail sera largement touché par les couvre-feux et l'incertitude accrue entourant la pandémie. En outre, le retard ou l'annulation de projets d'investissement prévus (comme la phase 1 du projet GTA) réduirait les flux d'investissements directs étrangers (IDE) par rapport à ce qui avait été prévu précédemment.

**36. La position extérieure se détériorera car les exportations de poisson et de fer seront touchées par la baisse de la demande des partenaires commerciaux.** Alors que les termes de l'échange s'améliorent avec la chute des prix de pétrole et l'augmentation des prix de l'or, le ralentissement en Europe et en Chine et les perturbations des chaînes d'approvisionnement dans le monde réduiront la demande d'exportation, en particulier les exportations des produits de la pêche. Le déficit des comptes courants se creuserait donc et atteindrait environ 17,4% du PIB en 2020. La baisse des IDE liés à l'industrie extractive, à cause du retard dans le développement de la phase 1 du projet gazier GTA (de 2022 à 2023), augmentera la pression sur la position extérieure.

**37. Les pressions budgétaires s'intensifieront, car le solde budgétaire passera d'un surplus de 2% du PIB en 2019 à un déficit d'environ 3,4% du PIB.** Les recettes fiscales intérieures diminueront suite aux effets combinés de la baisse de l'activité économique et des exonérations de droits de douane et des impôts sur les importations de produits alimentaires essentiels (blé, huile, lait en poudre, et légumes) ainsi que celles des taxes municipales pour les petites entreprises du secteur informel et des taxes et redevances pour les travailleurs du secteur de la pêche artisanale pour le reste de l'année (voir ci-dessous). Au niveau des dépenses, la situation budgétaire sera affectée par la décision du gouvernement de prendre en charge la facture d'eau et d'électricité pour des familles pauvres et d'accroître des subventions à 30 000 ménages vulnérables. L'augmentation des dépenses liées à la santé dans le cadre des mesures de riposte contre le COVID-19 et la contribution de l'État au fonds d'urgence ajouteront une pression supplémentaire sur le budget de l'État.

### 1.2.2. Scénario baissier

**38. Une période prolongée d'arrêt économique au niveau national, des récessions plus importantes en Europe et en Chine, et la baisse du prix du fer pourraient plonger la Mauritanie dans une grande récession.** Dans ce scénario, la croissance du PIB tomberait à -6,8%. La consommation intérieure et les investissements privés seraient affectés par les conditions extérieures et les mesures d'éloignement social, renforcées par l'épidémie de COVID-19 au niveau national. Une pression supplémentaire sur la position

extérieure de la Mauritanie proviendrait d'une forte baisse des prix du fer - reflétant une contraction prolongée de la demande de la Chine - et d'une nouvelle réduction de la production extractive et des flux d'IDE. Le déficit des comptes courants se détériorerait à environ 20% du PIB, ce qui exercerait une pression supplémentaire sur les réserves de change. L'inflation augmentera, car la production agricole sera réduite et la fermeture des frontières rendra plus difficile l'importation de produits alimentaires en provenance du Maroc.

**39. Les pressions budgétaires seront fortes, ce qui augmentera encore le risque de surendettement.**

Au cas où la récession s'aggraverait, les recettes fiscales domestiques et internationales vont fortement diminuer. Parallèlement, les dépenses courantes vont connaître une hausse importante car le gouvernement augmentera les transferts sociaux pour protéger les ménages vulnérables et accordera des exonérations fiscales aux entreprises en difficulté, notamment les PME. En conséquence, le déficit budgétaire atteindra un niveau sans précédent de 4,4% du PIB, le déficit le plus élevé jamais enregistré depuis 2005. Les plus grands besoins de financement entraîneront une augmentation de la dette publique jusqu'à 86% du PIB, accentuant le risque de surendettement qui était déjà élevé avant COVID-19.

**40. Les deux scénarios supposent que l'économie rebondisse en 2021, mais le rythme de la reprise serait plus lent dans le scénario baissier.**

La croissance du PIB rebondirait à 4,6% en 2021 selon le scénario de base, grâce à la reprise attendue dans le reste du monde et à la maîtrise de COVID-19. En revanche, dans le scénario baissier, la reprise serait plus lente (avec une croissance de 2,7% en 2021), car le secteur des industries extractives serait largement touché par la faiblesse persistante des prix du pétrole et du fer. En outre, les pertes d'emplois et les fermetures d'entreprises résultant de ce scénario signifieraient que la reprise de l'activité économique, notamment dans le secteur des services, serait plus lente.

**41. La stabilité financière sera en risque. Bien que le secteur financier en Mauritanie soit très restreint, avec seulement 14% des adultes ayant un compte bancaire en 2017 (contre environ 40% en Afrique subsaharienne), la récession économique posera des risques sur la stabilité financière.**

Une période prolongée et un quasi-arrêt de l'activité économique pourrait pousser plusieurs entreprises (en particulier les PME) à la faillite et donc augmenter le taux de prêts non performants au-delà du taux (déjà élevé) de 21,7% à la fin de l'année 2019. Comme plusieurs banques étaient déjà sous pression pour satisfaire les nouvelles conditions de Bâle III, la crise économique pourrait potentiellement conduire à une crise bancaire et de liquidité.

**42. La détérioration des conditions budgétaires et extérieures va ouvrir un grand gap de financement qui doit être financé par des sources concessionnelles et les bailleurs de fonds.**

Dans les deux scénarios le gouvernement compte financer les déficits du budget et de la balance des paiements en utilisant quelques ressources propres disponibles et des concours à rechercher auprès des partenaires extérieurs au titre des appuis budgétaires et d'appuis aux programmes et projets sociaux.

**43. La propagation du COVID-19 et le ralentissement économique qui en résulte pourraient avoir un impact sur tous les ménages en Mauritanie par au moins trois canaux.**

Premièrement, la baisse de la demande globale, les perturbations de l'offre et la baisse de l'emploi qui en découle auront un impact direct sur le revenu du travail, en particulier dans les zones urbaines qui dépendent plus fortement des secteurs des services. Deuxièmement, le déclin du secteur des services et les niveaux élevés de migration interne vers la capitale Nouakchott pourraient réduire les transferts aux ménages d'origine, souvent dans les zones rurales. Troisièmement, les limitations de la mobilité interne dues à l'éloignement social pourraient restreindre l'accès aux marchés des intrants et des extrants, ce qui risque d'augmenter les prix des denrées alimentaires. Si les marchés restent ouverts pour le moment, les interruptions des chaînes d'approvisionnement pourraient compromettre le fonctionnement des marchés (agricoles). En outre, l'absence d'assurance maladie universelle et de protection de l'emploi augmente la probabilité que des dépenses de santé supplémentaires poussent les ménages dans la pauvreté.

**44. Les ménages pauvres des zones urbaines seront les plus vulnérables en raison d'un manque de résilience et d'une plus grande exposition aux facteurs de risque.** Le ralentissement des marchés du travail sera probablement plus prononcé dans les zones urbaines où les mesures préventives réduisent les activités économiques dans le secteur des services. En outre, l'impact négatif des pertes d'emploi sur le bien-être des ménages devrait être plus grave chez les travailleurs informels qui ont une capacité d'épargne limitée et n'ont pas accès aux prestations rémunérées sur le lieu de travail. En raison du ralentissement économique, la pauvreté devrait augmenter considérablement. Selon le scénario de base, le taux de pauvreté internationale (1,9 dollar par jour, en parité de pouvoir d'achat de 2011) passerait de 5,5% en 2019 à 6% en 2020. Cela équivaldrait à ce que plus de 25 000 personnes tomberaient dans l'extrême pauvreté. Si le scénario baissier se réalise, le taux de pauvreté internationale augmenterait à 6,3%, ce qui signifie que plus de 42 000 Mauritaniens tomberaient sous le seuil de pauvreté internationale.

**45. Le COVID-19 est susceptible de toucher les femmes de manière disproportionnée, soit par le biais d'obligations de soins supplémentaires, soit par une baisse du niveau scolaire.** À court terme, les femmes sont plus susceptibles de rester chez elles pour prendre en charge les enfants, les personnes âgées ou les membres de la famille malades. À long terme, des taux de pauvreté plus élevés pourraient forcer les ménages à retirer leurs enfants de l'école. Traditionnellement, cela a eu plus d'impact sur les filles que sur les garçons. Il est également possible que le ralentissement économique, mais aussi les mesures de distanciation sociale, augmentent les risques de conflits intra-ménages, où les femmes peuvent être victimes de violences.

### 1.2.3. Politiques visant à atténuer l'impact économique du COVID-19

**46. En plus des mesures déjà prises par les autorités, le gouvernement peut en prendre plusieurs autres mesures pour atténuer d'avantage l'impact économique de la COVID-19 à court terme et aider l'économie à se redresser à moyen terme.** Les politiques proposées sont résumées dans le Table 3 ci-dessous résume ces mesures qui peuvent être classées par court et moyen terme :



Table 3: Recommandations proposées

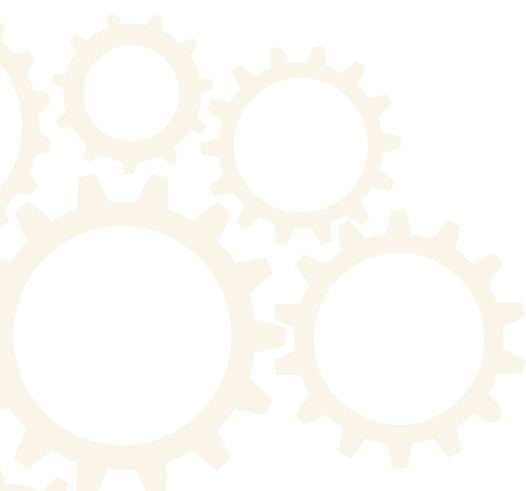
Action	Période CT/MT
<b>1) Politiques macroéconomiques</b>	
Mobiliser les financements nécessaires en privilégiant les dons et les emprunts concessionnels.	CT
Éviter les fonds extra-budgétaires car ils compromettent la responsabilité et la discipline fiscales.	CT
Intensifier le suivi des grands contribuables, en particulier les entreprises moins affectées par la crise et celles qui en bénéficient, en vue de s'assurer qu'elles paient les impôts à temps ;	CT
Envisager un moratoire sur le service de la dette pour préserver la viabilité budgétaire.	CT
En fonction de la progression de la pandémie et de la gravité de son impact, réduire les dépenses de fonctionnement non essentielles (c'est-à-dire réaffectation des dépenses sans incidence budgétaire).	MT
Si nécessaire, utilisez des ressources disponibles du Fonds National des Revenus des Hydrocarbures.	MT
<b>2) Gouvernance et suivi des politiques</b>	
Mener des enquêtes téléphoniques à haute fréquence pour examiner l'impact de la crise sur les marchés du travail, les entreprises, et les ménages.	CT
Définir les critères pour identifier les abus flagrants et les activités frauduleuses relatives au COVID-19 et prendre les mesures de mise en vigueur, y compris des investigations criminelles et des poursuites judiciaires si nécessaire.	CT
Entreprendre et publier des audits indépendants du Fonds national de solidarité sociale et de toutes les dépenses liées à l'atténuation de la crise, y compris les facilités fiscales et douanières, une fois la crise passée.	MT
<b>3) Politiques financières et du soutien au secteur privé</b>	
Mettre en place un cadre de dialogue entre le gouvernement et le secteur privé.	CT
Fournir des liquidités au secteur bancaire par le biais de lignes de crédit pour maintenir le financement des MPMEs.	CT
Restructurer les prêts pour les MPMEs en règle mais en difficulté à cause de la crise et fournir l'AT connexe et nécessaire pour les MPME.	CT
Assouplir et reporter des obligations fiscales ciblées tel que le report de la déclaration et le paiement de certains impôts payés par les entreprises pour une période de 6 mois.	CT
Mettre en place des mesures de soutien spécifiques ciblant les plus vulnérables (secteur informel et indépendant) telles que le paiement en espèces, le soutien direct au paiement du loyer et le report des paiements des services publics (eau, électricité, etc.).	CT
Mettre en place des mesures de soutien sectorielles au profit des activités à forte intensité d'emploi et qui sont les plus durement touchées, comme la restauration, la pêche et la construction.	CT
Adopter les réformes juridiques l'argent mobile pour faciliter les transferts de fond et moderniser le système de paiement national.	MT
Assurer la liquidité des MPMEs par le biais d'une facilité de refinancement ciblée et / ou de la mise en place d'une garantie publique par la BCM.	MT
<b>4) Protection sociale et politiques de réduction de la pauvreté et réduire l'insécurité alimentaire</b>	
Placer les populations vulnérables au centre des mesures prises dans le cadre du plan de riposte au COVID-19 et utiliser les programmes sociaux et les systèmes existants en les mettant à l'échelle plutôt que de développer des interventions ad'hoc	CT
Mettre en place un cadre de concertation entre le gouvernement et les partenaires pour coordonner la réponse sociale et économique au COVID-19 et renforcer l'efficacité.	CT
Considérer la réponse à l'insécurité alimentaire comme une des modalités de la réponse au COVID-19 et par conséquent étendre les interventions en transferts sociaux auprès des ménages en insécurité alimentaire pendant la période de soudure.	CT
Informar les populations mauritaniennes des activités, de leurs avancées et des méthodes de sélection des bénéficiaires de manière régulière et transparente.	CT
Achat et distribution d'intrants agricoles (engrais, semences, produits phytosanitaires, outillages) et zootechniques (produits vétérinaires, aliments pour animaux/fourrages) pour préserver les biens et capacités productives des ménages ruraux et donc renforcer leur résilience.	CT
Revoir la politique de sécurité alimentaire et développer des piliers de résilience, car actuellement cette politique est très sensible aux chocs. Ceci en impliquant les acteurs/les parties prenantes du secteur agroalimentaire dans le processus	MT

Note : \* CT signifie court terme, tandis que MT signifie moyen terme

**47. En conclusion, la Mauritanie doit élaborer une stratégie sur deux fronts : sauver des vies et protéger les moyens de subsistance.** Étant donné qu'il s'agit essentiellement d'une crise sanitaire, les autorités se concentrent logiquement dans un premier temps sur le renforcement des capacités en matière de soins de santé afin de fournir les services de santé nécessaires aux personnes touchées par COVID-19. Ainsi, il est recommandé de poursuivre l'adoption des mesures de confinement adaptées au contexte mauritanien, telles que :

- Maintenir la fermeture des frontières et le couvre feu qui sont les mesures les plus efficaces en Mauritanie ;
- Améliorer la surveillance jusqu'à atteindre plus de 430 tests par jour qui est le nombre estimé attendu pour une bonne surveillance ;
- Appliquer des règles strictes de contrôle dans les établissements de santé afin de garantir que les services de santé bénéficient à ceux qui en ont le plus besoin ;
- Encourager tout le monde à porter un masque lorsqu'il quitte son domicile ;
- Améliorer l'accès à l'eau potable, au lavage des mains et à l'assainissement ; et
- Mener de vastes campagnes d'influence sociale et d'information pour encourager les comportements qui ralentissent la propagation des maladies.

**48. Cette stratégie de prévention et de contrôle sanitaire doit cependant être également accompagnée de mesures destinées à empêcher une augmentation de l'extrême pauvreté et de l'insécurité alimentaire.** Une telle stratégie multisectorielles devra tenir compte du contexte socio-économique qui prévaut en Mauritanie et notamment : (i) du risque d'insécurité alimentaire qui est significatif, (ii) du pourcentage de la population travaillant dans le secteur informel qui est élevé (56 % en 2017), (iii) de la proportion de la population urbaine vivant dans des bidonvilles qui est très grande (80 % en 2014), et (iv) des ressources disponibles pour compenser le coût socio-économique élevé qui restent limitées (voir ci-dessus).



# PARTIE 2

## LE SECTEUR DE L'ÉDUCATION COMME MOTEUR DE CROISSANCE ÉCONOMIQUE



**49. Un bon système éducatif est une condition nécessaire pour la diversification et la croissance inclusive en Mauritanie.** En effet, la théorie économique a démontré que l'éducation permet de promouvoir la croissance économique en augmentant la productivité du travail et la capacité d'innovation de l'économie (World Bank, 2018). Un tel système facilite aussi la diffusion et la transmission des connaissances nécessaires à la compréhension de nouvelles informations et l'adoption de nouvelles technologies (Hanushek et Wößmann, 2017). D'autres études ont montré qu'une plus grande scolarité est associée à des revenus plus élevés, les rendements étant plus élevés pour les pays à faible revenu (Psacharopoulos et Patrinos, 2004). L'éducation est également associée à d'autres avantages non économiques comme l'amélioration de la santé et du bien-être. Ainsi, un système éducatif performant est une condition nécessaire pour une croissance économique solide et inclusive.

**50. Bien qu'il y ait eu des améliorations en termes d'accès, la qualité de l'éducation en Mauritanie est un obstacle à la croissance économique et pour le développement du capital humain.** La Mauritanie est classée à la 150<sup>e</sup> position parmi 157 économies sur l'Indice du Capital Humain (ICH) avec un score de 0,35.<sup>9</sup> Ainsi, un enfant mauritanien qui naît aujourd'hui ne réalisera en moyenne que 35% de son potentiel par rapport à ce qui aurait été possible s'il avait bénéficié d'une scolarisation complète et de qualité et de conditions de santé optimales. L'éducation est le principal frein du développement humain. Cela est évident par le fait que la Mauritanie est la dernière parmi tous ses pairs sur toutes les sous-composantes de l'ICH relatives à l'éducation (Table 4). En effet, le classement de la Mauritanie sur l'ICH s'améliore, passant de 34 sur 41 dans l'Afrique Sub-Saharienne (ASS) à 14 sur 41 si tous les pays avaient la même performance en éducation (Figure 28).

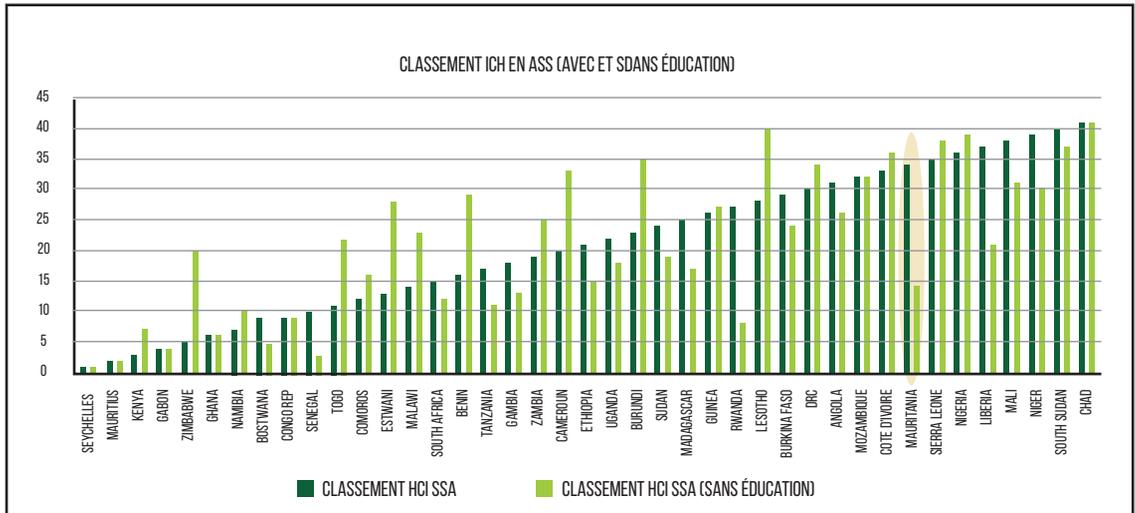
Table 4: La Mauritanie est la dernière par rapport à ses pairs en ce qui concerne les composantes éducation de l'ICH

	MAURITANIE	MOLDAVIE	NICARAGUA	LAO PDR	SÉNÉGAL	BÉNIN	ASS (MOY.)
<b>INDICE DU CAPITAL HUMAIN (ICH)</b>	<b>0,35</b>	0,58	0,53	0,45	0,42	0,41	0,4
<b>ICH COMPOSANTE 1: SURVIE</b>							
PROBABILITÉ D'ATTEINDRE L'ÂGE DE 5 ANS	0,92	0,95	0,98	0,94	0,95	0,9	0,93
<b>ICH COMPOSANTE 2: ÉDUCATION</b>							
ANNÉES DE SCOLARITÉ ESCOMPTÉES	<b>6,3</b>	11,5	11,6	10,8	7,2	9,3	8,1
RÉSULTATS AUX EXAMENS HARMONISÉS	<b>342</b>	436	392	365	412	384	374
ANNÉES DE SCOLARITÉ CORRIGÉES PAR LE NIVEAU DES ACQUIS	<b>3,4</b>	8,2	7,3	6,4	4,8	5,7	4,9
<b>ICH COMPOSANTE 3: SANTÉ</b>							
% D'ENFANTS DE MOINS DE 5 ANS SANS RETARD DE CROISSANCE	0,72	0,94	0,83	0,67	0,83	0,66	0,68
TAUX DE SURVIE DES ADULTES	0,8	0,53	0,86	0,81	0,82	0,76	0,73

Source: World Bank et calculs des auteurs. Note : Pour chaque variable, la couleur rouge (verte) représente le pays ayant la valeur la plus basse (la plus élevée). ASS signifie Afrique subsaharienne.

9 L'ICH mesure la distance qui sépare un pays d'une situation optimale de scolarisation et de santé. L'indice est composé de 4 facteurs, soit (i) le taux de survie des enfants à 5 ans, (ii) le taux de retard de croissance, (iii) le taux de survie des adultes à 60 ans, et un indicateur composite d'éducation (iv) la durée de la scolarité ajustée pour les acquis des élèves. En Mauritanie, bien qu'on s'attende à ce qu'un élève de 18 ans ait achevé en moyenne 6,3 ans de scolarité (versus 8,1 ans en ASS et 11 ans au MOAN), ce nombre diminue à 3,4 ans lorsqu'il est ajusté en fonction de la qualité de l'éducation, soit 2,9 années perdues (score de 342 points dans les tests harmonisés en Mauritanie versus 374 en ASS et 408 au MOAN).

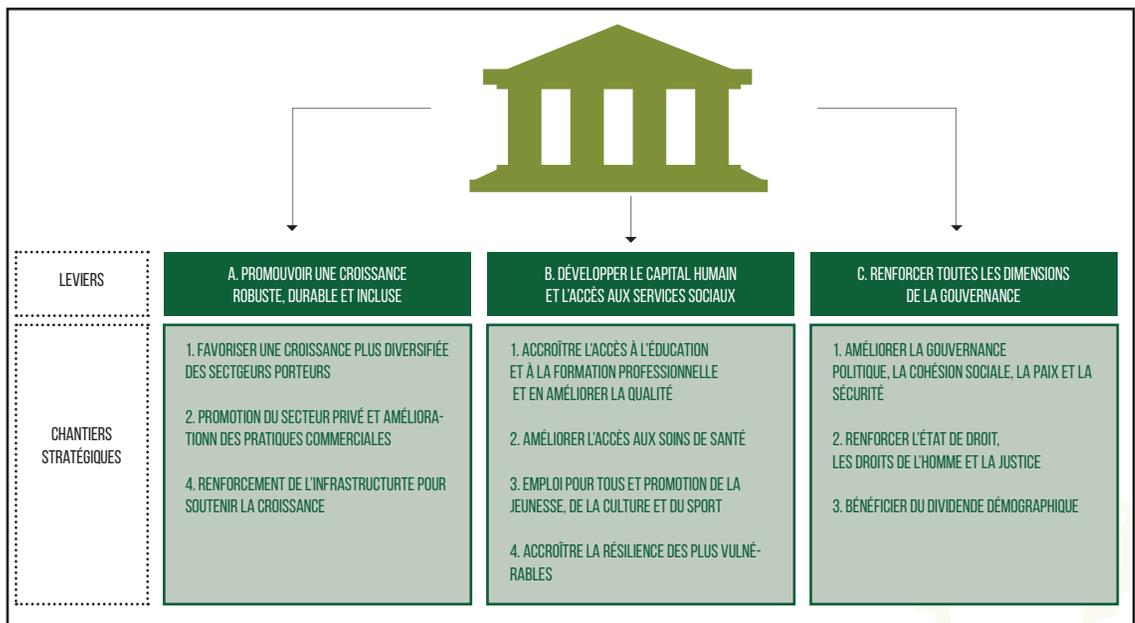
Figure 28 : Le score en éducation est le principal frein de l'indice du capital humain



Source: Banque mondiale et calculs des auteurs

51. **L'amélioration du système éducatif est une priorité pour le gouvernement.** Ce chantier fait partie du second levier de la Stratégie de Croissance Accélérée et de Prospérité Partagée (SCAPP) (Gouvernement Mauritanien, 2016), qui vise à promouvoir une croissance forte, durable et inclusive (Figure 29). De même, le programme du nouveau gouvernement qui a pris ses fonctions en août 2019 a montré une orientation claire pour augmenter l'accès et améliorer la qualité de l'éducation dans le but, d'améliorer le niveau de vie de la population, d'accroître la cohésion sociale et d'assurer une croissance durable et inclusive (Gouvernement Mauritanien, 2019).

Figure 29: Le renforcement du secteur de l'éducation est une priorité du SCAPP



Source: SCAPP (2016-2030)

52. **Plusieurs facteurs sont à l'origine de la sous-performance du système éducatif en Mauritanie.** Parmi les facteurs clés on note les conditions d'enseignement inadéquates, la pénurie d'enseignants compétents, et la faible gouvernance du secteur que ce soit pour l'allocation des enseignants ou bien la gestion au niveau opérationnel de l'école qui se traduit par une faible efficacité dans l'utilisation des ressources. Ces déficiences conduisent à un manque de compétences des jeunes et la faible pertinence de l'éducation et la

formation sur le marché du travail. Ces lacunes sont des obstacles à la croissance, créant de graves problèmes de chômage. On estime par exemple qu'il y a près de 350 000 jeunes déscolarisés en Mauritanie (âgés de 15 à 25 ans) sans compétences employables.

**53. La crise du COVID-19 affaiblira encore le secteur de l'éducation. Le COVID-19 a déjà forcé près d'un million d'élèves à quitter les salles de classe en raison de la fermeture des établissements d'enseignement publics et privés des écoles primaires aux universités.** Même si les citoyens mauritaniens ont jusqu'à présent été relativement épargnés par la pandémie, les conséquences économiques et sociales sont déjà importantes (voir chapitre 1.2). Le gouvernement a été très proactif pour empêcher la propagation du virus et a annoncé la fermeture de tous les établissements d'enseignement le 14 mars 2020, deux jours après le premier cas confirmé, ce qui aura un impact grave sur l'accumulation de capital humain. COVID-19 est susceptible d'avoir un impact disproportionné sur les populations vulnérables qui ont moins accès aux moyens de communication.

**54. Les effets de la pandémie sur l'éducation comprennent les effets immédiats et les effets susceptibles de se faire sentir à court et moyen terme.** La fermeture des écoles va exacerber les déficits d'apprentissage des enfants, et entraîner une détérioration de leur bien-être psychologique et physique pour ceux qui perdent la cantine. À court et moyen terme, certains enfants pourraient ne jamais retourner à l'école lors de la réouverture des écoles en raison de la crise économique. En outre, certaines écoles, en particulier les écoles privées, peuvent rencontrer des difficultés de fonctionnement si les parents ne sont pas en mesure de payer les frais de scolarité et envoient les enfants à l'école publique. Cela pourrait mettre une pression supplémentaire sur le budget de l'éducation nationale au moment où les ressources publiques sont limitées.

**55. Les effets néfastes de cette crise sur les enfants pourraient être encore plus graves que ceux du virus Ebola en Afrique de l'Ouest il y a quelques années.** Un examen de l'expérience des pays ouest-africains lors de l'épidémie d'Ebola suggère que les effets sur les enfants étaient à la fois sévères et généralisés, ce qui peut encore être le cas avec cette crise. En particulier, les grossesses chez les adolescentes ont augmenté tandis que les inscriptions scolaires ont diminué d'un tiers pour les filles (Bandiera et al., 2019).<sup>10</sup> En Mauritanie, les problèmes du mariage des enfants et de la maternité précoce semblent avoir empiré. Comme le montre la Table 5, la proportion de femmes de 18 à 22 ans mariées avant l'âge de 18 ans a augmenté par rapport à l'estimation pour les femmes plus âgées. Pour la procréation précoce, les progrès ont été limités au fil du temps. Les risques encourus par les filles lors des fermetures d'écoles sont particulièrement élevés.

Table 5: Pourcentage de filles qui sont mariées ou ont eu un enfant avant 18 ans, 2015 MICS

	MARIAGE PRÉCOCE (PREMIER MARIAGE AVANT 18 ANS)	GROSSESSE PRÉCOCE (PREMIER ENFANT AVANT 18 ANS)
TOUTES 18-49 ANS	26,55	22,26
18-22 ANS	33,81	19,60
23-30 ANS	30,82	25,42
31-40 ANS	21,79	19,12
41-49 ANS	17,93	25,30

Source: Calcul du staff de la Banque mondiale avec les données MICS 2015

**56. Ce chapitre donne un aperçu de l'éducation en Mauritanie, examine les développements récents et les principaux défis auxquels le système éducatif est confronté, et propose des réformes pour relever ces défis.** La section 2.1 présente la structure organisationnelle du secteur de l'éducation et les avancées accomplies au cours des dernières décennies. La section 2.2 identifie des lacunes qui subsistent, tandis que la section 2.3 examine les causes sous-jacentes de ces lacunes. La section 2.4 examine les réformes récentes mises en place qui peuvent avoir des effets bénéfiques sur le secteur. Enfin, la section 2.5 propose certaines réformes supplémentaires que le gouvernement devrait mettre en œuvre afin de relever le défi de la qualité de l'éducation et du développement du capital humain.

## **2.1 Aperçu du secteur de l'éducation en Mauritanie**

### **2.1.1. Structure organisationnelle**

**57. Cinq ministères en Mauritanie se partagent les responsabilités du secteur d'éducation.** Depuis août 2019, l'ancien Ministère de l'Éducation Nationale et de la Formation Professionnelle (MENFP) chargé de l'enseignement primaire, secondaire, technique et professionnel ainsi que de la formation professionnelle a été scindé en deux ministères. Premièrement, le Ministère de l'Enseignement Fondamental et de la Réforme du Système de l'Éducation Nationale (MEFRSEN) se concentre uniquement sur l'enseignement fondamental mais a aussi pour mission de réformer l'ensemble du système éducatif. Deuxièmement, le Ministère de l'Enseignement Secondaire, de la Formation Professionnelle et Technique (MESFTP) a hérité du mandat de concevoir et de mettre en œuvre les politiques gouvernementales en matière d'enseignement secondaire, technique ainsi qu'en matière de formation professionnelle. L'éducation de la petite enfance relève du Ministère des Affaires Sociales, de l'Enfance et de la Famille, (MASEF) tandis que le Ministère des Affaires Islamiques et de l'enseignement Originel (MAIEO) supervise toujours l'enseignement religieux dispensé par les écoles islamiques traditionnelles appelées mahadras. Enfin, le Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et des Technologies de l'Information et de la Communication (MESRSTIC) supervise l'enseignement supérieur. La responsabilité de l'implantation et la supervision des projets d'éducation est confiée à la Direction des Projets Éducation et Formation (DPEF) du Ministère de l'Économie et de l'Industrie en collaboration avec les ministères concernés.

**58. Au niveau décentralisé, l'administration est structurée autour de deux niveaux.** Au premier plan, les Directions Régionales de l'Éducation Nationales (DREN) sont chargées de la mise en œuvre de la stratégie d'éducation au niveau régional. Au second plan, les Inspections Départementales de l'Éducation Nationales (IDEN), sous la tutelle des DREN, sont chargées de superviser les écoles primaires de chaque Moughataa.<sup>11</sup> Chaque IDEN est dirigée par un inspecteur, auquel les inspecteurs des écoles primaires font rapport. Les écoles sont dirigées par un directeur d'école, même si l'école n'a qu'une seule classe. Les directeurs d'école primaire rendent également compte à leur IDEN. Hélas, les IDENs et les directeurs d'école ont des unités fortement en sous-effectif et ont rarement du personnel pour gérer les tâches administratives courantes. Bien qu'il ne soit pas encore clair comment les deux ministères fonctionneront à l'avenir, la scission du MENFP est susceptible d'avoir un impact non seulement au niveau central mais aussi au niveau régional où les administrations pourraient devoir être scindées, ce qui impliquera des coûts financiers en termes d'infrastructures, d'équipements et de ressources humaines. Alors qu'il soit trop tôt pour en juger, ce changement institutionnel pourrait aussi avoir des effets significatifs et négatifs sur la qualité des enseignements et des apprentissages.

**59. Le système éducatif mauritanien est divisé en quatre niveaux d'enseignement :**

- L'enseignement préscolaire, de 3 à 5 ans : Malgré son importance sur les capacités cognitives et la préparation des enfants à l'école primaire, l'enseignement préscolaire n'a pas constitué jusqu'au présent une priorité pour les autorités. Il est offert essentiellement par le secteur privé commercial à but lucratif principalement dans les milieux urbains.

11 Sur le plan administratif, le pays est divisé en 13 régions (Wilayas), chacune ayant une capitale régionale qui sert de plaque tournante à l'activité économique. Les régions sont en outre divisées en départements (Moughataas) qui sont subdivisés en communes qui représentent le niveau administratif le plus bas du système gouvernemental.

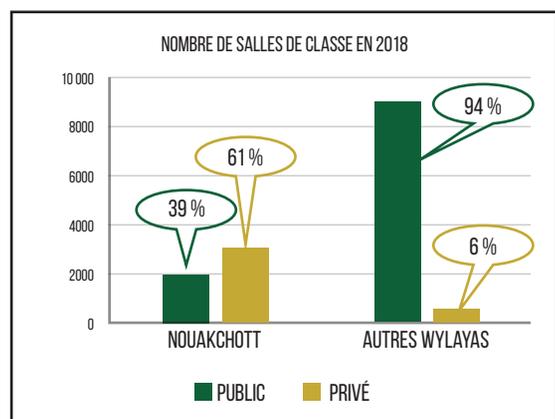
- L'enseignement primaire, de 6 à 11 ans : Depuis 2011, les inscriptions dans les écoles primaires privées ont augmenté de 6% par an (3 fois plus vite que dans les écoles publiques), pour atteindre 103 000 élèves, soit 16% des inscriptions totales en 2017/2018. Le secteur privé occupe une place prépondérante dans les principaux centres urbains surtout Nouakchott qui regroupe 75% des élèves fréquentant l'école primaire privée en 2018. Le secteur privé représente aussi un grand nombre de salles de classe à Nouakchott. Pour toutes les autres wilayas le secteur privé représente 6% des salles de classe (Figure 30) et 5% des élèves (Figure 31).

- L'enseignement secondaire, de 12 à 18 ans : Cet enseignement est divisé entre le premier cycle secondaire (collège) d'une durée de 4 ans et le second cycle de secondaire (lycée) d'une durée de 3 ans. Il est dominé par le secteur public alors que les écoles secondaires privées en expansion se concentrent dans les zones urbaines et recrutent principalement les élèves provenant de l'enseignement primaire privé. Le secteur privé représente 25% du total des inscriptions dans l'enseignement secondaire et plus de 40% à Nouakchott et Nouadhibou.

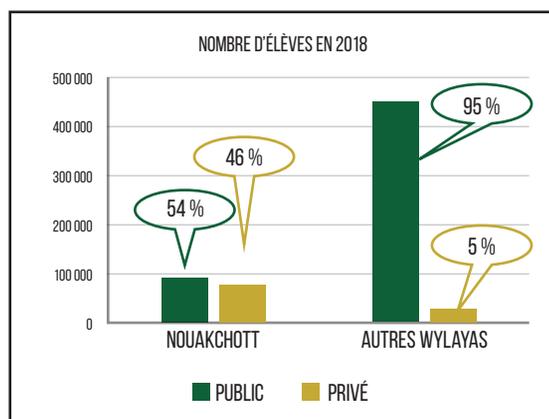
- L'enseignement supérieur, plus de 18 ans : Ce niveau d'enseignement est offert par les universités et instituts d'éducation supérieure est organisé autour du système Licence-Maitrise-Doctorat (LMD).<sup>12</sup> L'enseignement supérieur public gratuit est composé de filières généralistes à accès libre et des filières sélectives (ex. écoles d'ingénieurs, médecine) tandis que l'offre privée à but lucratif est limitée aux zones urbaines.

Figure 30: Les dépenses d'éducation ont augmenté en Mauritanie, mais restent faibles comparé aux pays pairs

Figure 31: Le budget de l'éducation en Mauritanie est absorbé par les salaires aux dépens intrants essentiels



Source : 2017/18 annuaire statistique et calculs des auteurs



Source : 2017/18 annuaire statistique et calculs des auteurs

### 2.1.2. Financement de l'éducation

**60. Depuis 1999, la Mauritanie fonctionne au niveau primaire et secondaire dans un système d'instruction unifié bilingue arabo-français.** La dernière réforme de 1999 a tenté de corriger les effets pervers de la réforme de 1979 qui avait créé deux sous-systèmes éducatifs au niveau linguistique. Au cours de cette période, la population arabophone fréquentait le système d'éducation utilisant l'arabe comme langue d'enseignement, tandis que la population non-arabophone fréquentait les écoles utilisant le français comme langue d'instruction.<sup>13</sup> La réforme de 1999 visait à créer un système éducatif bilingue unifié et ainsi combler un fossé qui se creusait au sein de la société mauritanienne. Dans le nouveau système unifié, les disciplines littéraires (histoire-géographie, éducation civique, philosophie, etc.) sont enseignées en arabe, alors que les disciplines scientifiques sont enseignées en français (mathématiques et sciences).

<sup>12</sup> Dans le cadre du système LMD, les étudiants reçoivent la licence après trois ans, le master prend deux ans supplémentaires et enfin le doctorat ou Ph.D. prend généralement trois à quatre ans de plus.

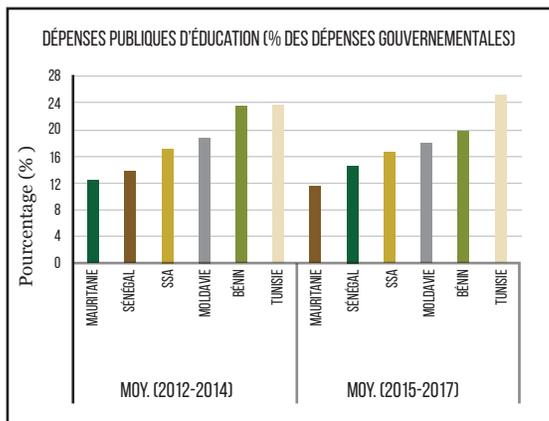
<sup>13</sup> De 1979 à 1999, lors de la coexistence de deux systèmes d'enseignement au niveau linguistique primaire et secondaire, l'enseignement des langues Poular, Azayr (Soninke) et Wolof avait été introduit dans le curriculum à l'école primaire au début des années 1980, et la langue arabe à tous les niveaux. La politique officielle de remplacer graduellement le français par des langues locales, et la mise en place de l'arabe littéraire à la fin des années 1970, mena toutefois à des protestations et fut éventuellement abandonnée.

**61. Parallèlement au système d'éducation formel existe un système informel religieux, en particulier les écoles coraniques et les mahadras.** Ces écoles dispensent un enseignement religieux sur les fondements de l'islam et de la morale aux enfants de 4 à 18 ans, ainsi qu'aux adultes. Ces écoles religieuses constituent, entre autres, une forme de préscolarisation puisqu'elles sont fréquentées par les enfants en bas âge. Les écoles coraniques et les mahadras constituent également une forme de filet social recueillant aussi les élèves en marge ou ayant quitté le système d'éducation formel.<sup>14</sup>

**62. Bien que les dépenses publiques consacrées à l'éducation aient augmenté, elles restent faibles.** La part des dépenses publiques consacrées au secteur d'éducation en pourcentage du total des dépenses publiques a augmenté, passant d'une moyenne de 12,4% en 2012-2014 à 14,5% en 2015-2017. Malgré cette augmentation, l'écart de dépenses entre la Mauritanie et ses pairs et l'ASS reste grande (Figure 32). Il faut cependant noter que le nouveau gouvernement, qui a élevé l'éducation comme sa principale priorité, a substantiellement augmenté le budget du secteur dont la part est passée de 13,3% en 2019 à 23,9% dans le budget 2020.

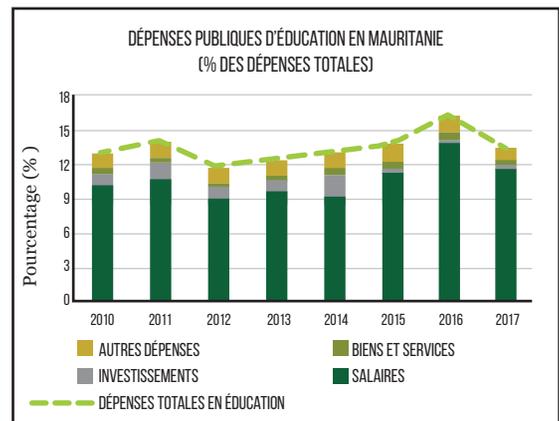
**63. Un focus plus détaillé révèle que les dépenses publiques sont absorbées par les salaires au détriment des intrants essentiels.** Le grand budget du secteur éducatif en Mauritanie est absorbé par les salaires qui ont augmenté de 79% en 2010 à 86% en 2017 (Figure 33). Ce taux élevé, qui est nettement supérieur à la moyenne de 69% enregistrée en ASS 2017, laisse peu de ressources disponibles pour les intrants essentiels pour améliorer les résultats d'apprentissage. En effet, les dépenses sur biens et services ont diminué, passant de 4,3% des dépenses totales d'éducation en 2010 à 3,2% en 2017. Ce taux est faible car il comprend des intrants éducatifs essentiels tels que les manuels, les guides de pratique et les programmes de base pour les étudiants l'ameublement, la formation des enseignants et l'élaboration des programmes d'études.

Figure 32: Les dépenses d'éducation ont augmenté en Mauritanie, mais restent faibles comparé aux pays pairs



Source: BOOST et calculs des auteurs

Figure 33: Le budget de l'éducation en Mauritanie est absorbé par les salaires aux dépens intrants essentiels



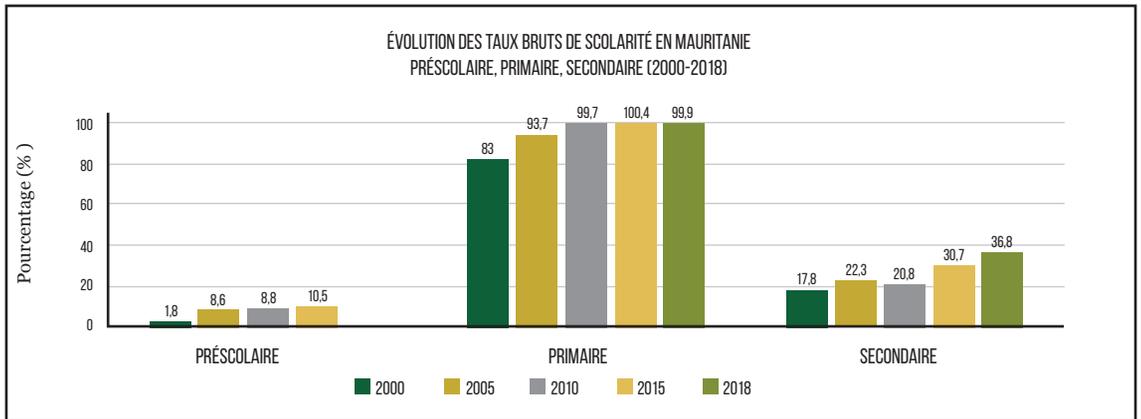
Source: BOOST et calculs des auteurs

14 Sous la juridiction du Ministère des Affaires Islamiques et de l'Enseignement Originel, ces écoles ne sont pas réglementées et n'ont pas de curriculum scolaire de base, mais reçoivent tout de même un financement public représentant environ 9% du budget total des écoles publiques (2014). En 2010, on dénombrait 6.489 écoles religieuses en Mauritanie, dont 3.219 écoles coraniques et 585 mahadras. Environ 21.707 élèves ont fréquenté les mahadras en 2010, dont près de la moitié (47%) ont fréquenté en parallèle le système scolaire public et religieux. Les 2.684 écoles religieuses restantes ne répondaient pas aux critères d'une école mahadra ou coranique (Ministère des Affaires Islamiques et de l'Enseignement Originel, 2010).

### 2.1.3. Les progrès accomplis dans le domaine de l'éducation au cours des dernières décennies

**64. La Mauritanie a réalisé des progrès appréciables en termes d'accès à l'éducation dans les dernières décennies.** Les Taux Bruts de Scolarisation (TBS) pour tous les niveaux d'enseignement (préscolaire, primaire et secondaire) ont augmenté au cours des dernières années (Figure 34). La fréquentation du préscolaire, bien qu'encore confinée au privé, a cru de moins de 2% à 10,5% entre 2000 et 2015, mais reste nettement inférieur à la moyenne en ASS de 20% (WDI 2019)<sup>15</sup>. Au niveau primaire, le TBS a crû de 17 points de pourcentage entre 2000 et 2018 pour atteindre 100%, alors qu'au niveau secondaire, le TBS a plus que doublé à 36,8%, mais demeure en dessous de la moyenne en ASS de 43,4%.

Figure 34: Les Taux Bruts de Scolarisations ont augmenté au cours des dernières années

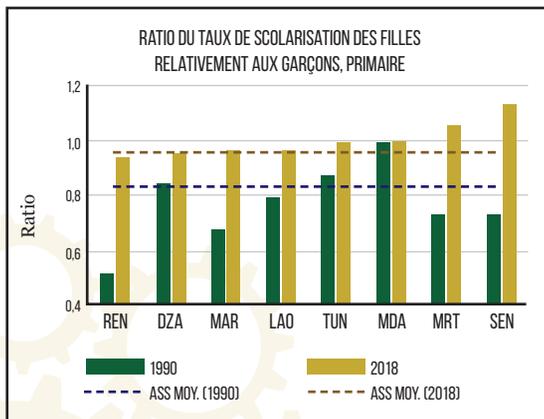


Source: WDI

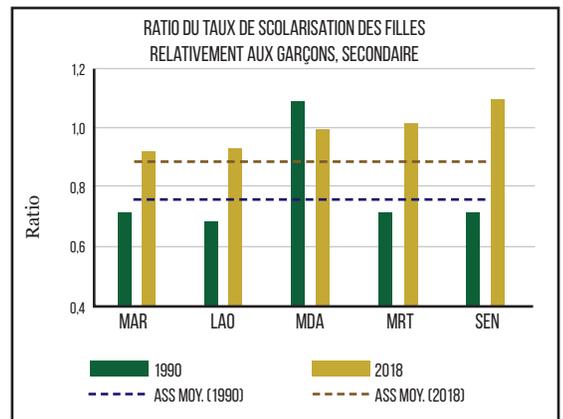
**65. De plus, la Mauritanie a fait des progrès remarquables au cours des dernières décennies en termes d'équité scolaire selon le genre.** La Mauritanie est l'un des rares pays de l'ASS qui a atteint l'Objectif de Développement du Millénaire (ODM) d'égalité des genres à l'école primaire et secondaire. Le ratio du taux de scolarisation des filles relativement aux garçons au niveau des écoles primaires a crû de manière significative au cours des trois dernières décennies grimpant de 0,73 en 1990 à 1,06 en 2018 (Figure 35). De même au niveau secondaire, ce ratio a bondi de 0,45 en 1990 à 1,02 en 2018, dépassant ainsi la plupart des pays pairs et la moyenne en ASS (Figure 36).

Figure 35: La Mauritanie a atteint l'équité d'éducation selon le genre au niveau primaire et...

Figure 36: ... secondaire dépassant la plupart des pays pairs et la moyenne en ASS



Source: WDI et calculs des auteurs



Source: WDI et calculs des auteurs

15 Les chiffres seraient plus élevés s'ils incluaient les écoles religieuses, dont les écoles coraniques et mahadras qui constituent un système éducatif informel accueillant les enfants de 4 à 18 ans ainsi que les adultes.

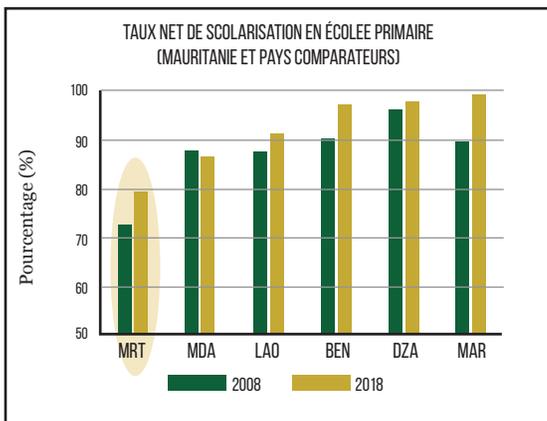
## 2.2. Des lacunes importantes subsistent dans le système éducatif

**66. Malgré les réalisations dans les dernières années, d'importantes lacunes subsistent dans le système éducatif en Mauritanie.** Les principaux problèmes sont notamment : les faibles taux de scolarisation et de rétention des étudiants, les mauvais résultats d'apprentissage, l'incomplétude des écoles et l'allocation des enseignants, le faible niveau de compétence des enseignants et une gouvernance inadéquate.

### 2.2.1. Faibles taux de scolarisation et de rétention des étudiants

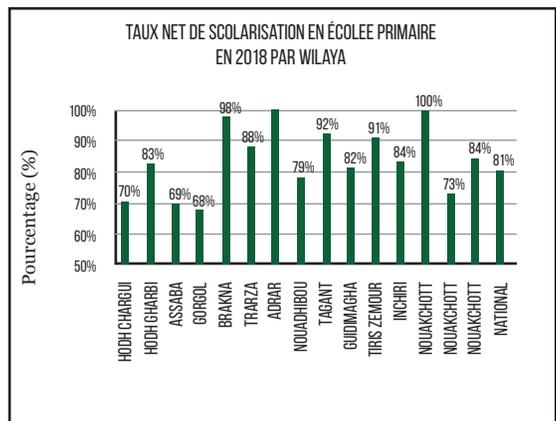
**67. Le Taux Net de Scolarisation (TNS) reste bas, particulièrement dans les régions les plus pauvres.** Malgré une progression de 6,9 points de pourcentage au cours de la dernière décennie, le TNS dans les écoles primaires demeure seulement 79,6% en 2018, loin derrière l'objectif du millénaire d'accès à tous à l'éducation primaire. A titre comparatif, le TNS en Mauritanie est le plus défavorable par rapport à ses pays pairs pour lesquels des données sont disponibles (Figure 37). Ce constat est valide pour le TNS au niveau secondaire qui a atteint à peine 31% en 2018 en Mauritanie contre 36% dans l'ASS. Trois Wilayas présentent en particulier des TNS au niveau primaire de 70% et moins, soit Assaba, Gorgol et Hodh-Charghi (Figure 38). Ces Wilayas sont également parmi les plus pauvres du pays.

Figure 37: Le Taux Net de Scolarisation (TNS) en Mauritanie reste bas en comparaison aux pays pairs



Source: WDI et calculs des auteurs

Figure 38: Les wilayas les plus pauvres ont un TNS très bas



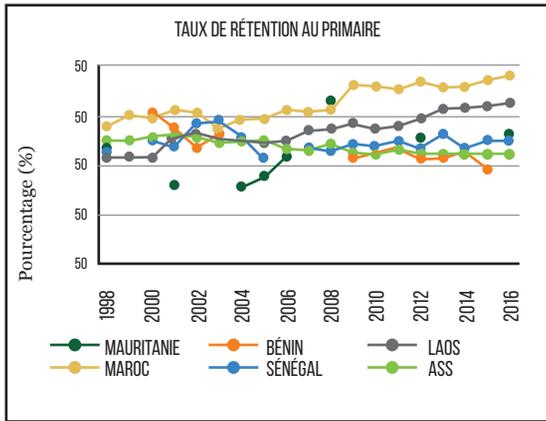
Source: MEN (2018) Annuaire Statistiques.

**68. En plus du faible TNS, la déperdition scolaire est élevée car un grand pourcentage d'enfants mauritaniens ne poursuit pas leurs études jusqu'à la fin des cycles.** Bien que le Taux de Rétention au Primaire (TRP) — soit le pourcentage des enfants inscrits en première année primaire qui éventuellement atteignent la 6e année — ait cru de 9 points de pourcentage entre 1998 et 2016, plus du tiers des élèves du primaire quittent l'école avant la fin du cycle primaire en Mauritanie. Pendant la même période, un pays comme le Laos, qui avait initialement un TRP légèrement inférieur à la Mauritanie en 1998, a gagné 27 points de pourcentage, dépassant ainsi le TRS de la Mauritanie en 2016 (Figure 45).

**69. La lente amélioration de l'achèvement du cycle primaire est marquée par d'importantes disparités selon les groupes socio-économiques et les régions.** Le Taux d'Achèvement du Primaire (TAP)<sup>16</sup> a augmenté dans les années passées et est de 4 points de pourcentage plus élevé que la moyenne en ASS (Figure 40). Néanmoins, le TAP pour les élèves des ménages les plus pauvres est inférieur à la moitié de celui des élèves des ménages les plus riches (Figure 41). En outre, le TAP a tendance à être plus élevé dans les zones urbaines (97%) que dans les zones rurales (70%). Également, on observe des disparités régionales. Par exemple, le TAP est de 102% à Nouakchott comparé à seulement 51% dans Inchiri.

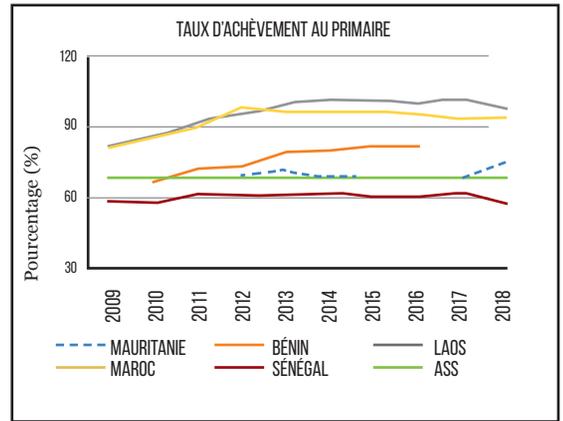
16 Le taux d'achèvement du primaire (ou taux brut d'admission à la dernière année du primaire), est le nombre de nouveaux entrants (effectifs moins redoublants) dans la dernière année du primaire, quel que soit l'âge, divisé par la population à l'âge d'entrée pour le dernier niveau d'enseignement primaire. Les limites des données empêchent d'ajuster pour les élèves qui abandonnent au cours de la dernière année de l'enseignement primaire. Sources: WDI - UNESCO Institute for Statistics (<http://uis.unesco.org/>)

Figure 39: Les Taux de Rétention et...



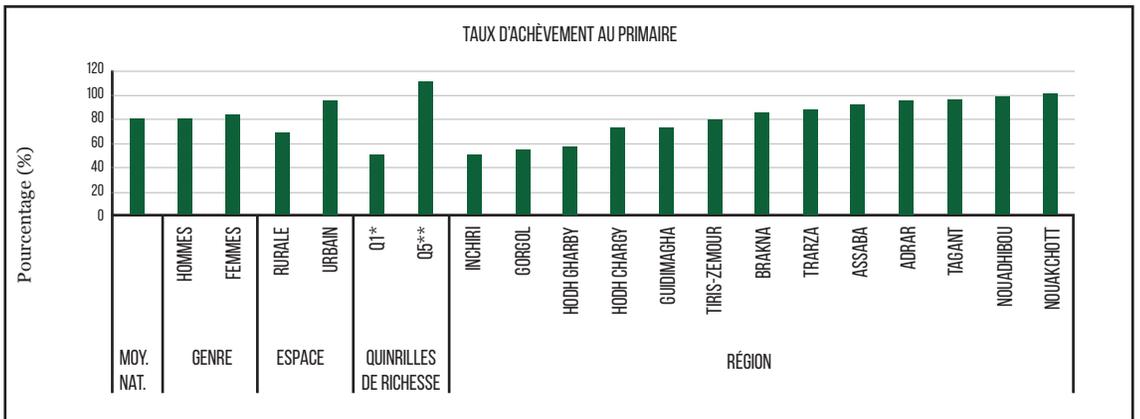
Source: WDI et calculs des auteurs

Figure 40: ... les Taux de d'achèvement au primaire ont augmenté au cours des dernières années



Source: WDI et calculs des auteurs

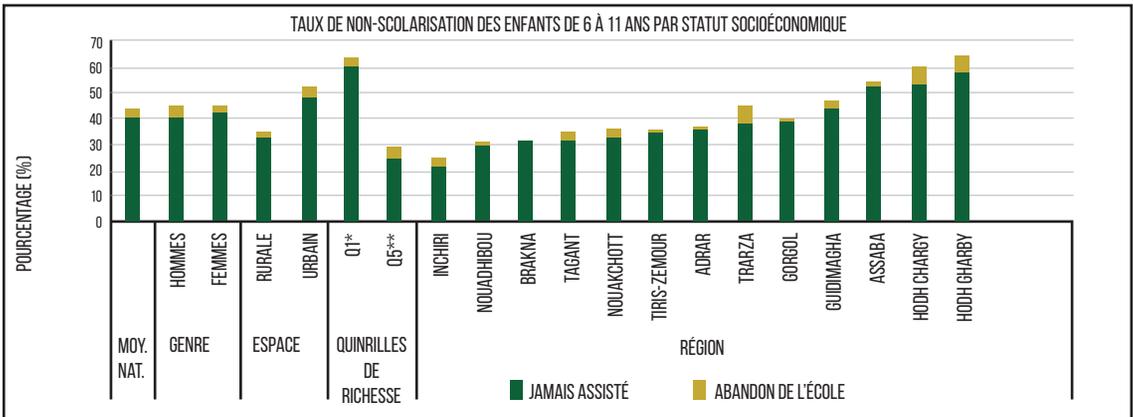
Figure 41: Néanmoins, L'achèvement du cycle primaire est marqué par d'importantes disparités selon les groupes socio-économiques et les régions



Source : EPCV 2014 et calculs des auteurs. Note : \* Q1 représente les 20% les plus pauvres, \*\* Q2 représente les 20% les plus riches

**70. La faible insertion et la déperdition font en sorte qu'une grande proportion d'enfants ne sont pas scolarisés ce qui constitue l'un des principaux défis de l'accumulation de capital humain en Mauritanie.** Comme le montre la Figure 42, 44% des enfants mauritaniens âgés de 6 à 11 ans, soit 260 000 enfants ne sont pas scolarisés, dont la majorité n'est jamais allée à l'école (41%). De plus, les enfants issus de régions rurales et de milieux économiques pauvres sont affectés plus fortement par l'incidence de la déscolarisation. Par exemple, le taux de non-scolarisation est de seulement 25% à Inchiri alors qu'il atteint 64% dans la région de Hodh Gharby. Ainsi, les enfants de Hodh Gharby ont moins de possibilités d'accumuler du capital humain et des opportunités économiques à l'avenir, contrairement aux enfants de Inchiri.

Figure 42: En résultat, une grande proportion d'enfants ne sont pas scolarisés



Source : EPCV 2014 et calculs des auteurs. Note : \* Q1 représente les 20% les plus pauvres, \*\* Q2 représente les 20% les plus riches

### 2.2.2. Qualité de l'éducation

71. **Au-delà de la simple mesure quantitative de la scolarisation, la qualité de l'éducation est importante pour la croissance économique (Hanushek, 2013 ; World Bank, 2018).** A cet égard, la qualité des apprentissages est de loin le défi le plus important auquel le secteur de l'éducation mauritanien est confronté. Le système d'éducation de base ne fournit pas les notions élémentaires de lecture, d'écriture et de calcul pour la plupart des enfants. Cela conduit à des résultats d'apprentissage extrêmement faibles comme le montre les évaluations des compétences des élèves effectuées au niveau national.<sup>17</sup>

72. **Les enquêtes nationales révèlent un très faible niveau d'apprentissage en mathématiques et en langues, particulièrement en français.** L'enquête de la Cellule Nationale de l'Évaluation (CNE) de 2014 a révélé, qu'en moyenne, un élève de 3ème année ne maîtrise que 23% du curriculum d'arabe et seulement 13% du curriculum de français (Table 5). Alors que les scores en arabe étaient plus élevés pour les élèves de 5e année (40%), les scores en mathématiques et en français étaient encore très faibles (9% et 16%) et ne se sont même pas améliorés par rapport à 2003. Ces résultats reflètent une stagnation en termes de qualité de l'éducation qui n'est généralement pas observée dans d'autres pays. Le niveau de réussite aux concours nationaux post-primaire confirme le constat du faible niveau d'acquisition des élèves. En particulier, seulement 34% parmi les 68 391 candidats au concours d'entrée en 1ère année du secondaire en 2014 ont obtenu des scores moyens supérieurs ou égaux à 50% du score global.

Table 6: Les enquêtes nationales révèlent un très faible niveau d'apprentissage au niveau primaire en mathématiques et en langues, particulièrement en français

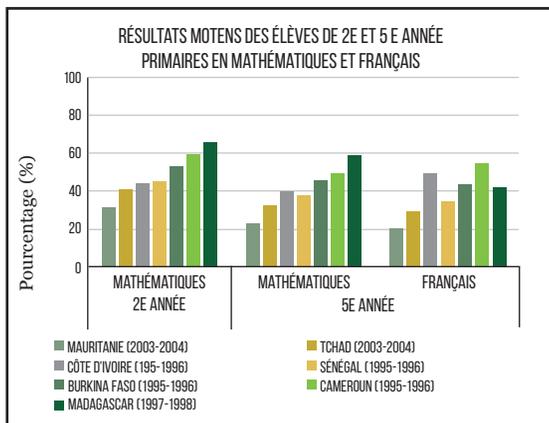
% RÉUSSITE	3AF		5AF	
	2014	2003	2011	2014
ARABE	23%	32%	29%	40%
FRANÇAIS	13%	16%	18%	16%
MATHÉMATIQUE	---	11%	8%	9%

Source: CNE

17 Au niveau national, l'évaluation des apprentissages scolaires au cycle fondamental est effectuée à intervalle irrégulières par la CNE du MEN depuis 2003 et plus régulièrement ces dernières années dans le cadre du PASEB financé par la Banque mondiale. Les évaluations standardisées internationales permettant de comparer les résultats d'apprentissages dans lesquelles a participé la Mauritanie sont encore plus rares, le PASEC 2003 et le SDI 2018 étant les exceptions.

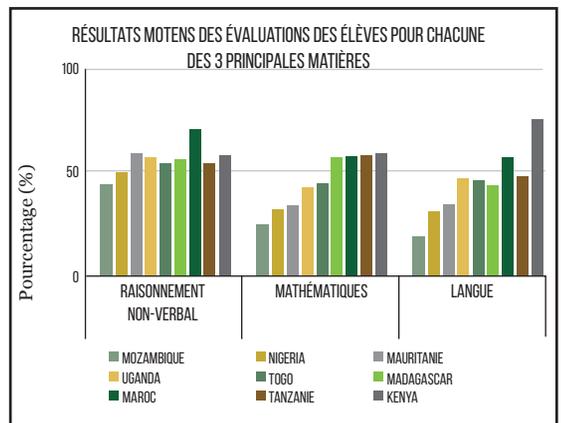
73. **Les tests internationaux montrent également que les performances scolaires en Mauritanie sont parmi les plus faibles du monde.** L'enquête PASEC<sup>18</sup> 2003 comportait une évaluation des élèves de 2<sup>ème</sup> année primaire en mathématiques, et de 5<sup>ème</sup> année primaire en mathématiques et français. Cette évaluation montre que les élèves mauritaniens se classent en dernière position parmi les élèves des pays de l'ASS ayant participé à la même évaluation (Figure 43). Ces faibles niveaux sont aussi observés 15 ans plus tard dans l'enquête SDI (Service Delivery Indicator ou, en français, Indicateurs de prestation des services, IPS) de 2018.<sup>19</sup> Les résultats d'apprentissage des élèves mauritaniens en mathématiques et en français étaient bien inférieurs à la moyenne des pays d'ASS, à l'exception du Mozambique et du Nigeria (Figure 44). En mathématiques, les résultats moyens des élèves en Mauritanie sont de 13,6 points inférieurs à la moyenne des pays d'ASS. Les résultats des élèves en arabe bien que plus probants, sont également nettement inférieurs à ceux des élèves marocains qui ont participé à l'évaluation en arabe.

Figure 43: Les élèves mauritaniens ont obtenu les plus faibles résultats parmi l'ensemble des pays en ASS ayant participé à l'évaluation du PASEC



Source: PASEC et calculs des auteurs

Figure 44: Les faibles niveaux de compétence des élèves mauritaniens sont également observés 15 ans plus tard dans le SDI 2018



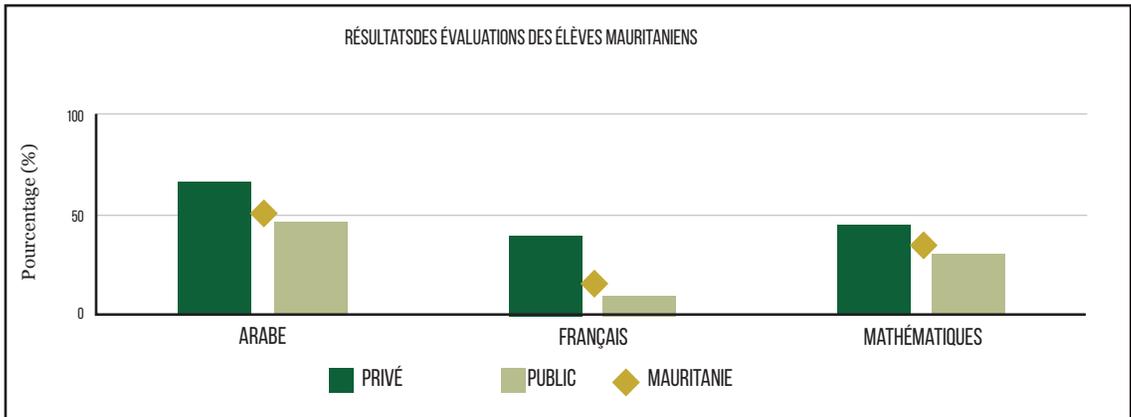
Source: SDI 2018 et calculs des auteurs

74. **Les élèves mauritaniens fréquentant les écoles publiques obtiennent des résultats nettement plus faibles dans toutes les matières que les élèves du secteur privé.** Les différences entre les écoles privées et publiques dans les résultats d'apprentissage sont significatives (Figure 45). Les écarts sont tout particulièrement marqués en français. Par exemple, pour les élèves de 4<sup>ème</sup> année, les élèves des écoles privées obtiennent un résultat moyen de 39,5% contre 10% pour les élèves des écoles publiques. Les écarts sont également marqués en langue arabe. Les élèves du secteur public ont obtenu 19,6 points de pourcentage de moins en moyenne que les élèves du privé (46,6% contre 66,2% respectivement). Dans le test de mathématiques, les écarts sont un peu moindres, soit 12,9 points de pourcentage, mais toujours significativement inférieurs pour les élèves fréquentant le secteur public (31,6% contre 44,5% respectivement). En raison du biais de sélection, ces différences ne signifient pas forcément que les écoles privées offrent une meilleure qualité d'enseignement, mais peut-être capture le meilleur niveau de vie des élèves fréquentant les écoles du secteur privé.

18 Programme d'analyse des systèmes éducatifs de la CONFEMEN

19 L'enquête SDI a été réalisée en Mauritanie en 2018 auprès de 300 écoles primaires en milieu rural et urbain du secteur public et privé. Le SDI mesure divers indicateurs de la qualité des écoles primaires à l'aide d'un ensemble normalisé d'instruments à travers les pays. La Mauritanie est le 11<sup>ème</sup> pays d'Afrique à avoir mis en place un SDI et peut donc être comparée au Kenya, à Madagascar, au Maroc, au Mozambique, au Niger, au Nigeria, au Sénégal, à la Tanzanie, au Togo et à l'Ouganda. Une description de la méthodologie et des indicateurs SDI est présentée en Annexe II.

Figure 45: Les différences entre les écoles privées et publiques dans les résultats d'apprentissage sont importantes



Source: SDI 2018 et calculs des auteurs

**75. En particulier, les compétences des élèves mauritaniens en termes de lecture et d'arithmétique simples ne sont pas bonnes et plus faible dans les écoles publiques.** Seuls 1,7% des élèves de 4e année dans les écoles publiques pouvaient lire une simple phrase de 8 mots en français lors de l'enquête SDI, contre 11,5% d'élèves fréquentant les écoles privées. La lecture d'une phrase en arabe a été un peu plus aisée, 29,8% des élèves des écoles publiques y parvenant, contre 40,8% dans les écoles privées. En termes de compétences d'arithmétique, 37% des élèves de 4e année ne pouvaient pas additionner deux nombres à un chiffre (43% dans les écoles publiques et 20% dans les écoles privées). En ce qui concerne les opérations comportant deux nombres à deux chiffres, les élèves du public se comparent comme suit avec leurs pairs du secteur privé, addition : 34,1% contre 65,7% ; soustraction : 10,6% contre 21,0% ; et multiplication : 2,3% contre 4,4%. Ces écarts entre les élèves des écoles publiques et privée sont particulièrement troublants dans une optique de la réduction de la pauvreté, car ils suggèrent que les élèves plus riches ont un meilleur accès à des écoles performantes que les plus pauvres.

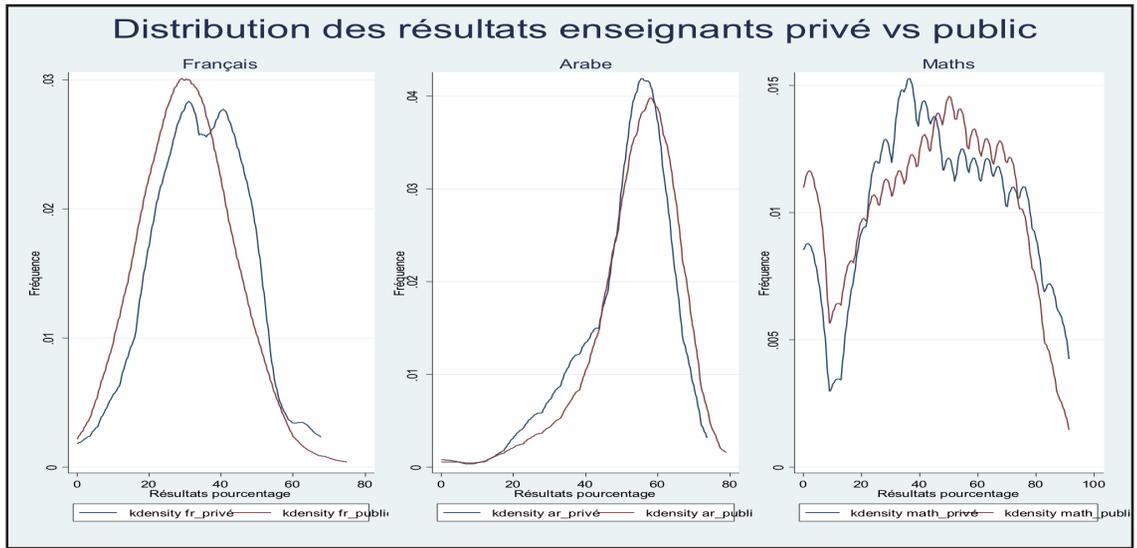
### 2.3. Causes sous-jacentes des lacunes du système éducatif

**76. Plusieurs facteurs expliquent les lacunes du système d'éducation de base, en particulier le sous-financement du secteur de l'éducation et la faible efficacité dans l'utilisation des ressources.** Ces facteurs sont les suivants : (i) un très faible niveau de compétence des enseignants et une pénurie d'enseignants qualifiés, (ii) la faible gouvernance du secteur et l'absentéisme élevé des enseignants, (iii) le délabrement des infrastructures scolaires et un matériel d'apprentissage inadéquat, et (iv) une discontinuité de l'offre scolaire.

#### 2.3.1. Pénurie d'enseignants compétents

**77. Un problème fondamental du secteur éducatif en Mauritanie est le faible niveau de compétence des enseignants.** Selon les résultats du SDI 2018 qui a évalué les enseignants en français, arabe, mathématiques et pédagogie, aucun enseignant n'avait les niveaux requis pour enseigner le français et l'arabe (Figure 46). En mathématiques, à peine 4,8% des enseignants ont obtenu une note égale ou supérieure à 80%, un seuil estimé correspondre au niveau des connaissances minimales requis pour que l'enseignant soit performant en 4e année. Ces conclusions sont conformes aux résultats de l'évaluation nationale qui a été menée à grande échelle par le Ministère de l'Éducation Nationale (MEN) en 2007. Plus de 14 000 enseignants du primaire et du secondaire ont été évalués à l'aide d'un test de 5e année en mathématiques, en arabe et en français. Les résultats ont montré que moins de 10% des enseignants ont obtenu un score de 70% ou plus et que seulement 0,4% des enseignants ont obtenu un score de 85% ou plus. De plus, moins de 0,5% des enseignants possédaient le minimum de connaissances des méthodes pédagogiques et n'étaient ainsi pas en mesure de transmettre efficacement leur savoir à leurs élèves.

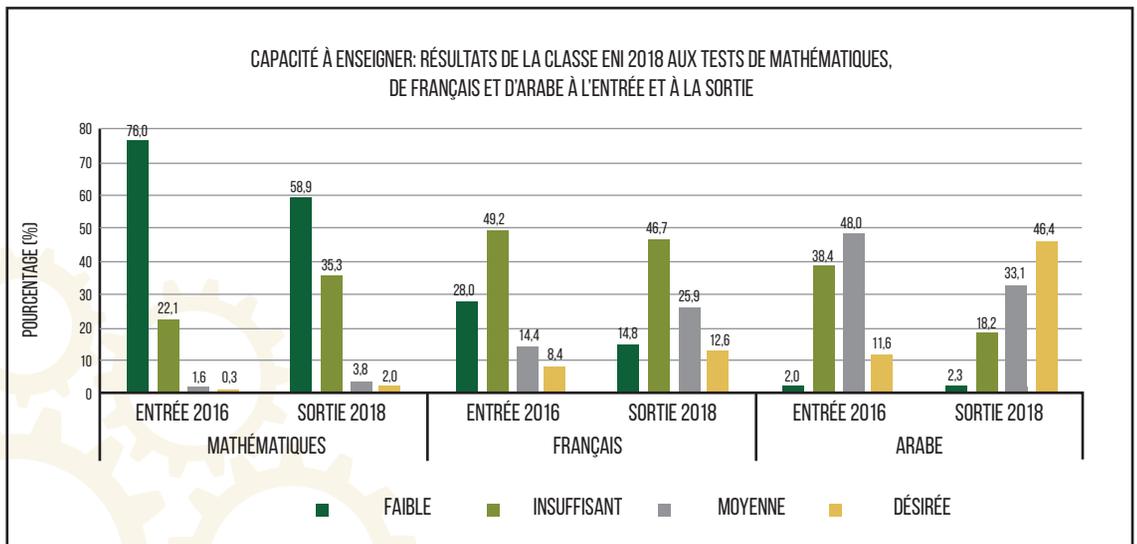
Figure 46: La majorité des enseignants en Mauritanie n'ont pas les compétences requises au niveau international pour enseigner



Source: SDI 2018 et calculs des auteurs

**78. La pénurie d'enseignants qualifiés ne se limite pas aux enseignants actuels mais s'étend également aux diplômés des instituts de formation des enseignants ou Écoles Normales des Instituteurs (ENI).** Les candidats des quatre ENI (Nouakchott, Aioun, Akjoujt et Kaedi) ont été testés pendant cinq années consécutives de 2014 à 2018 à l'entrée et à la sortie des ENI. Les candidats étaient classés en quatre groupes : (i) faibles, c'est-à-dire inaptes à enseigner ; (ii) insuffisants, pour ceux qui ont de graves déficiences et ont une faible chance d'être qualifiés ; (iii) moyens, pour ceux qui peuvent être une formation adéquate ; et (iv) souhaitée, pour ceux qui ont le prérequis pour devenir enseignants. La distribution des résultats de la cohorte 2016 de candidats montre que les ENI n'attirent pas un groupe adéquat de candidats (Figure 47). Lors de leur entrée en 2016, seulement 1,9% des futurs enseignants avaient une chance d'être un bon professeur de mathématiques, 22,7% en français et 59,6% en arabe. Après trois ans à l'ENI, peu de diplômés sont jugés aptes à enseigner, en particulier en mathématiques où seulement 5,8% sont au niveau moyen ou supérieur. Ainsi, malgré les années de formation, les candidats enseignants acquièrent peu de connaissances sur le contenu au cours des années.

Figure 47: Les ENI n'embauchent pas des enseignants capables d'enseigner et n'améliorent pas de manière significative le niveau de compétence des futurs enseignants



Source: « Évaluation des acquis des élèves-maitres de la 3ème année de l'EN I » – CNE 2018 et calculs des auteurs

**79. Le fait que les ENIs forment des enseignants n'ayant pas des niveaux de compétences élevées signifie que la qualité du flux d'enseignants qui entre dans le système doit être améliorée de façon urgente.** En moyenne, entre 400 et 550 nouveaux enseignants rejoignent le système public des ENIs chaque année. Bien que ce nombre ne soit pas négligeable, il est faible par rapport au stock de plus de 14.000 enseignants qui enseignent déjà dans les salles de classe.

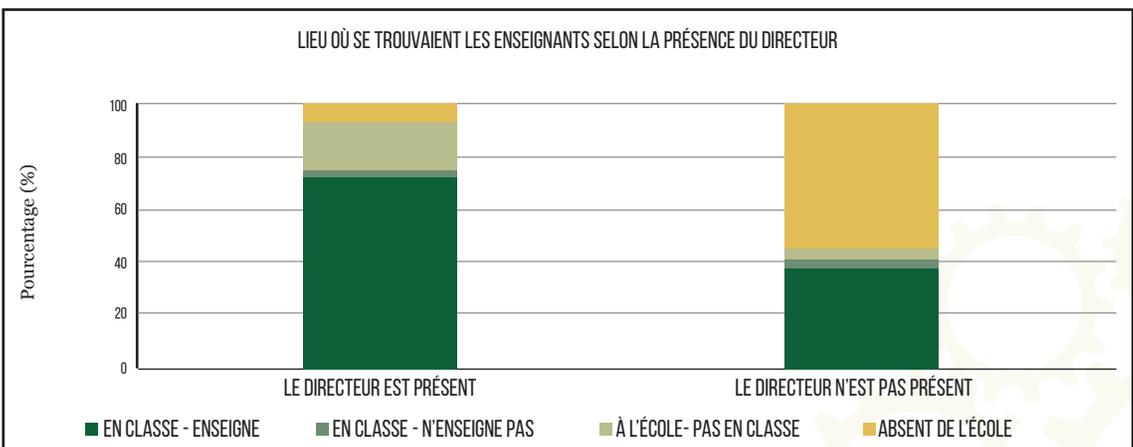
**80. Le recrutement de femmes enseignantes est tout particulièrement à promouvoir.** La Mauritanie compte trop peu de femmes enseignantes selon les normes africaines et particulièrement peu dans les postes de direction à l'école. En 2018, la part des femmes enseignantes dans le secteur primaire public s'élevait à moins de 35%. La Mauritanie a donc encore un long chemin à parcourir afin d'atteindre la parité des genres parmi les enseignants. L'écart entre les genres est encore plus marqué en ce qui concerne les postes de direction d'écoles, puisque seulement 4,5% des directeurs d'école sont des femmes. A cet égard, les écoles primaires privées comptent étonnamment moins d'enseignantes en leur sein que les écoles publiques (27%), mais une proportion trois fois plus élevée de femmes qui occupent le poste de directeur d'école, soit 15%.

### 2.3.2. Faible gouvernance des écoles et absentéisme élevé des enseignants

**81. La gouvernance inadéquate est signalée par diverses parties prenantes comme pénalisant les performances du secteur de l'éducation, tant au niveau centralisé que des écoles.** Outre les problèmes déjà mentionnés, la prise de décision hautement au niveau central, le faible suivi, le manque de transparence et le manque d'implication des parties prenantes au niveau de l'école entraînent une allocation et une utilisation inefficaces des ressources. De plus, l'absence d'un système de gestion de l'information fonctionnel (sur la répartition des enseignants dans le système scolaire, les inscriptions des élèves, les données sur le niveau de scolarité, etc.) entrave la capacité à gérer efficacement le secteur.

**82. La faiblesse de la gouvernance au niveau des écoles est évidente, comme en témoigne l'absentéisme élevé des enseignants qui est fortement associée à l'absence du directeur à l'école.** Selon le SDI 2018, lors des visites inattendues, 14,5% des enseignants des écoles primaires publiques étaient absents des écoles. Même lorsqu'ils se trouvent dans les écoles, 14,5% des enseignants supplémentaires ne sont pas dans la salle de classe alors qu'ils devraient y être. Le taux d'absentéisme en classe est donc estimé à 29%; ainsi près d'un tiers du temps d'enseignement est perdu parce que les enseignants ne sont pas présents en classe.<sup>20</sup> Une analyse plus approfondie montre que l'absentéisme des enseignants est lié à l'absentéisme des directeurs. Lorsque le directeur est présent à l'école, moins de 7% des enseignants étaient absents de l'établissement scolaire (Figure 48). Ce taux grimpe à 55% lorsque le directeur est absent. Cette situation reflète un problème de gestion au niveau de l'école mais encore plus à un manque de leadership et de responsabilisation des parties au niveau de l'école.

Figure 48: L'absence des enseignants à l'école est fortement associée à l'absence du directeur à l'école



Source: SDI (2018)

<sup>20</sup> Voir Annexe III pour les définitions des indicateurs mesurant la performance du secteur de l'éducation utilisés dans ce rapport.

**83. Les problèmes de gouvernance dans le secteur de l'éducation se reflètent également dans la réglementation inadéquate du secteur privé, qui se développe rapidement sans contrôle des exigences.** Bien que les écoles privées soient soumises à une autorisation officielle et doivent respecter des normes minimales, dans les faits il n'y a pas de contrôle ou d'application de ces exigences. Selon les témoignages de responsables du MEN et d'ONG, la plupart des écoles privées emploient des enseignants du secteur public, ce que tend à confirmer les taux élevés d'absentéisme observés dans les écoles publiques.

### 2.3.3. Conditions d'enseignement inadéquates: matériels scolaires et infrastructures

**84. Les écoles publiques en Mauritanie souffrent d'un manque de matériel didactique, en particulier, l'absence d'un tableau noir fonctionnel.** Selon le SDI de 2018, près des deux tiers des classes de 4e année ne disposaient pas du matériel didactique minimal pour les élèves dans les écoles publiques. La contrainte principale est la disponibilité d'un tableau noir fonctionnel. Par exemple, environ la moitié des élèves de 4e années ne disposent pas d'un tableau noir en bon état dans leur classe. De plus, la mauvaise qualité des tableaux noirs dans près de 20% des classes de 4e année ne permettent pas à un élève de lire un texte écrit du fond de la classe.

**85. L'accès aux manuels scolaires et leur utilisation dans les salles de classe sont faibles.** En 2018, seulement 17,5% des élèves dans les écoles publiques utilisaient un manuel dans les classes de mathématiques, français ou arabe. Un écart important est observé avec les élèves des écoles primaires privées qui étaient près de trois fois plus susceptibles d'avoir un manuel scolaire que leurs homologues dans le système public (33,3% contre 13,6%). Les manuels scolaires en français étaient particulièrement rares dans les écoles publiques, où seulement 6,6% des élèves disposaient d'un, contre 12,3% et 21,7% respectivement pour l'arabe et les mathématiques. Bien que les manuels scolaires sont, en principe, distribués gratuitement aux écoles primaires publiques par l'Institut Pédagogique National - et malgré les chiffres officiels de distribution fournis par le MEFRSEN, qui aurait dû couvrir tous les élèves - les manuels disponibles gratuitement dans les écoles sont rares. Les élèves doivent généralement se procurer eux-mêmes les manuels sur le marché noir auprès de vendeurs locaux à des prix souvent exorbitants.

**86. De plus, les infrastructures sanitaires dans les écoles publiques sont rares et peu salubres.** Seules 48% des écoles primaires publiques disposent de toilettes accessibles pour les étudiants (SDI, 2018).<sup>21</sup> Les écoles publiques rurales sont moins susceptibles d'avoir des toilettes (41,6%) que les écoles en milieu urbain (69,6%). De plus, les trois cinquièmes des écoles publiques rurales et environ le tiers des écoles urbaines ne disposent pas d'installations sanitaires jugées fonctionnelles, soit des installations accessibles, propre et assurant l'intimité (espace clos et séparant les genres). En outre, seule une école publique sur 11, tant rurale qu'urbaine, dispose d'installations sanitaires considérées comme adéquates. L'accès aux infrastructures sanitaires est cependant disponible pour tous les étudiants du secteur privé, qui disposent d'au moins une toilette dans leurs écoles. Néanmoins, des installations suffisamment propres et intimes ne sont disponibles que dans un tiers des écoles privées.

**87. En particulier, il y a un manque important de latrines adéquates.** Dans les zones rurales, la moitié des écoles publiques n'ont pas de latrines car un grand pourcentage de ces écoles a été construit par les parents des élèves qui n'ont pas pris en compte ces infrastructures lors de la construction des écoles. Dans les zones urbaines, où les latrines sont présentes dans la plupart des écoles - mais en nombre insuffisant par rapport au nombre d'élèves - ces installations sont souvent soit inutilisables (dans un état de délabrement) soit inaccessibles aux élèves en raison du manque de personnel d'entretien, d'eau courante, et/ou de produits de nettoyage.

### 2.3.4. Discontinuité éducative : incomplétude des écoles et allocation des enseignants

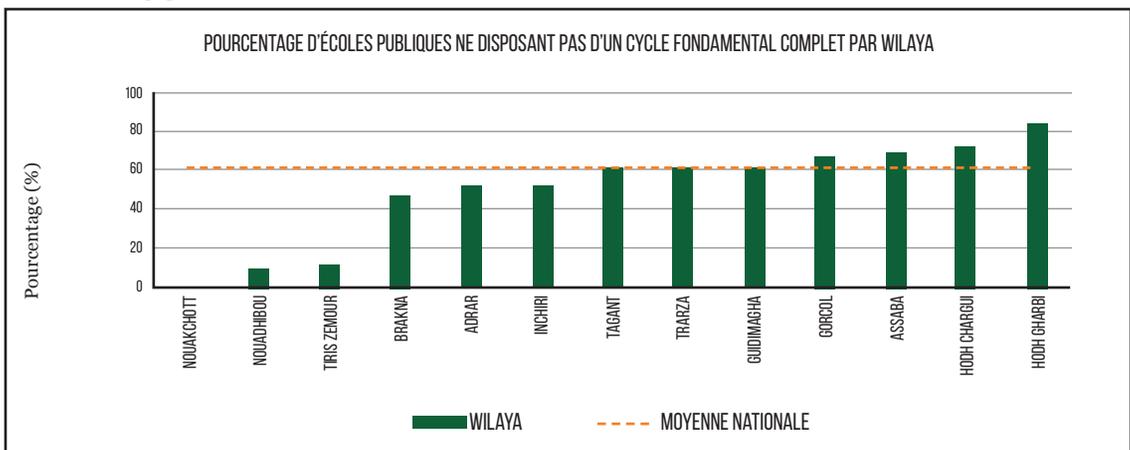
**88. Le fait que les écoles ne sont pas en mesure d'offrir l'ensemble des années du primaire affecte la continuité de la scolarité primaire et la rétention des élèves.** Environ 25% des élèves au primaire étaient en situation de discontinuité éducative en 2013-14 en raison de l'absence d'offre du niveau supérieur dans l'école

21 L'annuaire statistique 2017/18 ne dénombreait que 424 toilettes parmi les 2 924 écoles primaires publiques fonctionnelles, soit un maximum de 15% des écoles ayant accès à des toilettes. Il semble très probable que les directeurs d'école ou ceux qui remplissent les formulaires pour le recensement scolaire n'aient pas correctement signalé les toilettes car il n'y a pas une seule toilette signalée à Assaba et Tagant.

où ils étaient scolarisés. Cette discontinuité a un impact direct sur les abandons en cours de cycle, réduisant d'autant plus le niveau de rétention. En effet, la rétention dans les écoles complètes a été estimée à 79% soit 19 points de pourcentage de plus que celle dans l'ensemble des écoles (World Bank, 2019a). Cette association entre la complétude des cycles et la rétention scolaire montre que l'accroissement de la continuité éducative améliorerait la rétention des élèves au primaire.

**89. L'incomplète de l'offre de classes qui conduit à une discontinuité scolaire pour les étudiants est liée à un manque d'effectifs étudiants ou d'enseignants.** Selon l'annuaire statistique de 2017/18, 61% des écoles primaires n'ont pas un cycle primaire complet de la 1<sup>ère</sup> à la 6<sup>ème</sup> année. C'est le cas principalement dans les wilayas à l'Est du pays à caractère rural qui se caractérisent par une faible densité de population qui fait en sorte que le nombre d'enfants dans la majorité des zones scolaires n'est pas suffisant pour permettre d'offrir des classes à chaque niveau primaire. Par exemple, le pourcentage d'écoles incomplètes dans les wilayas de Hodh Gharbi, Hodh Charghi et du Tagant était de 84%, 73% et 60%, respectivement (Figure 49). De plus, 31% des écoles primaires du pays étaient à classe unique, cette proportion atteignant environ 50% dans les wilayas de Hodh Charghi et de Inchiri.

Figure 49: Le taux d'incomplète des écoles primaires est particulièrement élevé dans les Wilayas rural qui se caractérisent par une faible densité de population



Source: SDI 2018 et calculs des auteurs

**90. Outre la faible densité de population, l'incomplète des écoles résulte du dysfonctionnement dans le processus d'élaboration de la carte scolaire.** Ce processus suit une approche du haut vers le bas (top-down approach), selon laquelle le gouvernement central définit les conditions de création de nouvelles écoles publiques ou de réhabilitation des écoles publiques existantes en fonction des besoins locaux. Cette approche a conduit à la prolifération de petites écoles qui sont (i) difficiles à atteindre et à desservir, (ii) incomplètes et incapables d'assurer la continuité de la scolarité, (iii) et provoquent des abandons précoces et/ou des entrées tardives. Ce problème est toujours présent dû à la pression politique des dirigeants des communautés locales et au lobbying des élus qui veulent une école pour leur communauté quelles que soient les conditions.

**91. L'incomplète des écoles est aussi liée à la mauvaise gestion de l'affectation des enseignants entre les écoles et les régions.** De nombreuses écoles sont en sur-effectif, en particulier dans les zones urbaines, tandis que leurs homologues rurales souffrent d'une pénurie d'enseignants. Selon le SDI 2018, 52% des écoles publiques sont touchées par la sous-affectation des enseignants, c'est-à-dire que le nombre d'enseignants en service dans l'école est inférieur au nombre de classes présentes. Ce problème de sous-effectif touche plus de 83% des écoles publiques rurales avec une moyenne de 0,71 enseignant par classe, alors que les écoles urbaines sont en sureffectif, avec une moyenne de 1,38 enseignant par classe (World Bank, 2019a).

**92. La répartition des enseignants entre les écoles primaires est très inefficace et n'est pas toujours en fonction du nombre d'étudiants de l'école.** L'annuaire statistique 2017/18 indique un total de 14 794 enseignants du primaire, dont 9 655 (65,3%), 3 202 (21,6%) et 1 937 (13,1%) sont respectivement des enseignants parlant arabe, français ou bilingues. Selon nos estimations, seulement 71% de la variation observée du nombre d'enseignants par école s'explique par le nombre d'élèves<sup>22</sup>. Ces biais d'allocation sont particulièrement préjudiciables compte tenu des coûts associés et de l'importance des enseignants pour l'apprentissage des élèves.

**93. La répartition inefficace des enseignants entre les écoles est un autre symptôme de problèmes de gouvernance.** Le processus de prise de décision centralisé régissant l'allocation des enseignants n'implique pas les instances régionales (DREN), sous-régionales (IDEN) ni les communautés qui disposent de meilleures informations locales. De plus, la mauvaise affectation des enseignants est liée également à la capacité non-contrôlée des enseignants à déménager dans la capitale une fois embauchés.

Nouakchott, par exemple compte 21,6% des enseignants du pays tandis qu'elle accueille 6,4% des écoles primaires publiques et 16,6% des élèves. Ainsi, il s'avèrerait impératif de mettre en place un mécanisme stratégique de dotation en personnel, en termes de quantité et de qualité des enseignants.

#### 2.4. Réformes institutionnelles récentes

**94. Dans le cadre de la SCAPP, le gouvernement mauritanien a récemment mis en œuvre certaines réformes visant à améliorer la gouvernance du système éducatif.** Ces réformes prennent assise dans le renforcement de la gestion en milieu scolaire, dont la décentralisation et la responsabilisation des directeurs d'école et des communautés locales. En particulier, elles visent à améliorer la qualité de l'enseignement et de l'apprentissage des élèves grâce à des enseignants plus qualifiés et une meilleure gestion par le biais du renforcement de l'autonomie, de la responsabilité et de l'efficacité des écoles.

**95. Parmi les réformes récemment mises en œuvre, avec le soutien de la Banque mondiale à travers l'appuis budgétaire et le projet d'éducation (World Bank, 2019c, 2020b), notons :**

- L'adoption par le MEFRSEN et le MID d'un décret portant sur la création dans chaque école publique d'un Comité de Gestion des Écoles (COGES).<sup>23</sup> Ces comités ont pour objectif d'assurer une gestion scolaire basée sur une approche participative. Leur principale mission est de contribuer à améliorer la qualité des apprentissages, d'accroître l'accès à l'école, de lutter contre les disparités, de gérer les manuels et fournitures scolaires, et de contribuer au suivi de l'assiduité et la régularité des présences des enseignants à l'école.<sup>24</sup>

- Le MEFRSEN et le MFPTEMA<sup>25</sup> ont également adopté un décret réglementant l'absentéisme des enseignants des écoles publiques primaires et secondaires.<sup>26</sup> Ce décret vise à réduire l'absentéisme en fixant les conditions d'absence des enseignants et en précisant le nombre d'heures hebdomadaires d'enseignement de chaque catégorie d'enseignement, ainsi que les mesures à prendre en cas d'absence.<sup>27</sup>

- Le MEFRSEN a également édicté à cet égard un règlement donnant aux directeurs d'écoles, en coordination avec les COGES, le pouvoir de sanctionner les enseignants absents et de faire rapport aux IDEN. Le MEFRSEN a aussi mis en place un mécanisme de suivi des performances opérationnelles des COGES par le biais du taux d'absentéisme des enseignants du primaire.

<sup>23</sup> Décret n° 2019-039 du 1er mars 2019

<sup>24</sup> Ces comités de supervision et de suivi regroupent l'administration territoriale, les communes, les parents d'élèves et les représentants des élèves.

<sup>25</sup> Ministère de la fonction publique, du travail, l'emploi et la modernisation de l'administration.

<sup>26</sup> Décret n° 2019-038 du 1er mars 2019.

<sup>27</sup> Le décret établit les horaires hebdomadaires des enseignants comme suit : Instituteur et instituteur adjoint du fondamental : 30h ; professeur de collège : 22h ; professeur de lycée 18h. Un enseignant ne complétant pas sa tâche hebdomadaire dans sa classe est orienté par le directeur de l'établissement vers une autre classe du même établissement ou un autre pour complément ou alternativement vers une activité administrative ou culturelle au sein de l'établissement.



- De plus, le MEFRSEN a adopté un décret instituant une revue stratégique des compétences des enseignants du primaire afin d'assurer un niveau de compétence minimal des enseignants du fondamental. Ce décret exige que tous les enseignants satisfassent aux normes minimales des compétence pour continuer à enseigner.<sup>28</sup>

- A cette fin, une évaluation régulière des enseignants a été établie afin de déterminer le niveau de maîtrise par les enseignants des contenus enseignées en Arabe, en Français et en Mathématiques, ainsi que des pratiques pédagogique et didactiques. L'évaluation périodique des compétences des enseignants du primaire vise à augmenter le pourcentage d'enseignants en cours d'emploi qui satisfont aux normes minimales de compétence, mais également à améliorer le rendement et la motivation des enseignants les plus qualifiés et à améliorer l'adéquation entre la formation continue des enseignants et les besoins de ces derniers en renforcement des capacités et de connaissances pédagogiques.<sup>29</sup>

**96. Ces réformes s'inscrivent dans la foulée de nombreuses études qui ont montré que la gestion en milieu scolaire contribue à accroître la participation scolaire et à réduire l'absentéisme des élèves et des enseignants.** Les preuves de l'impact de la gestion en milieu scolaire sur les résultats d'apprentissage sont toutefois mitigées. Le principal mécanisme est la décentralisation (partielle) de la prise de décision de l'administration vers les parents et les communautés qui sont habilités à tenir la direction de l'école responsable.<sup>30</sup> Les COGES sont appelées à jouer un rôle essentiel dans le renforcement des relations de responsabilité entre les écoles et les communautés qu'elles desservent.

## **2.5. Pistes de réflexion pour accélérer les réformes et remettre le secteur de l'éducation sur la bonne voie**

**97. Afin de relever les défis importants soulignés ci-dessus, cette section propose des pistes de réflexion pour améliorer le système éducatif mauritanien en profondeur.** En particulier, les autorités pourraient augmenter le financement efficace du secteur, embaucher et former des enseignants hautement qualifiés, améliorer le suivi et l'évaluation dans le secteur, institutionnaliser un processus décentralisé de carte scolaire, et renforcer la participation de la communauté et des COGES dans la gestion des écoles. Ces pistes de réflexion sont expliquées ci-dessous.

**98. Le gouvernement devrait se concentrer d'avantage sur l'éducation en allouant plus de ressources à ce secteur.** Comme indiqué ci-dessus, les dépenses en matière d'éducation restent faibles et sont principalement absorbées par les salaires au détriment des intrants essentiels. Ces faiblesses expliquent en partie les faibles niveaux d'apprentissage en Mauritanie. Il est donc nécessaire de profiter des excédents budgétaires générés au cours des dernières années pour augmenter efficacement les dépenses d'éducation. Dans ce contexte, le budget 2020 était un pas dans la bonne direction puisque les dépenses allouées au secteur de l'éducation ont augmenté de 10,6% par rapport au budget 2019, représentant ainsi de 23,9% du budget total de l'état. Le gouvernement devra s'assurer que ces dépenses publiques sont efficaces, arrivent aux destinataires, et financent les inputs prévus. L'avènement du COVID-19 aura un impact fiscal significatif qui pourrait négativement affecter les ressources allouées à l'éducation. Le gouvernement devrait maintenir la tendance à la hausse du budget de l'éducation malgré cette tension.

**99. La présence d'enseignants en quantité et en qualité suffisantes dans les salles de classe devrait être l'une des principales priorités pour progresser de manière décisive vers la réalisation des ODD dans le domaine de l'éducation.** L'enseignant est la ressource la plus importante du secteur éducation. Il absorbe la plus grande part du budget et détermine le niveau des apprentissages. En Mauritanie, les enseignants sortants des ENIs (le flux) ne sont pas au niveau et ils rejoignent les enseignants déjà en salle classe (le stock)

28 Décret n° 2019-040 du 1er mars 2019

29 Les enseignants du fondamental sont tenus de passer une évaluation à l'écrit en Arabe, en Français, en Mathématiques et en pédagogie au moins une fois tous les quatre ans. Selon leur classement en 4 groupes (excellent, bon, moyen, insatisfaisant), les enseignants les mieux classés bénéficieront de primes spéciales d'excellence ou de motivation, de priorités d'avancement ou de relocalisation. Les enseignants classés au niveau insatisfaisant devront suivre une formation de base et seront retirés des classes si leur niveau ne s'améliore pas dans l'évaluation subséquente.

30 Dans le cadre du Rapport sur le développement dans le monde 2004, la gestion en milieu scolaire répond à un échec fondamental de la prestation de services en fournissant une meilleure information et une voix plus forte au client (élèves, parents, communautés) afin qu'elle puisse tenir le prestataire (enseignants, école directeurs, structures de gouvernance des écoles) plus responsables.

qui ne maîtrisent pas le curriculum. Pour améliorer les apprentissages, il est crucial de relever la qualité aussi du flux que du stock des enseignants. Pour relever le défi de la qualité du flux des enseignants, le gouvernement s'est déjà engagé dans la réforme des ENIs qui seront mis sur contrat de performance. Améliorer la qualité des 14.000 enseignants qui constituent le stock est un défi plus important et qui devra se faire dans le temps. Le gouvernement s'est engagé sur des réformes importantes pour relever ce défi. Tout d'abord l'identification à travers une évaluation rigoureuse et régulière des enseignants qui ne sont pas du tout capables d'enseigner et leur affectation hors de la salle de classe. Pour les autres enseignants, la mise en place d'un système de formation continue robuste permettra de relever le niveau de la qualité du stock. Ces réformes prises ensemble permettront de s'assurer que les enfants mauritaniens sont enseignés par un personnel qui a le niveau requis et est motivé, gage d'une éducation de qualité.

**100. Étant donnée la faible qualité du stock des enseignants en ce moment l'introduction de nouvelles méthodes d'enseignement comme les leçons scriptées permettrait d'améliorer la qualité de l'éducation.** Les enseignants signalent régulièrement que, grâce à cette méthode, leur pratique est rendue plus efficace en transférant le temps gagné pour l'écriture de leurs leçons, à d'autres pratiques pédagogiques efficaces telles que les évaluations en classe et en mettant davantage l'accent sur les performances des élèves.

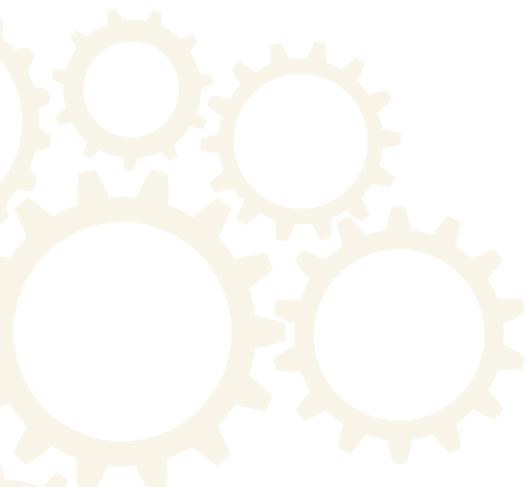
**101. Pour améliorer la supervision, le suivi et l'évaluation dans le secteur, il est important d'avoir un système moderne de ressources humaines qui peut identifier et localiser les enseignants de manière unique.** Il existe de nombreuses écoles en sureffectif, en particulier dans les zones urbaines, tandis que leurs homologues ruraux souffrent d'un manque de personnel chronique. La répartition inefficace des enseignants entre les écoles est un symptôme d'un processus de prise de décision centralisé qui n'implique pas les DREN, les IDEN et les communautés qui disposent de meilleures informations locales. Le déploiement d'un système d'information sur la gestion de l'éducation (SIGE) s'avère un élément essentiel visant à fournir des données en temps réel pour le suivi de l'allocation et de la gestion des enseignants. Un tel système participerait à une meilleure gestion du déploiement des enseignants et à leur gestion de carrière.

**102. Pour accroître également la responsabilité au niveau local, il faudrait institutionnaliser un processus décentralisé de carte scolaire qui délègue la décision aux niveaux régional (DREN) et sous-régional (IDEN).** Tel que souligné, l'incomplétude de nombreuses écoles perturbe l'éducation des élèves et accroissent les abandons scolaires lorsqu'ils n'ont pas accès à la classe suivante dans leur communauté. Ainsi, il est important de suivre une approche ascendante (bottom-up approach) qui permettra aux acteurs locaux de participer à la conception et à la mise en œuvre de la carte scolaire. Cela peut être réalisé par une nouvelle répartition des responsabilités entre les acteurs institutionnels. Le niveau central devrait se concentrer sur la planification sectorielle, l'élaboration et la mise en œuvre des politiques, le suivi, l'allocation des ressources et la supervision du secteur. De leur côté, les DREN devraient être responsables de l'élaboration d'un plan de développement régional sur trois ans, de la mise en œuvre annuelle de la carte scolaire régionale, de l'allocation des ressources aux IDEN et aux écoles et de la gestion décentralisée du SIGE. Enfin, les IDENs seront responsables de la gestion des enseignants et de la supervision des écoles au niveau départemental. Les IDENs produiront également leurs propres cartes scolaires qui seront consolidées au niveau des DRENs.

**103. Un système de gestion scolaire solide, renforcé par la participation de la communauté et des COGES, peut contribuer à réduire l'absentéisme.** Les problèmes d'absentéisme très élevés dans les écoles primaires laissent croire qu'un solide système de gestion en milieu scolaire renforcé par la participation de la communauté pourrait aider à réduire l'absentéisme. Impliquer d'avantage les communautés dans le fonctionnement de l'école afin qu'elles puissent vérifier si les directeurs et les enseignants sont absents et les tenir responsables de l'absence s'est avéré efficace dans de nombreux pays et est susceptible de travailler également en Mauritanie. Les institutions de gestion en milieu scolaire comme les COGES peuvent également aider à réduire les absences des élèves et à améliorer les résultats d'apprentissage. A cet égard, il s'avérerait important de sensibiliser les communautés et les dirigeants communautaires du rôle critique qu'ils peuvent jouer grâce à leur participation active au COGES dans l'amélioration des services éducatifs.

**104. Pour faire face à la crise du COVID-19 et les crises potentielles à venir le système éducatif a mis en place un système embryonnaire d'enseignement à distance qu'il devra renforcer.** La capacité à mettre en œuvre des options d'apprentissage à distance est cependant limitée en raison du manque d'accès à internet pour l'ensemble de la population. Les données du MICS 2015 suggèrent que seulement 3,6% des ménages ont accès à internet, l'accès étant concentré dans le quintile le plus riche. Il faudra donc nécessairement utiliser d'autres médias, tels que la radio (45,6% d'accès au niveau national), la télévision (33,2% d'accès au niveau national) et les téléphones mobiles (91,9% d'accès au niveau national) pour mettre en œuvre l'apprentissage à distance.

**105. Il faut également améliorer la qualité de l'éducation dans le système public tout en régulant le système privé est gage de la cohésion sociale.** Le secteur privé de l'éducation est concentré sur Nouakchott et croît plus vite que le secteur public. Le secteur privé se développe sans une régulation adéquate et n'offrent pas un service de qualité aux parents qui y emmènent leurs enfants en raison de la détérioration de la qualité à l'école publique. Le gouvernement devrait réguler fermement le secteur privé en mettant en place des standards minimum de qualité.



## RÉFÉRENCES

- Abadie, A., Diamond, A., & Hainmueller, J. (2010). Synthetic Control Methods for Comparative Case Studies: Estimating the Effect of California's Tobacco Control Program. *Journal of the American Statistical Association*, 105(490), 493–505. <http://doi.org/10.1198/jasa.2009.ap08746>.http
- Baldwin, R., & Weder di Mauro, B. (2020). *Mitigating the COVID Economic Crisis: Act Fast and Do Whatever It Takes*. London: Centre for Economic Policy Research (CEPR). Retrieved from <https://voxeu.org/content/mitigating-covid-economic-crisis-act-fast-and-do-whatever-it-takes>
- Gouvernement Mauritanien. (2016). *Strategie Nationale de Croissance Acceleree et de Prosperite Partagee (SCAPP 2016-2030)* (Vol. I). Nouakchott.
- Gouvernement Mauritanien. (2019). *République Islamique de Mauritanie Discours de Politique Générale du Gouvernement*. Nouakchott.
- Hanushek, E. A. (2013). Economic growth in developing countries: The role of human capital. *Economics of Education Review*, 37, 204–212. <https://doi.org/10.1016/j.econedurev.2013.04.005>
- Herrendorf, B., Rogerson, R., & Valentinyi, A. (2014). Growth and Structural Transformation. In *Handbook of Economic Growth* (Volume 2) (pp. 855–941).
- World Bank. (2018). *World Development Report: Learning to realize the education's promise*. Washington D.C. [https://doi.org/10.1596/978-1-4648-1096-1\\_ov](https://doi.org/10.1596/978-1-4648-1096-1_ov)
- World Bank. (2019a). *Islamic Republic of Mauritania: First Competition and Skills Development Financing Project*. Washington D.C.
- World Bank. (2019b). *Rapport sur la situation Economique en Mauritanie: Améliorer le climat des affaires pour favoriser le développement du secteur privé*. Washington D.C.
- World Bank. (2019c). *The First Competition and Skills Development Policy Financing, forthcoming*. Washington D.C.
- World Bank. (2020a). *Global Economic Prospects: Slow Growth, Policy Challenges*. Washington D.C.
- World Bank. (2020b). *Mauritania Basic Education Sector Support Project - Phase 2*. Washington D.C.
- World Bank. (2020c). *Mauritania Country Economic Memorandum: Accelerating Growth Through Diversification and Productive Cities*. Washington D.C.

# ANNEXES

## ANNEXE I : TABLEAUX STATISTIQUES

Table A.1: Indicateurs macroéconomiques clés

VARIABLE	UNITÉ	HISTORIQUE				PROJECTIONS (SCÉNARIO DE BASE)			PROJECTIONS (SCÉNARIO DE BASE)		
		2016	2017	2018	2019	2020P	2021P	2022P	2020P	2021P	2022P
PIB NOMINAL	MILLIARDS MRU	225.5	241.9	251.5	278.6	283.5	306.1	329.0	268.6	290.0	308.9
TAUX DE CHANGE	MRU/\$	35.2	35.8	35.7	36.8	..	..	..	..	..	..
INFLATION (IPC)	%	1.5	2.3	3.0	2.2	3.7	4.0	4.2	3.9	4.2	4.4
INFLATION (DÉFLATEUR)	%	11.2	3.7	1.8	4.6	3.9	3.6	2.8	3.5	5.1	3.2
CROISSANCE DU PIB RÉEL, DONT	%	1.3	3.5	2.1	5.9	-2.0	4.2	4.6	-6.8	2.7	3.3
SECTEUR PRIMAIRE	%	1.0	-0.6	0.4	0.3	0.2	0.5	0.6	-0.1	0.4	0.4
INDUSTRIE	%	0.0	0.9	-2.3	1.8	-0.2	2.2	2.4	-2.4	1.4	1.7
INDUSTRIES EXTRACTIVES	%	1.1	-1.2	-2.7	1.3	-0.1	0.8	0.8	-1.5	0.6	0.5
INDUSTRIES MANUFACTURIÈRES	%	-1.1	2.1	0.4	0.5	-0.1	1.4	1.6	-0.9	0.8	1.2
SERVICES	%	0.2	2.4	3.4	3.3	-1.8	1.1	1.2	-3.7	0.7	0.8
TAXES NETTES	%	0.0	0.8	0.6	0.5	-0.2	0.4	0.4	-0.6	0.2	0.3
RECETTES DU GOUVERNEMENT	% DU PIB	20.6	20.3	22.7	20.6	18.1	19.8	20.2	16.9	19.0	19.6
DÉPENSES DU GOUVERNEMENT	% DU PIB	20.8	20.5	20.1	18.6	21.5	20.6	20.4	21.3	20.1	19.9
SOLDE BUDGÉTAIRE	% DU PIB	-0.3	-0.2	2.5	2.0	-3.4	-0.7	-0.2	-4.4	-1.1	-0.3
SOLDE BUDGÉTAIRE PRIMAIRE	% DU PIB	0.5	0.9	3.7	3.0	-2.2	0.5	1.0	-3.7	-0.3	0.4
DETTE PUBLIQUE	% DU PIB	72.4	69.6	75.7	71.8	81.1	81.2	79.6	86.2	86.2	84.5
BALANCE DES COMPTES COURANTS	% DU PIB	-11.0	-10.1	-13.8	-10.6	-17.4	-17.2	-14.1	-20.1	-19.2	-16.8
IDE NET	% DU PIB	4.2	8.7	11.0	11.7	8.0	14.7	13.2	6.9	7.6	8.8

Source: BM, MF, ONS, FMI, chiffres de la population des Nations Unies et calculs des auteurs

## ANNEXE II: NOTE SUR LA MÉTHODOLOGIE ET LES INDICATEURS SDI

**À ce jour, il n'existe pas d'indicateurs robustes et standardisés pour mesurer la qualité des services telle que perçue par le citoyen en Afrique.** Les indicateurs existants ont tendance à être fragmentés et se concentrent soit sur les résultats finaux ou les intrants, plutôt que sur les systèmes sous-jacents qui aident à générer les résultats ou à utiliser les intrants. En fait, aucun ensemble d'indicateurs n'est disponible pour mesurer les contraintes associées à la prestation de services et le comportement des prestataires de première ligne, qui ont tous deux un impact direct sur la qualité des services auxquels les citoyens ont accès. Sans informations cohérentes et précises sur la qualité des services, il est difficile pour les citoyens ou les politiciens (le mandataire) d'évaluer les performances des prestataires de services (le mandaté) et de prendre des mesures correctives.

**Le SDI fournit un ensemble de paramètres pour comparer les performances des écoles en Afrique.** Les indicateurs peuvent être utilisés pour suivre les progrès dans/et entre les pays au fil du temps, et visent à améliorer le suivi actif de la prestation de services pour accroître la responsabilité publique et la bonne gouvernance. En fin de compte, l'objectif de cet effort est d'aider les décideurs, les citoyens, les prestataires de services, les donateurs et les autres parties prenantes à améliorer la qualité des services et à améliorer les résultats en matière de développement.

**La perspective adoptée par les indicateurs est celle des citoyens accédant à un service.** Les indicateurs peuvent ainsi être considérés comme un bilan de la prestation de services dans le domaine de l'éducation. Cependant, au lieu d'utiliser les perceptions des citoyens pour évaluer la performance, les indicateurs rassemblent des informations objectives et quantitatives à partir d'une enquête sur les unités de prestation de services de première ligne, en utilisant des modules de l'Enquête de suivi des dépenses publiques (ESDP), l'Enquête quantitative sur la prestation de services (QSDS) et l'Enquête sur l'absence du personnel (EAP).

**La littérature souligne l'importance du fonctionnement des écoles et plus généralement, la qualité de la prestation des services.** La littérature sur la prestation de services montre clairement que, sous réserve que les prestataires soient suffisamment qualifiés et déploient les efforts nécessaires, l'augmentation des flux de ressources pour la santé peut effectivement avoir des résultats éducatifs bénéfiques.

**L'initiative SDI est une initiative mondiale qui vise à développer et institutionnaliser la collecte d'un ensemble d'indicateurs qui évalueraient la qualité de la prestation de services dans et entre les pays, et au fil du temps.** Ce projet est un partenariat de la Banque mondiale, du Consortium pour la recherche économique en Afrique (AERC) et de la Banque africaine de développement. Son but ultime est d'augmenter considérablement la responsabilité pour la prestation de services à travers l'Afrique, en offrant des outils de plaidoyer importants aux citoyens, aux gouvernements et aux donateurs ; de travailler vers l'objectif final de parvenir à des améliorations rapides de la réactivité et de l'efficacité de la prestation de services.

De plus amples informations sur les instruments et les données de l'enquête SDI, et plus généralement sur l'initiative SDI, sont disponibles sur : [www.SDIndicators.org](http://www.SDIndicators.org) et [www.worldbank.org/sdi](http://www.worldbank.org/sdi), ou en contactant [sdi@worldbank.org](mailto:sdi@worldbank.org).

## ANNEXE III: DÉFINITIONS DES INDICATEURS DE PERFORMANCE DU SECTEUR DE L'ÉDUCATION

Table A.2: Définitions des indicateurs mesurant la performance du secteur de l'éducation

INDICATEUR	DÉFINITION	INTERPRÉTATION
Taux d'absence de l'école	Proportion des absents lors d'une visite inopinée sur un nombre maximal de 10 enseignants sélectionnés aléatoirement dans une école.	Cet indicateur est mesure de la manière suivante : Pendant la première visite annoncée, un nombre maximal de 10 enseignants sont sélectionnés aléatoirement dans la liste de tous les enseignants (à l'exclusion des volontaires et des enseignants à temps partiel) qui sont dans le répertoire de l'école. Les caractéristiques de ces 10 enseignants sont par la suite vérifiées lors d'une deuxième visite à l'improviste. Les enseignants qui se trouvent à tout endroit dans l'enceinte de l'école sont marqués comme présents.
Taux d'absence de la salle de classe	Proportion des enseignants qui sont présents dans la salle de classe pendant les heures d'enseignements prévues, tel qu'observe durant une visite inopinée.	Cet indicateur est structuré de la même manière que l'indicateur du taux d'absence de l'école, sauf que le numéro est maintenant le nombre d'enseignants qui sont absents de l'école, ou présents à l'école mais absents de la salle de classe et des déclarations du nombre d'heures d'enseignement.
Durée que l'enseignant consacre à l'enseignement pendant une journée d'école	Durée que l'enseignant consacre à l'enseignement pendant une journée d'école.	<p>La durée d'enseignement est ajustée en tenant compte de la durée pendant laquelle les enseignants s'absentent de la salle de classe en moyenne et en tenant compte de la durée pendant laquelle les professeurs enseignent quand ils sont en classe en se basant sur les observations effectuées en salle de classe. La distinction est faite entre activités pédagogiques et activités non pédagogiques pour la durée de présence en salle de classe.</p> <p>L'enseignement est défini de manière très large, incluant : interagir activement avec les élèves, corriger et évaluer le travail des élèves, poser des question aux élèves, soumettre les élèves a des tests, utiliser le tableau ou faire faire des tâches particulières aux étudiants, des exercices pratiques ou des exercices de mémorisation. Les activités non pédagogiques consistent entre autres à traiter des questions personnelles, maintenir la discipline en classe, ou ne rien faire et laisser ainsi les élèves dissipés.</p>

Connaissances minimales	Proportion des enseignants ayant les connaissances minimales exigées.	Cet indicateur mesure la proportion des enseignants qui maîtrisent le programme scolaire qu'ils enseignent. Il est basé sur des tests de mathématiques et de langue couvrant le programme scolaire du primaire appliquée à l'école ; il est obtenu par le calcul du pourcentage des enseignants qui obtiennent une note supérieure à 50 pourcent dans la partie du test dur la langue et les mathématiques. Le test est administré à tous les enseignants de mathématiques et de langue qui ont enseigné les classes de 3 <sup>e</sup> année l'année précédente ou la quatrième année pendant l'année de l'enquête.
Disponibilité des infrastructures minimales	Moyenne non pondérée de la proportion des écoles ou les éléments suivants sont disponibles : système électrique et sanitaires fonctionnels.	C'est un indicateur binaire reflétant : (a) la disponibilité de toilettes fonctionnelles. Et (b) la visibilité dans les salles de classe. Par définition, les toilettes sont dites fonctionnelles quand l'enquêteur a vérifié sa satisfaction qu'elles étaient en état de fonctionner, accessibles, propres et assurant l'intimité (espace clos et séparation des sexes). Pour vérifier la visibilité dans les salles de classe, nous avons sélectionné aléatoirement une classe de 4 <sup>e</sup> année, puis l'enquêteur a placé un imprimé au tableau de la salle de classe et a vérifié s'il était possible de le lire à partir du fond de la classe.
Disponibilité de l'équipement minimal	Moyenne non pondérée de la proportion des écoles ou les éléments suivants sont disponibles : tableau fonctionnel avec craie, stylos ou crayons et cahiers ou feuille de papier	C'est un indicateur binaire qui reflète la disponibilité de : (a) un tableau fonctionnel et de craie ; et (b) des stylos, des crayons et des cahiers d'exercice dans les salles de classe de 4 <sup>e</sup> année. Dans la salle d'une classe de 4 <sup>e</sup> année sélectionnée aléatoirement dans l'école, l'enquêteur a évalué si un tableau fonctionnel était disponible en vérifiant si le texte écrit sur le tableau pouvait être lu à partir du devant et du fond de la salle de classe, et si de la craie était disponible pour écrire sur le tableau. Nous considérons que la salle de classe répond aux exigences minimales en matière de disponibilité de stylos, de crayons et de cahier d'exercice si la proportion des élèves ayant des stylos ou des crayons et la proportion des élèves ayant des cahiers d'exercices dépassent les 90%.
Proportion d'élève ayant des manuels scolaires	Nombre de livres de mathématiques et de langue utilisés dans la salle d'une classe de 4 <sup>e</sup> année divisé par le nombre d'élèves dans la salle de classe	L'indicateur reflète le rapport typique élèves/manuels scolaire dans les salles des classes de 4 <sup>e</sup> année. Sa mesure est donnée par le nombre d'élèves ayant les manuels pertinents (mathématiques ou langue, matière en fonction de laquelle une classe sélectionnée aléatoirement est observée) dans la salle d'une classe de 4 <sup>e</sup> année sélectionnée aléatoirement, divisé par le nombre d'élèves dans cette salle de classe.
Ratio élèves/enseignant observé	Nombre moyen d'élèves de 4 <sup>e</sup> année divisé pour un enseignant de ce niveau	Cet indicateur reflète le ratio typique élèves/enseignants dans les salles de 4 <sup>e</sup> année. Il est mesuré en tant que nombre des élèves dans la salle d'une classe de niveau quatre sélectionnée aléatoirement dans l'école.

